

# “LES NOUVEAUX HORIZONS DE LA MÉTROPOLE”

■ ■ ■

**NANTES SAINT-NAZAIRE**  
**CONFÉRENCE MÉTROPOLITAINE**

VENDREDI 17 NOVEMBRE 2006 / ATLANTIA – CENTRE DE CONGRÈS DE LA BAULE

**NANTES SAINT-NAZAIRE  
“LES NOUVEAUX  
HORIZONS DE LA  
MÉTROPOLE...”**

**CONFÉRENCE MÉTROPOLITAINE  
VENDREDI 17 NOVEMBRE 2006  
ATLANTIA / CENTRE DE CONGRÈS DE LA BAULE**

**Scot.métropole**  
Syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale de la métropole **Nantes Saint-Nazaire**

**samoa**  
société d'aménagement de la métropole ouest atlantique

**Cet ouvrage restitue les interventions et les échanges de la conférence métropolitaine, qui a réuni 350 acteurs politiques, économiques et sociaux, le 17 novembre 2006, au centre de Congrès Atlantia de la Baule, invités par le Syndicat mixte du Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire.**

La conférence métropolitaine 2005 “Quelle métropole voulons nous ?” témoignait d’une phase préliminaire de questionnement sur la nécessité et les formes du développement de ce grand territoire. Il s’agissait, en somme, d’explorer les risques avant de définir des projets.

La conférence 2006 a souhaité aller plus loin en donnant la parole aux acteurs de ce territoire sur leur vision de l’avenir de la métropole.

Notre questionnement était complexe : comment cultiver nos atouts, en les adaptant aux conditions d’une économie mondialisée ?

Leurs réponses sont le fruit d’un travail continu en ateliers depuis la conférence métropolitaine 2005. Leurs propositions sont ambitieuses, adaptées à la personnalité du territoire et lui permettent de se démarquer d’autres métropoles.

Nous vous donnons rendez vous, à l’occasion d’une nouvelle conférence métropolitaine à l’automne 2007.

**Jean-Marc Ayraut**  
Président de  
Nantes Métropole

**Joël Batteux**  
Président de  
La CARENE

**Claude Ménager**  
Président de la  
C.C. Erdre et Gesvres

**Jean-Claude Le Gall**  
Président de la  
C.C. Loire et Sillon

**Bernard Moisière**  
Président de la  
C.C. Cœur d’Estuaire

## REMERCIEMENTS

Le Syndicat mixte du SCOT et la SAMOA tiennent à remercier tout particulièrement les membres des six groupes de travail, pour leur investissement et leur engagement à ouvrir de nouveaux horizons pour la métropole Nantes Saint-Nazaire. La conférence métropolitaine 2006 s'est très largement nourrie des réflexions et contributions de chacun des membres de ces groupes.

**Philippe Audic**, EDF

**Jean-François Balducchi**, Atlanpole

**Philippe Bataille**, École d'architecture de Nantes

**Pascal Bavoux**, Trajectoires REFLEX

**Jean Blaise**, Lieu Unique

**Anne Berty**, Nantes Métropole

**Jean-Louis Bonnin**, Ville de Nantes

**Michelle Burnet**, CARENE

**Michel-François Busnel**, Nantes Métropole

**Denis Caille**, Nantes Métropole

**François Chevalier**, Port de Nantes Saint-Nazaire

**Michel Corset**, CCI de Nantes

**Paul Cloutour**, Nantes Métropole

**Jean-Claude Demaure**, Universitaire honoraire

**Jacques Descusse**, Conseil de la Science

**Laure Despres**, Université de Nantes

**Hervé Divet**, Conseil général de Loire-Atlantique

**Agnès Devy**, Ville de Nantes

**Jean-Marc Devanne**, Office de tourisme de  
Nantes Métropole

**Bernard Fritsch**, Université de Nantes

**Yves Gillet**, SCE

**Jacques Girardeau**, Université de Nantes

**Jean-Michel Guégan**, EMC2

**Jean-Jacques Guillon**, Ville de Saint-Nazaire

**Jean-François Guitton**, CARENE

**Pierre Gustin**, CHU de Nantes

**Jean-Pierre Helfer**, Audencia

**Bruno Hug Delarauze**, CCI de Saint-Nazaire

**Philippe Jan**, CCI de Nantes

**Jean Haentjens**, Délégation au Développement  
de la Région Nazairienne

**Jean-François Kerroc'h**, Atlantic Events

**Élisabeth Lecat**, Ville de Nantes

**Carole Le Gall**, Nantes Métropole

**Hervé Moracin**, Agence ACCOORD (Ville de Nantes)

**Jacques Morel**, Nantes Métropole

**Jean-Yves Pailloux**, AURAN

**Sophie Parlier**, Ville de Saint-Nazaire

**Edmond Pelé**, Collège Stendhal

**Éric Provost**, CARENE

**Martine Staebler**, GIP Loire Estuaire

**Jacques Tallut**, Cité des Congrès de Nantes

**Jean-Marc Vallauri**, ENITIAA

**Jean Viard**, CEVIPOF / Sciences-Po

# DÉROULÉ DE LA JOURNÉE

## 7 OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE MÉTROPOLITAINE

8 **Yves Métaireau** Maire de La Baule-Escoubac, président de Cap Atlantique

11 **Jean-Marc Ayrault** Maire de Nantes, président de Nantes métropole et  
du Syndicat mixte du Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire

17 **Joël Batteux** Maire de Saint-Nazaire et président de la CARENE

19 **Bernard Boucault** Préfet de Région des Pays de la Loire

## 25 DEUX CONFÉRENCES

36 **Jean Viard**

Sociologue, directeur de recherche CNRS au Cevipof / Sciences-Po

40 **François Ascher**

Urbaniste, professeur à l'Institut français d'urbanisme

## 53 TROIS ATELIERS

54 A. Conforter un modèle porteur de développement

58 B. Ouvrir la métropole sur le monde

63 C. Construire une éco-métropole

## 69 DEUX TABLES RONDES

70 1. Notre modèle de développement, un atout pour l'avenir ?

85 2. Vivre ensemble un territoire partagé

## 97 TABLE RONDE DE CONCLUSION

**Yves Métaireau** Maire de La Baule-Escoubac, président de Cap Atlantique

**Jean-Claude Le Gall** Président de la Communauté de Communes Loire et Sillon

**Patrick Mareschal** Président du Conseil général de Loire-Atlantique

**Jean-Marc Ayrault** Président de Nantes Métropole et du Syndicat mixte du SCOT de la métropole  
Nantes Saint-Nazaire

**Claude Ménager** Président de la Communauté de Communes Erdre et Gesvres

**Jacques Auxiette** Président du Conseil régional des Pays de la Loire

**Joël Batteux** Président de la Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire

**Bernard Moisière** Président de la Communauté de Communes Cœur d'Estuaire

115 **Liste des participants**

# OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE MÉTROPOLITAINE

- 8 Yves Métaireau**  
Maire de La Baule-Escoublac, président de Cap Atlantique
- 11 Jean-Marc Ayrault**  
Maire de Nantes, président de Nantes métropole et  
du Syndicat mixte du Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire
- 17 Joël Batteux**  
Maire de Saint-Nazaire et président de la CARENE
- 19 Bernard Boucault**  
Préfet de Région des Pays de la Loire

**Philippe Dossal** journaliste

“Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à cette journée d’échange et de réflexion autour de la métropole, deuxième conférence métropolitaine. Je suis journaliste et j’ai eu le privilège d’accompagner cette démarche pendant six mois, aux côtés de Stanislas Mahé et de Laurent Théry. J’ai également participé à la plupart des groupes de travail qui ont préparé cette journée. Aujourd’hui, j’ai la lourde tâche et la mission d’animer ces échanges, et je ne doute pas que cela se passera bien. Mais avant tout, à tout seigneur, tout honneur : commençons par le mot d’accueil de notre hôte, Yves Métaireau, maire de La Baule.” □

## Yves Métaireau

Maire de La Baule-Escoublac, président de Cap Atlantique

“Monsieur le préfet de Région, monsieur le président de Nantes métropole, monsieur le président de la CARENE, monsieur le président du Conseil général de Loire-Atlantique, messieurs les présidents des communautés associées au Scot de la métropole, mesdames et messieurs les parlementaires, mesdames et messieurs les maires, élus et chers amis, bonjour. Après la réunion à l’École polytechnique, l’année dernière, je tenais à remercier monsieur Jean-Marc Ayrault, président de Nantes métropole, d’avoir choisi de venir cette année un peu plus à l’Ouest, ici, à La Baule, pour y tenir les travaux constructifs de cette deuxième conférence, sur le thème des nouveaux horizons de cette métropole d’équilibre. Je voudrais aussi, bien sûr, souhaiter la bienvenue à tous les participants à cette réunion.

S’agissant de nouveaux horizons, il n’est pas anormal que cette journée se tienne à La Baule, porteuse d’image et d’une tradition centrée sur des activités économiques certes différentes, mais communes, qui a su faire preuve d’une compétence, d’un dynamisme, d’un savoir-faire dans le domaine touristique, notamment, et qui s’insère dans une véritable complémentarité pour la mise en valeur de notre département et de notre région. Si nous pensons, les uns et les autres, que l’évolution et la qualité de la vie dans la société moderne de demain passent aussi par l’harmonie des modes de vie, alors, La Baule et le territoire de Cap Atlantique, c’est-à-dire la grande presqu’île, avec ses quinze communes variées, ont leur place en termes de loisirs, d’activités originales, d’environnement et de

qualité de vie, dans le prolongement logique de la métropole économique de Nantes Saint-Nazaire. Ceci, à mes yeux de président d’une structure intercommunale comme Cap Atlantique, et pour l’avenir de nos territoires, montre bien que ce qui nous rapproche est souvent plus important que ce qui nous sépare. Si, comme 85% des communes de France, l’on croit à l’intercommunalité et que l’on voit s’amorcer, jour après jour, une décentralisation où il semble qu’il y ait chaque jour un peu moins d’État – voire presque plus, en tout cas pour nous –, moins d’Europe – sauf peut-être pour les grands projets –, nous devons comprendre qu’il faudra apprendre de plus en plus aux élus locaux intercommunaux, départementaux, régionaux, à mieux se connaître et à travailler de plus en plus ensemble. J’ai été, pour ma part, frappé de constater, au sein de Cap Atlantique, combien le travail en commun sur les dossiers techniques pouvait être enrichissant et positif, gommant presque toutes les positions politiciennes pour ne mettre en évidence que les caractères et les comportements propres à chaque commune.

Notre département de Loire-Atlantique est souvent cité en exemple dans les médias : Nantes, comme capitale historique et grande ville, pour son dynamisme économique, pour ses compétences dans le domaine industriel ou de la santé, et pour sa qualité de la vie ; Saint-Nazaire, pour ses réalisations industrielles prestigieuses et son activité portuaire, ainsi que pour son maire, Joël Batteux, que j’ai connu au lycée, il y a un peu plus de quarante ans, et pour sa vision évolutive de la ville qu’il dirige ; La Baule et le Nord de notre département, jusqu’à la Vilaine, pour sa renommée internationale dans le secteur du tourisme, dans celui des métiers traditionnels de la mer et de l’agriculture, ainsi que pour la beauté de son littoral maritime et de ses marais, qu’ils soient marais salants ou marais de Brière.

Nous serons tous concernés par les grands projets de demain, à commencer par l’aéroport international, son impact économique et touristique, la réalisation de Donges Est, le franchissement de la Loire ou encore le projet “Hippocampe” à Pornichet. En complément, les sites touristiques de notre secteur seront demain les variantes d’équilibre au développement urbain.

Par ailleurs, dans un monde de compétition où l’on cherche des pistes de croissance, l’économie touristique sait faire du temps libre des uns un travail pour les autres. L’économie touristique est maintenant devenue une réalité, non seulement pour la France, qui est encore la première destination touristique mondiale, avec 75 millions de visiteurs et 2 millions d’actifs, mais aussi pour notre département, alors même qu’il semble parfois insuffisamment reconnu. Cela se voit bien

aussi en France : c'est la dynamique publique qui doit précéder et entraîner les dynamiques associées des professionnels et privés. Le poids économique du tourisme en Loire-Atlantique est indéniable : 350 hôtels et résidences de tourisme dans nos 221 communes, 140 établissements d'hôtellerie de plein air, 21 000 emplois permanents, 1,6 Md Euros de chiffre d'affaires avec, comme première destination de visite, l'océarium du Croisic, suivi de près par Escal'Atlantique.

Nous avons aussi des gisements de progrès, notamment et surtout dans le tourisme d'affaires et le tourisme de groupe où, déjà, avec Atlantic Events, nous développons une synergie de promotion pour aller vers une activité touristique à l'année ou des quatre saisons, avec la conviction que l'économie de demain n'a d'avenir que si nous créons des emplois plus stables à l'année, sans oublier l'économie résidentielle, dont il avait été largement question lors de la première réunion. Cette économie résidentielle se développe grâce au poids démographique des seniors, qui sont de plus en plus nombreux à s'installer sur le littoral et qu'il faut recevoir avec lucidité, non pas comme une charge, mais comme une économie à part entière, source, là aussi, d'emplois et de métiers nouveaux dans le domaine de la santé et des services à la personne. En effet, cette économie représente 4 Mds Euros de revenus annuels dans la métropole.

Le sérieux et le pragmatisme des hommes qui, depuis Olivier Guichard, ont présidé au destin de cette région, ont permis à celle-ci d'évoluer positivement tout au long de ces dernières années. Il lui reste maintenant à aborder de nouveaux défis au début de ce siècle : mieux ouvrir notre métropole vers les relations internationales et poursuivre un développement raisonné en préservant nos richesses naturelles et notre qualité de vie.

Ce sont des thèmes qui seront abordés tout à l'heure, et c'est pourquoi je crois que nous avons, de concert, un long mais passionnant chemin encore devant nous." □

### **Philippe Dossal**

"Merci pour ce brillant mot d'accueil. Vous avez évoqué le temps libre, les métiers nouveaux... Je pense que ce sera largement développé tout à l'heure par Jean Viard au cours de son intervention. Je laisse maintenant la parole à Jean-Marc Ayrault pour introduire les travaux." □

## **Jean-Marc Ayrault**

Maire de Nantes, président de Nantes métropole et du Syndicat mixte du Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire

"Bonjour à tous. Merci à monsieur le maire de La Baule, Yves Métaireau, pour cette conférence métropolitaine qui est réunie à l'initiative du Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire, que Joël Batteux représente aussi, puisqu'il s'exprimera tout à l'heure.

Merci à vous tous, élus et responsables économiques, mais aussi à tous les acteurs sociaux, représentants des forces vives de nos espaces métropolitains, d'avoir répondu à notre invitation. Je souhaite également saluer les élus des territoires voisins qui ont décidé de venir partager nos travaux : le Pays d'Ancenis ; le Vignoble nantais ; le Pays de Retz ; la région de Pontchâteau ; Cap Atlantique, bien sûr ; le Conseil général de Loire-Atlantique ; la Région des Pays de la Loire et l'État, par le biais du préfet Bernard Boucault ; Patrick Mareschal et Jacques Auxiette, qui nous rejoindra au cours de la journée. Je les remercie non seulement de leur présence, mais également de leur investissement personnel dans la démarche que nous entreprenons ensemble.

Il s'agit de la deuxième conférence métropolitaine ; un an après, il était nécessaire de refaire une rencontre. Il ne s'agit pas de faire des rencontres pour des rencontres, des rencontres qui n'auraient pas de lien entre elles. Mais nous souhaitons acter, par la tenue d'une conférence métropolitaine, le travail qui a été réalisé depuis un an et essayer d'en partager ensemble une synthèse, pour poursuivre ensuite d'un même pas, dans la direction que nous nous sommes collectivement fixée. Je reviendrai sur les messages de notre première conférence métropolitaine.

Notre rencontre de La Baule – c'est l'objectif que je souhaite partager avec vous – doit ainsi marquer une étape que j'appellerai "la nouvelle alliance des territoires". Une alliance qui, au-delà de nos diversités, de nos particularités, traduit la nécessité que nous ressentons d'affirmer une communauté de destin pour nous bâtir un avenir commun.

Cette nécessité n'a pas toujours été une évidence. L'histoire de Nantes et des

territoires qui l'environnent a d'abord été une histoire d'opposition et de rivalité. Nantes a autrefois vécu le développement de Saint-Nazaire comme se faisant à son détriment – nous en avons souvent parlé avec Joël Batteux, et heureusement, cela est derrière nous... Les territoires ruraux avaient alors un regard presque identique sur le développement des grandes villes qui, elles-mêmes, ne se préoccupaient guère de ce qui se passait à la campagne.

Progressivement, et c'est là que nous devons mesurer le chemin parcouru, le dialogue s'est noué, à Nantes, par exemple, dès 1966, avec la création de l'association communautaire de la région nantaise, puis, dans les années 70, avec l'émergence du concept de métropole d'équilibre Nantes Saint-Nazaire. D'ailleurs, comment venir à La Baule sans nous le rappeler ? La Baule, et Olivier Guichard...

Plus récemment, d'autres initiatives législatives sont intervenues. Je pense à la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999, à la loi du 12 juillet 1999, qui concerne le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale, et enfin, à la loi sur la solidarité et le renouvellement urbains. Tout cela a beaucoup bouleversé le paysage législatif, mais a permis un formidable essor et la création des espaces pour ces débats, que je considère comme nécessaires. Par ailleurs, la directive territoriale d'aménagement a fixé les termes de ce débat pour notre métropole. C'est un outil dont nous disposons désormais.

Les défis que nous devons essayer de relever ensemble sont considérables. Tout d'abord, la mondialisation. Elle est présente partout ; c'est une réalité qu'il faut maîtriser et réguler, si l'on veut partager les bénéfices qu'elle peut apporter plutôt que d'en subir les désordres. Le deuxième grand défi est la préservation de notre planète et de sa biodiversité, à l'heure où le réchauffement climatique ne peut plus être nié dans la réalité de ses causes – l'effet de serre –, ni dans ses conséquences potentiellement dévastatrices. Le troisième défi est la gestion des ressources énergétiques : la maîtrise de la production et de la distribution, mais aussi de la consommation d'énergie. Ces questions-là seront déterminantes pour l'avenir de l'humanité, et par conséquent aussi de nos territoires, comme il en est pour l'eau, source de toute vie. La panne d'électricité que nous avons connue il y a quelques semaines en Europe, l'interdépendance des réseaux qu'elle a mise en évidence, nous rappellent la double nécessité d'une maîtrise publique à l'échelon européen et pas uniquement national, ainsi que d'investis-

sements importants, notamment dans les réseaux, mais aussi dans les énergies renouvelables, c'est-à-dire les énergies du futur, si nous ne voulons pas buter sur de graves problèmes.

Le dernier défi est celui de la cohésion sociale ; quelle que soit l'échelle à laquelle on l'aborde, ce n'est pas le moindre de ces défis. C'est même, à mon sens, celui qui validera ou invalidera la manière que nous avons d'aborder le précédent. C'est un défi presque politique : quel projet de société voulons-nous ?

Tout cela nous donne en tout cas l'obligation de persévérer dans le niveau de dialogue et de construction partagée, jamais égalé auparavant, entre les communes, les territoires urbains, les territoires périurbains ou ruraux, que nous avons atteint ensemble ces dernières années. C'est ce que j'appelais tout à l'heure "mesurer le chemin parcouru", ce qui n'interdit pas – et qui, d'ailleurs, y aide même – d'être lucide pour ce qu'il reste à faire. En effet, nous sommes face à une nouvelle géographie : un vaste espace dont les contours sont avant tout dessinés par les relations économiques et culturelles, les modes de vie et les déplacements quotidiens des habitants. Les aires urbaines, celles qu'animent les pôles urbains, ont tendance à se rejoindre et à se rapprocher. En tout cas, ces aires urbaines, là où vivent les gens, là où ils travaillent et se déplacent, ignorent trop souvent les limites institutionnelles ; d'ailleurs, la métropole n'est pas un périmètre, c'est d'abord un projet, ou cela doit en être un. En outre, l'on mesure bien que la constitution de l'axe Nantes Saint-Nazaire a été fondatrice d'une démarche qui fait aujourd'hui que notre espace métropolitain est au cœur d'un réseau de grandes villes et de grands territoires – Rennes, Angers, Brest –, ou de villes moyennes, mais qui animent aussi leur espace ou qui jouent un rôle fédérateur, dynamisateur. Je pense à Cholet, La-Roche-sur-Yon, Vannes, Quimper ou encore à Laval. Tout cela permet de structurer le territoire, de l'irriguer, même, et en particulier, d'irriguer les territoires périurbains, bien sûr, mais aussi les territoires ruraux qui les entourent.

Ce paysage s'est considérablement transformé ces dernières années car nos territoires, en tout cas ici, dans cette région, sont dynamiques et attractifs. C'est une chance. C'est à l'évidence aussi une force dans le contexte de mondialisation que j'évoquais tout à l'heure. Cette dynamique doit être confortée, c'est une exigence ; mais nous devons aussi lui donner un sens. Elle doit d'abord profiter à tous et ne laisser personne à l'écart ; ceci est bien le défi social. Je pense d'ailleurs que notre rencontre d'aujourd'hui abordera ces questions, qui ne concernent pas que les seuls élus, mais tous les citoyens, au premier rang desquels



tous ceux qui exercent une responsabilité, qu'elle soit économique, associative, syndicale. Cette conférence, nous l'avons voulue ouverte à la parole de tous ses acteurs, car ils contribuent chaque jour, à leur manière et dans leurs responsabilités, à construire le monde de demain qui se bâtit et se développe ici sur notre territoire. L'attention que nous portons à ce débat n'est heureusement pas nouvelle, mais nous avons souhaité que, dans le schéma d'étapes successives que je décrivais à l'instant, cette conférence de La Baule soit celle de l'écoute, de la diversité des points de vue, après que nous ayons, en 2005, partagé l'orientation essentielle, dont je veux rappeler brièvement les principaux éléments.

Tout d'abord, il faut poursuivre dans la voie du développement de notre métropole ; développement maîtrisé, bien sûr, mais en ne cédant pas à la tentation de la pause. Ceci était l'objet d'une des tables rondes et l'un des débats que nous avons eus lors de la première conférence métropolitaine. En effet, s'arrêter et se dire que c'est bien comme cela fait très rapidement reculer, et vous le savez tous. Croire que la situation plus favorable que nous connaissons aujourd'hui est définitivement acquise serait également une erreur fatale.

Le deuxième enseignement est que notre territoire tire sa force et une certaine stabilité d'un équilibre entre le poids des différentes économies, comme Laurent Davezies l'a brillamment rappelé : l'économie résidentielle, l'économie publique et l'économie de la production.

Enfin, et c'est le troisième enseignement de la dernière conférence, nous disposons d'un atout essentiel pour l'avenir. En effet, notre développement commun de ces vingt dernières années ne s'est pas fait au détriment de la qualité de notre cadre de vie. La faible densité de notre territoire métropolitain est incontestablement une chance. Nous avons l'espace nécessaire à la conception et à la réalisation d'une "éco-métropole" en développement. Nous avons également pu anticiper sur les grandes infrastructures de déplacement, pour l'essentiel, et nous poursuivons.

Il reste évidemment encore beaucoup à faire, à améliorer, et je n'évoquerai pas tous les projets qui sont en cours et ceux que l'on pourrait encore imaginer. Cependant, sur ces deux points, j'ai été frappé par la différence d'approche avec ce qui se passe en Île-de-France. En effet, il n'y a pas d'intercommunalité entre Paris et la périphérie, la banlieue ; il y a une Région, certes, mais il y a de multiples intercommunalités qui ne communiquent pas entre elles. Ainsi, pour parler de ces questions qui sont à traiter depuis des années, et encore aujourd'hui, une

conférence métropolitaine s'est tenue dans la région parisienne ; mais à mon sens, tardivement, surtout lorsque l'on voit le défi de la région parisienne face à la question des infrastructures de transport, qui posent de plus en plus de difficultés.

Ainsi, ces équilibres que nous connaissons existent et sont puissants, et ce malgré leurs défauts. Il nous faut absolument les préserver ; nous devons donc défendre et conforter un certain modèle de développement. Cependant, ceci ne pourra se faire qu'en étant vraiment offensifs, grâce à des projets partagés par les forces vives, les citoyens et l'ensemble des élus. En prenant appui sur cette ressource inépuisable, nous pourrions affronter la réalité de la compétition entre les territoires. Je veux parler de la richesse démocratique qui existe ici, la richesse des initiatives et des talents. Il nous faut, au-delà de notre valeur moyenne, promouvoir des éléments qui vont entraîner le reste du territoire. En effet, les pôles d'excellence nous positionnent comme leaders dans le concert des métropoles européennes, et je voudrais citer quelques exemples de bases déjà solides : le tourisme, avec des atouts considérables et des équipements performants complémentaires, qui collaborent entre eux ; la culture, qui est une autre force, car nos villes fourmillent d'initiatives culturelles ; je citerai aussi le pôle santé, le pôle de développement des biotechnologies, l'aéronautique ou la construction navale, qui sont des secteurs de pointe exemplaires, mais qui peuvent aussi avoir leur fragilité ; sans parler de tout ce que nous pouvons faire dans le génie civil et dans tous les métiers de l'environnement qui, à mon avis, peuvent se développer fortement autour de cela. Je ne cite là que quelques-uns des thèmes principaux qui me paraissent des éléments moteurs.

En effet, cela n'a qu'un seul objectif : créer des richesses profitables à l'ensemble des territoires. Si nous sommes là, représentant différents Scot ou intercommunalités, c'est bien dans l'objectif de créer des richesses, même si elles sont produites là ou ailleurs, qui profitent à l'ensemble des territoires et à tous leurs habitants. C'est la condition pour offrir des emplois au plus grand nombre, mais aussi pour avoir les moyens de mener une politique sociale, d'assurer la présence des services publics, des services à la personne, aux familles, de mettre à disposition les meilleurs outils d'éducation et de formation, qui sont indispensables pour pérenniser le dynamisme et la croissance maîtrisée que nous recherchons. D'ailleurs, ce choix de parier sur la formation, sur l'innovation, sur la recherche et sur l'excellence nous donne les meilleures chances de relever le défi de la cohésion sociale. Je rappelle ce chiffre : un emploi de haut niveau

implanté en génère trois autres à des niveaux de qualification variés, mais donc accessibles à tous. Ce n'est certes pas à notre échelle que se trouvent toutes les réponses aux enjeux du vieillissement ou de la précarité grandissante ; mais nous pouvons – et nous devons – prendre toutes nos dispositions pour donner à chacun et à chacune toutes les chances de réussir sa vie.

Voilà le sens de notre action commune. Nous devons, nous, collectivités publiques, monde économique ou organismes de formations, travailler, réfléchir et agir ensemble, bien entendu dans le respect des rôles et de la légitimité de chacun. Il s'agit d'un territoire d'équilibre, où se marient dynamisme économique et démographique, qualité environnementale et qualité de vie ; d'un territoire où les savoirs et la culture sont mis à la portée et au service de tous ; d'un territoire où chacun doit trouver sa place et se sentir membre à part entière de la cité au sein des villes.

Voilà ce qui peut être notre guide pour l'action. Les voies pour y parvenir sont sans doute diverses et, pour certaines, encore à imaginer et à construire. C'est justement dans l'intérêt de ce débat, qui s'inscrit dans la continuité des groupes de travail constitués depuis 2005, que nous vous convions, avec les responsables et les élus du Scot, à cette journée de La Baule." □

### **Philippe Dossal**

"Il s'agit donc d'une conférence ouverte à la diversité des points de vue. C'est ce que nous allons nous employer à réussir aujourd'hui. Ce fut d'ailleurs le cas dans les groupes de travail qui ont préparé cette journée. La parole est à Joël Batteux, maire de Saint-Nazaire." □

## **Joël Batteux**

Maire de Saint-Nazaire et président de la CARENE

"Monsieur le préfet de Région, mesdames et messieurs les présidents, bonjour. Le fait que nous tenions notre conférence métropolitaine à La Baule n'est pas anodin car, depuis longtemps, avec Jean-Marc Ayrault, nous estimons que La Baule fait partie des atouts de la métropole et ce, même si, pendant toute une période, nous cherchions une délimitation soit volontariste, soit par adhésion. Le fait est qu'aujourd'hui, nul ne conteste que la presqu'île guérandaise est partie intégrante, et même un atout de la métropole Nantes Saint-Nazaire.

Ainsi, si nous avons encore un peu de mal à définir ce concept métropolitain, il n'y a aucun doute : l'effet métropolitain est là. Il est là aujourd'hui par votre présence nombreuse, par la qualité et la diversité de l'assistance, qui montre que chacun a élevé son niveau de conscience des grands enjeux qui concernent l'avenir de ce grand territoire ; territoire qui a, par ailleurs, la chance inouïe de se situer sur l'axe ligérien et au bord de la mer. Ce territoire constitue aussi, d'une certaine manière, le cœur de la région des Pays-de-la-Loire, tandis que la Loire en constitue la colonne vertébrale.

Nous avons la chance d'être à la fois très proches d'une grande capitale régionale, avec tout ce que cela comporte, de disposer également d'une grande plate-forme industrielle et portuaire sur l'estuaire de la Loire et d'être à côté d'une activité littorale et touristique très importante, auprès de La Baule, qui va continuer de s'enrichir.

De la même manière que nous avons mis un peu de temps à rapprocher Nantes et Saint-Nazaire, même si maintenant c'est chose faite depuis longtemps, nous assistons aujourd'hui à une évolution rapide du rapprochement entre la CARENE et Cap Atlantique. J'en veux pour preuve le fait que Cap Atlantique a adhéré à la Délégation au développement de la région nazairienne et que nous allons demain, en tout cas je l'espère, monsieur le préfet, avoir la confirmation de sa transformation en agence d'urbanisme pour tout ce pôle maritime de la métropole Nantes Saint-Nazaire.

Je ne veux pas reprendre la plupart des propos des orateurs précédents, de peur de retarder encore l'intervention des conférenciers que nous avons conviés ici. Je reprendrai un argument qui a été développé par Yves Métaireau. Nous savons bien, dans une période où l'on s'agite quelque peu autour des grandes échéances nationales à venir, que nous ne pouvons pas tout attendre de l'État, et même – je partage le point de vue d'Yves –, que nous devons en attendre de moins en moins. Il faut que localement, nous recherchions des consensus larges pour assurer l'avenir de nos territoires. Je pense que l'avenir se joue au moins autant grâce aux acteurs locaux que grâce aux acteurs nationaux. Je faisais d'ailleurs l'observation à monsieur le préfet que nous n'avons, dans le Scot, pas trouvé de grands écueils infranchissables qui nous auraient divisés, pas plus qu'aujourd'hui, alors que nous travaillons sur le schéma de secteur de la CARENE, pour être prêts à le sortir sitôt après que nous aurons fait sortir le Scot. Au contraire, au fur et à mesure que nous échangeons, nous trouvons des convergences de plus en plus grandes et de plus en plus fortes.

Je finirai par ce propos de Laurent Théry que j'ai lu dans la presse ce matin et dont je partage parfaitement l'opinion : "Le phénomène est nouveau : les entreprises, demain, n'iront pas où leurs salariés ne veulent pas aller." □

### **Philippe Dossal**

"Je vais demander à monsieur Boucault, le préfet de Région, de donner son propos liminaire, en soulignant l'importance de la présence de l'État aujourd'hui dans ces travaux." □

## **Bernard Boucault**

Préfet de Région des Pays de la Loire

Merci, monsieur le maire de La Baule, de nous accueillir dans votre belle cité ; merci, monsieur le député maire de Nantes et président de Nantes métropole, mesdames et messieurs les parlementaires, monsieur le président de la CARENE, messieurs les présidents des établissements publics de coopération intercommunale, mesdames et messieurs les maires, mesdames et messieurs les présidents responsables économiques, sociaux et culturels.

J'ai beaucoup de plaisir à prolonger avec vous nos échanges du 10 juin 2005, quand nous nous interrogeons ensemble sur la métropole que nous voulions. Merci d'avoir invité à nouveau le représentant de l'État à s'exprimer, même si monsieur le président de la CARENE indiquait que l'on attendait de moins en moins de l'État. En réalité, je pense que l'ensemble de nos concitoyens attendent de l'État l'essentiel, et non pas l'accessoire, dont il s'est trop occupé.

En juin 2005, nous avons été nombreux à penser qu'il n'existait pas d'alternative au développement maîtrisé de la métropole, et j'avais alors évoqué les risques de la tentation de la pause et celui que j'appelais "de l'histoire brisée". Ce débat est aujourd'hui derrière nous, et c'est heureux, mais il reviendra.

Aujourd'hui, le thème de la rencontre nous invite à réfléchir ensemble sur les nouveaux horizons de la métropole, sur les conditions et les enjeux de son développement. Vous nous donnez, messieurs les présidents, une première réponse à cette question, en réunissant cette conférence métropolitaine à La Baule. La réponse que vous donnez par ce choix, qui n'est pas anodin, comme l'a dit monsieur le président de la CARENE, est celle d'une métropole assurée d'elle-même, désireuse de se développer sur des territoires multiples, d'établir de nouvelles coopérations avec des collectivités différentes et complémentaires, pour rester en mouvement.

Monsieur le maire de La Baule a marqué tout à l'heure son adhésion à cette coopération respectueuse des identités des uns et des autres, en lui donnant d'ailleurs tout de suite un contenu concret. Je n'en suis pas surpris, car nous en parlons souvent, et je peux vous assurer, pour en avoir souvent discuté avec lui,

que les propos de monsieur le maire de La Baule sont ceux d'une adhésion raisonnée et profonde.

Pour apporter ma contribution, je développerai successivement deux points. Tout d'abord, les atouts de la métropole de Nantes Saint-Nazaire dans la mondialisation. Ils concernent le fait qu'il s'agit d'une métropole en réseau, une métropole d'équilibre, non pas seulement l'équilibre de la politique d'aménagement du territoire des années 60, mais l'équilibre intérieur de la métropole. Le deuxième point est que pour assurer son avenir, il me paraît essentiel de ne pas borner l'horizon de la métropole, mais d'identifier les voies concrètes de l'ouverture sur le monde.

L'inscription de Nantes Saint-Nazaire dans un univers mondialisé peut susciter des craintes, mais la métropole dispose de solides atouts. Le modèle de développement de Nantes Saint-Nazaire s'appuie sur une des notions clés du processus de mondialisation, l'organisation en réseau, tout en s'écartant de ce qui peut en constituer le point faible, c'est-à-dire la tendance à la ségrégation sociale, voire au creusement des inégalités.

Le terme de réseau est à la mode aujourd'hui ; tout dans notre univers est interconnecté. Or l'atout principal de Nantes Saint-Nazaire est bien que la métropole fonctionne en réseau, mais pas n'importe quel réseau : une tradition associative et mutualiste, une culture de la tolérance, du dialogue et du partenariat y sont solidement ancrés. Tout ceci, allié à la qualité du maillage institutionnel et intercommunal, concourt à créer le lien social et la confiance nécessaires au développement raisonné de la métropole.

La constitution de structures en réseau est par ailleurs très importante dans le domaine économique, avec un tissu très dense de PME. Un exemple marquant de ce phénomène est l'élargissement de pôles spécialisés, mais non fermés, autour de grands donneurs d'ordre comme Airbus ou les chantiers navals. Grandes et petites entreprises parviennent à se penser comme un tout structurant le développement dans un schéma d'ensemble, ce qui est bien la clé de la compétitivité.

Enfin, Nantes Saint-Nazaire, métropole en réseau, s'inscrit elle-même dans un tissu interrégional dense de coopération : coopération institutionnelle, à travers la participation à la conférence des villes de l'arc atlantique, ou coopération de projets, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur, avec le réseau des

universités de l'Ouest atlantique ou dans le domaine de la recherche, avec le Cancéropôle du Grand Ouest, avec Ouest Génopôle, avec le cyclotron, ainsi que les réflexions engagées autour de l'espace métropolitain Loire- Bretagne, qui visent à conforter la dynamique territoriale à l'échelle européenne et illustrent bien cette tendance.

Dans notre métropole, la notion de réseau se conjugue avec la notion d'équilibre. Monsieur Laurent Davezies avait effectivement, lors d'une intervention qui nous avait tous marqués l'année dernière, rappelé que Nantes Saint-Nazaire était l'une des seules métropoles françaises à avoir su conserver un développement équilibré fondé sur les trois moteurs : l'économie de la production, l'économie publique et l'économie résidentielle. Cette analyse est aujourd'hui partagée, il me semble, par l'ensemble des acteurs qui pensent le développement de la métropole.

Cet équilibre est sans conteste un atout, car il dégage une croissance raisonnée, mais, surtout, car il permet une croissance solidaire et homogène des différentes catégories sociales et des différents territoires. Une métropole d'équilibre signifie également que son développement ne s'effectue pas au détriment des territoires périphériques et autres pôles d'attraction de la région. Nantes Saint-Nazaire est une force d'impulsion régionale pour tout le Grand Ouest. Cette métropole ne peut – et ne doit pas – penser son développement en concurrence par rapport aux territoires voisins, mais bien en synergie et en complémentarité avec eux, dans un modèle de relation que l'on pourrait rapprocher du modèle hanséatique, pour reprendre une expression qui est chère au président de Nantes métropole et qui rend bien compte de ce qu'est la réalité d'aujourd'hui.

Le deuxième point concerne les nouveaux horizons. Pour les ouvrir, il est essentiel de ne pas borner l'horizon de la métropole. La métropole – et c'est d'ailleurs aujourd'hui un débat pour l'Europe – ne doit pas se définir seulement comme un territoire limité, mais comme un espace de valeurs et un espace de projets ouvert à la fois sur l'avenir et sur le monde. Des efforts ont déjà été conduits pour donner une visibilité européenne au Grand Ouest. Parallèlement à ce mouvement, il est essentiel que Nantes Saint-Nazaire se façonne une identité propre, connue internationalement. Il s'agit ainsi d'attirer les centres de décision ; d'attirer, ou même de retenir – car le problème se pose – les talents et les compétences qui, dans le monde de demain, porteront la dynamique des territoires.

Pour cela, il y a deux pistes. Il faut d'abord agir sur les réseaux de la connais-

sance. Certains univers de l'économie, de la recherche demeurent encore trop cloisonnés dans notre métropole. Nous le voyons, par exemple, avec la difficulté – même si les choses sont sur la bonne voie – que nous avons à structurer un Pres (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) associant universités et grandes écoles, capable d'engager des actions communes au nom de tous ses membres. Le dynamisme de l'important tissu des PME en matière d'innovation, qui repose sur plusieurs centres de ressources technologiques situés à l'interface des laboratoires et des entreprises, doit aussi être conforté. Le développement de pôles de compétitivité comme EMC2 en est un exemple emblématique. Il montre le chemin à suivre : choisir quelques secteurs d'excellence bien identifiés, dans lesquels notre métropole pourra se distinguer, acquérant ainsi une véritable visibilité internationale et assurant cette rencontre entre recherche fondamentale et innovation. La métropole peut trouver, en ses 200 laboratoires abritant quelque 2 200 chercheurs, les bases d'un développement durable construit autour d'une économie de la connaissance fondée sur des activités à forte valeur ajoutée.

Deuxième piste : il s'agit aussi de conforter l'attractivité de Nantes Saint-Nazaire au-delà des frontières nationales. L'attractivité d'un territoire mériterait d'ailleurs à elle seule un colloque, car c'est une notion floue ou à géométrie variable. Elle se fonde tout à la fois sur l'attractivité économique, liée à la dynamique de l'emploi, à la progression du PIB, mais aussi sur les infrastructures, sur le degré de cohésion sociale ou encore sur le dynamisme culturel.

Je ne reviendrai pas sur tous ces points, notamment ceux qui vont bien, comme par exemple ce qui touche les infrastructures, pour lesquelles nous sommes dans une dynamique positive, en particulier avec la perspective de l'ouverture d'un nouvel aéroport international ou celle de l'extension du port de Nantes Saint-Nazaire.

Un axe de travail pourrait être d'agir sur deux leviers de l'attractivité sur lesquels je terminerai mon propos. Le taux d'emploi, d'abord, et la qualité du cadre de vie, ensuite.

Le taux d'emploi, qui est un élément de l'attractivité, dépend d'abord d'une consolidation de la place de l'industrie qui, ici, a structuré et continue de structurer le territoire et qui, si elle s'appuie sur l'innovation, est riche d'emplois directs et indirects, à commencer par tous les emplois de services à l'entreprise, dont l'on connaît la forte progression. Cependant, pour développer la progression d'emplois de services à l'entreprise, il faut avoir des entreprises industrielles.

Un autre choix résolu doit également être fait pour le développement des services à la personne. Ce développement ouvre des perspectives importantes dans le contexte du vieillissement de la population, et ces services en sont d'autant plus des facteurs de cohésion sociale. Agir dans ce domaine garantira une meilleure qualité de vie à l'ensemble de la population métropolitaine : aux personnes âgées comme aux familles avec de jeunes enfants, qui sont des acteurs de la dynamique des territoires.

Enfin, la qualité du cadre de vie est un élément essentiel de l'attractivité du territoire au-delà de ses frontières. La préservation du milieu naturel, le maintien d'une agriculture respectueuse de l'environnement participent de cette qualité du cadre de vie. Cette idée est évidemment largement partagée, mais il faut aussi s'en donner les moyens ; il faut s'en donner les moyens par tous et partout. La préservation du milieu naturel n'a rien d'une évidence : la beauté des rives de l'estuaire, la préservation des zones humides, la richesse de la biodiversité, tout cela n'est pas immuable et se conquiert chaque jour. Cette préoccupation doit être pleinement intégrée dans les choix que fera la métropole du développement économique et d'urbanisation autour de l'estuaire. Le projet de Scot de la métropole de Nantes Saint-Nazaire est sans aucune doute une occasion importante, qu'il ne faut pas manquer, de l'expression d'une volonté particulièrement forte. Une réappropriation de l'eau, douce ou salée, est le véritable fil conducteur de la préservation du patrimoine naturel de la métropole qui a été engagée et doit aussi se poursuivre. À cet égard, le projet ambitieux porté par Jean Blaise de promenade artistique le long de l'estuaire contribuera à faire de cette écharpe verte, j'en suis sûr, le joyau de notre métropole.

Voilà, mesdames et messieurs, quelques pistes que je voulais ouvrir avec vous ce matin. Je n'ai pas de doute sur notre capacité collective à conquérir ces nouveaux horizons grâce à la conjugaison des politiques publiques de l'État et des collectivités territoriales. Je dirai simplement, pour être directement sur l'actualité, que le Contrat de projets État – Région en cours de discussion en est une occasion privilégiée, qu'il ne faut pas manquer. Je suis convaincu que la métropole de Nantes Saint-Nazaire a toutes ses chances, dans un contexte d'ouverture au monde, pour devenir une métropole confiante et assurée d'elle-même, mais aussi une métropole de confiance pour ses partenaires, parce qu'elle aura su bâtir sur ses atouts un pôle d'équilibre et de rayonnement pour notre pays.”

**Philippe Dossal**

“Merci, messieurs, pour ces propos introductifs. Nous allons maintenant entrer dans le cœur du sujet. L’an dernier, pour éclairer les travaux de la première conférence métropolitaine, nous avons fait appel à deux économistes : Laurent Davezies et Pierre Veltz. Cette année, nous vous proposons le regard d’un sociologue, Jean Viard, d’un urbaniste, François Ascher, et d’un artiste, Jean Rouaud. Ces contributions, qui peuvent être “décoiffantes”, voire iconoclastes, ont pour objet de nous aérer et de nous délier l’esprit.” □

# DEUX CONFÉRENCES

**26 Jean Viard**

Sociologue, directeur de recherche CNRS au Cevipof / Sciences-Po,

**40 François Ascher**

Urbaniste, professeur à l’Institut français d’urbanisme

## Jean Viard

Sociologue, directeur de recherche CNRS au Cevipof / Sciences-Po

“Je dirai d’abord en introduction que votre démarche me paraît intéressante, parce qu’il y a une continuité, d’une année sur l’autre, avec ce que vous avez fait l’année dernière, à travers les travaux de Pierre Veltz et l’intervention de Laurent Davezies, que j’ai relus avant de venir. Il y a une volonté d’accumuler le regard des intellectuels sur un territoire dans la durée. Nous sommes souvent sollicités. Pour ma part, je suis venu six ou sept fois ; j’ai participé aux ateliers et aux groupes de travail. Ce n’est pas simplement un “show”, mais une volonté de mélanger vos territoires avec nos recherches et nos travaux. Je trouve que c’est utile et que cela se fait assez rarement dans cette continuité ; je voulais commencer mon propos en insistant sur ce point.

La deuxième chose que je veux dire est qu’au fond, mon métier est de regarder la société à l’envers. Cela fait trente ans que j’observe les Français qui ne travaillent pas, que j’observe le tourisme quand il n’est pas là et que j’observe le temps libre dans un monde dominé par le travail. C’est-à-dire que j’essaie de regarder la société générale avec un œil, par un angle d’entrée : le tourisme, le temps libre, les promenades sur la plage de La Baule en hiver quand tout est fermé... C’est à travers tout cet imaginaire que je regarde notre société. Je dirai, avant d’entrer dans mon propos, que pour réfléchir à l’avenir d’un territoire, pour avoir une approche prospective, il faut d’abord se dire qu’il faut que nous sortions d’une vision noire de l’avenir. En effet, si l’on est, à l’instar de ce pays, écrasé par une vision noire de l’avenir, comme si la mondialisation n’était qu’une chose négative, comme si nous ne faisons que reculer, il est très difficile de désirer construire.

Je suis de ceux qui pensent que nous sommes dans une société qui se développe, qui se transforme, qui saisit de nouvelles possibilités, dont les défis changent. Il y a effectivement de nouveaux défis : l’on ne risque plus la guerre nucléaire ; en revanche, l’on risque une rupture écologique... Il faut donc que nous nous remettions à espérer l’avenir, car cela me paraît être une chose essentielle pour le construire.

Il y a deux indicateurs qui me font toujours plaisir : l’on gagne trois heures de vie par jour et les femmes sont revenues à environ deux bébés en moyenne. Pour moi, ce sont deux indicateurs de satisfaction qui font que tout ne va pas si mal. Si je prends ces indicateurs-là, c’est naturellement parce que je travaille beaucoup sur le temps, sur les temps sociaux, sur l’allongement de la vie et sur les conséquences sur nos sociétés.

Je comptais feuilleter les interventions de mes prédécesseurs, mais comme nous sommes un peu en retard, je ne le ferai pas. Je vous conseille cependant de les relire, en particulier toutes les réflexions de Pierre Veltz sur la mondialisation et la métropolisation, tous les diagnostics qui sont posés sur vos villes, la vision de Laurent Davezies sur le fait que la production de richesses ne s’effectue pas seulement dans les usines, même si l’industrie est fondamentale, sur le fonctionnement et l’organisation de l’économie résidentielle, notamment dans une société qui entre dans le monde de la retraite, où la France devient l’une des grandes destinations des retraites européennes ; et un retraité, un peu comme le touriste, coûte à la société, mais rapporte également au territoire.

Je ferai trois remarques à partir de trois entrées. La première, qui est une de mes clés favorites, est la durée de la vie et son extraordinaire allongement. En effet, cet allongement pose bien évidemment des questions de vieillissement, de coût des personnes âgées, mais il faut songer au fait qu’un jour, ce sera notre tour, et il ne faut donc pas regarder cela d’une manière trop négative.

Il faut se rappeler quelques bases chiffrées : notre espérance de vie est de 700 000 heures ; pour nos grands-parents, elle était de 500 000 heures. Il s’agit d’une explosion de l’espérance de vie en deux ou trois générations, qui est quand même l’une des plus belles réussites des sociétés modernes. C’est la réussite de nos parents, de leurs batailles, de leurs luttes pour la sécurité sociale, pour le droit à la retraite, qui mène à une espérance de vie de vingt-cinq ans de plus.

Pendant ce temps-là, lorsque vous avez dormi en moyenne 200 000 heures, il vous reste encore du temps, puisqu'il reste 500 000 heures. Dans ces 500 000 heures, vous devez travailler 67 000 heures – c'est la durée légale du travail en France, qui fait toujours débat – pour avoir droit à la retraite. Mais que vous fassiez 67 000 heures ou 70 000 ne change pas fondamentalement la question : vous travaillez globalement 10% de votre existence sur terre, ce qui fait aussi que nous devons regarder nos villes et notre société d'une certaine façon : n'avons-nous pas tendance à aménager d'abord nos villes pour le travail et pour les rapports domicile – travail ? Nous faisons en moyenne 30 000 heures d'études, et Dieu sait que c'est inégalement réparti. Cela signifie qu'aujourd'hui en France, quand nous avons fini de dormir, d'étudier et de travailler, il nous reste 400 000 heures pour faire autre chose. "Autre chose", cela peut être très divers : passer 100 000 heures devant la télévision, c'est-à-dire autant de temps que l'on travaille pour les études. L'on peut trouver cela catastrophique, que c'est la crise du lien social, la déstructuration des proximités... Pour ma part, j'ai tendance à dire que ce sont exactement les 100 000 heures que l'on a gagnées en espérance de vie depuis l'invention de la télévision. Les 100 000 heures de télévision sont donc prises sur le cimetière, ce qui change tout de même le regard sur les destructions des grands équilibres.

La deuxième clé d'entrée est de regarder ce qui se passait au début du siècle. Au début du siècle, quand vous aviez fini de dormir et de travailler, il vous restait 100 000 heures pour apprendre, aimer, militer et mourir. Nous avons donc multiplié ce temps par quatre, ce qui signifie que cela bouleverse non seulement les équilibres, les normes, les relations entre les individus, les liens sociaux, mais que nous devons davantage prendre conscience de cet immense changement. Ne serait-ce que pour savoir, par exemple, ce que nous faisons pour les seize millions de gens qui vivent seuls. J'ai lu récemment qu'environ 30% des plus de 80 ans n'adressent la parole à quelqu'un que tous les quinze jours, en moyenne. Nous pouvons nous demander ce que nous faisons pour toutes les conséquences du changement de temps. Nous avons gagné onze ans de vie en plus depuis la guerre ? Où les mettons-nous ? À la fin du temps de travail ? Entre les études et le travail ? Dans des ruptures à l'intérieur du monde du travail, étant donné que l'on ne travaille pas onze ans de plus, alors que l'on est plus en forme ? Toute notre représentation du rapport entre le temps de travail, le temps libre, le chômage et les études est donc bouleversée. Or nous avons les mêmes mots et les mêmes concepts. Plus fondamentalement, quand les gens ont autant de

temps qui n'est pas directement lié au travail, cela signifie que la place du travail est différente. Dans la production des normes et dans la production des valeurs qui a dominé nos sociétés au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'aux années 50, l'on était son travail. Lorsque l'on travaillait 200 000 heures et que l'on avait 100 000 heures de temps libre, autour de la guerre de 14, il est clair que l'on était son travail. L'on se mariait par métier, par village, l'on avait les convictions de son métier, et au fond, l'on se battait à la fois pour essayer de trouver son autonomie et pour sortir de cette solidarité, qui était aussi souvent une forme d'aliénation. Nous sommes dans une société qui est très différenciée : une société d'individus, de mobilité, d'autonomie, une société de SDF et d'exclusion par la solitude, parce que cette société individuée est une société terrible pour celui qui rate la marche. En effet, celui-là n'est plus dans aucun réseau, et c'est en quelque sorte le contrepoint de cette société de l'individu. Cependant, il faut admettre que cette société de l'individu est la base de notre organisation sociale, à laquelle nous devons réinventer du politique, et ne pas tenter de revenir dans les traditions collectives d'hier. Ne proposons pas aux pauvres la culture du collectif d'hier ; ils ont, comme nous, envie de mobilité, de voyages et de transformation.

Ces constats nous amènent à regarder l'évolution de notre société, en nous disant que la place du travail doit être reconquise à l'intérieur d'un temps de non-travail qui est dominant en masse – pas forcément en valeur : le travail reste fondateur du revenu, du statut, de l'identité, d'une grande partie des liens sociaux. Mais une partie des liens sociaux ne sont cependant plus dominés par le travail : il y a des liens sociaux liés au travail, des liens sociaux liés au temps libre, des liens sociaux liés au fait que nous faisons 6 000 fois l'amour alors que l'on le faisait 1 200 fois avant 1914 et que nous multiplions donc les partenaires et les rencontres, etc. Ce sont aussi des liens, des relations, des déplacements, des mobilités, puisque l'un des premiers motifs de déplacement est, bien entendu, l'amitié : c'est ce qui fait que les gens se déplacent pour se voir les uns les autres. Le travail ne vient que bien loin derrière le déplacement pour l'amitié.

Si nous regardons cette société de cette façon en nous disant qu'elle est une société du temps libre qui entraîne les gens à regarder le réel à travers l'image. Ceci est une grande transformation, car nous passons en moyenne trois heures et demie par jour devant nos écrans de télévision ; nous regardons donc la réalité à travers l'image, nous regardons la scène politique à travers l'image, la scène du monde. Cela entraîne un rapport qui n'est plus celui des préaux d'école ; il s'agit d'un autre rapport à la réalité, à d'autres batailles. De même qu'il est clair



que le voyage, le temps du loisir structurent notre relation à la société et nos relations entre nous.

Ici, nous devons nous poser des questions de démocratisation, des questions sur le type de valeurs que cela produit et des questions sur l'adaptation du monde du travail à ces nouvelles valeurs, plutôt que de ne pas vouloir voir la différence.

Je voulais parler de tout cela en début, car cela me semble essentiel dans la mutation de cette société. Je pense en fait que les liens sociaux se sont privatisés. Nous avons en effet chacun des réseaux de relations, et le cœur de ces réseaux de relations sont nos logements. Nous sommes dans une toile relationnelle où nous nous déplaçons et où nous nous parlons. Par exemple, la chambre d'ami est un indicateur majeur de l'intégration ou de la non-intégration, car l'on peut différencier, parmi les groupes sociaux, ceux qui ont une chambre d'ami et ceux qui n'en n'ont pas. Il en est de même pour le jardin ou l'espace extérieur, qui sont des endroits essentiels de sociabilité, et cela parce que le lieu extérieur n'est plus le lieu du travail, puisque l'on travaille dedans.

Le loisir a donc conquis l'extérieur ; pas seulement la nature et la mer, mais aussi le soleil, le droit pour les habitants des HLM à avoir une terrasse pour manger dehors. Ce sont des choses simples que tous les gens des couches moyennes ont et que, bien souvent, les normes HLM n'ont pas encore intégrées. Il faut que nous regardions ces choses-là et que nous ne pleurions pas cette privatisation du lien social. Mais il faut quand même que nous nous demandions comment faire société ensemble avec cela et comment aider les plus défavorisés à accéder à cette privatisation du lien social.

La gauche a longtemps regardé la société en fonction de la société de classes, c'est-à-dire en fonction des places dans le monde du travail ; or les places dans le monde du travail ne sont plus qu'une de nos grandes appartenances, essentielle certes, mais une de nos grandes appartenances parmi d'autres. Et plus l'on est mobile, moins l'on habite par métier.

La droite, quant à elle, a souvent regardé la société en fonction des hiérarchies qui étaient celles du monde du travail : le patron, l'ingénieur, le cadre... La droite a cette vision hiérarchique du monde. Ici encore, le temps libre est un temps d'auto-production, un temps désorganisé, un temps où les acteurs ont une très forte autonomie ; aujourd'hui, ces hiérarchies ne fonctionnent plus de la même manière.

Après avoir décrit tout cela, je vais expliquer ce que cela vaut pour notre sujet. Je pense que cela vaut deux choses essentielles. La première est que la mobilité est devenue une culture. Nous faisons 45 km par jour en moyenne. Évidemment, vous avez raison, monsieur le maire : "Qu'est-ce que c'est qu'une ville ?" Si la moyenne du territoire parcouru est de 45 km par jour, il faut tout d'abord prendre en compte le fait que tout le monde ne les fait pas : le groupe social des pieds d'immeuble, des pauvres, des personnes âgées, de ceux qui brûlent les voitures, voire tragiquement les bus. Et il y a ceux qui les font. En effet, ce n'est pas un hasard si les objets de la mobilité, les bus, les voitures, les avions, sont devenus les lieux du conflit social, alors qu'autrefois, c'étaient les mines, c'est-à-dire les lieux de la production de l'énergie, qui étaient les grands lieux des luttes sociales des années 50. Aujourd'hui, c'est la mobilité qui est devenue le lieu de cette tension, et cette mobilité est fondamentalement inégalitaire.

Par ailleurs, la grande majorité de la population fait 45km par jour. Cela signifie que l'on fait 15km pour les week-ends et les vacances – aller à la plage de La Baule, lorsque l'on habite Nantes – et 30km autour de son territoire. Dans ces 30km autour de sa maison, il y en a une toute petite moitié qui sert à aller travailler, et l'essentiel sert à aller voir des amis, à emmener ses enfants à l'école, à aller faire les courses... Car la société de consommation est lovée dans cette société du temps libre. C'est pour cette raison que certaines personnes rêvent que les magasins soient ouverts le dimanche pour ne pas manquer d'activités. L'on voit donc bien toutes ces évolutions et tous ces processus.

Laurent Davezies disait m'envier une formule que j'ai employée : nous sommes dans une "démocratie du sommeil". Effectivement, les gens votent dans la commune où ils dorment et souvent, vont dans une autre commune pour travailler. C'est cette autre commune qui doit porter le développement. Ils vont prudemment habiter dans la commune d'à côté pour avoir une maison avec un jardin, un quartier tranquille, une bonne école, pas trop de mixité sociale, c'est-à-dire juste le quota idéologique pour avoir l'âme en paix. Nous voyons ainsi très bien dans quel type de système nous fonctionnons.

Regardons ce territoire. Prenons conscience du fait que le premier vecteur de cette mobilité est le départ en vacances. Or, il y a 30% de Français qui ne partent jamais en vacances. Et il y a 70% des enfants qui vivent seuls avec leur maman et qui ne partent pas en vacances. Cela signifie qu'une partie de la société ne part pas en vacances. L'on stigmatise les enfants de banlieue, mais combien de fois ces enfants sont-ils sortis de leur quartier ? Combien de fois leurs enseignants

les ont-ils emmenés en voyage scolaire, ne serait-ce que dans la ville ? Leur taux de départ en vacances est souvent inférieur à 40%. Comment voulez-vous qu'ils s'intègrent dans une culture de la mobilité, alors que le premier facteur de mobilité ne leur est pas accessible ? Cela s'observe, à la rentrée, lorsqu'ils doivent rédiger, pour leur professeur, la relation de leurs vacances. Ils racontent des vacances types qu'ils ont vues à la télévision. Pour ma part, je trouve tragiques ces devoirs d'enfants qui ne sont jamais partis, et qui racontent les vacances dont ils n'ont vu que la publicité. D'année en année, cette inaptitude à faire partir les enfants en vacances se répète ; alors que ce n'est quand même pas très compliqué...

Cette mobilité est donc une culture, elle réorganise le rapport à l'espace, et elle doit être démocratisée. Ce que nous avons fait après la guerre était parfait, mais il est clair que nous devons aujourd'hui remettre cela sur l'ouvrage.

Cependant, cette culture de la mobilité s'explique également par le fait que les gens vont changer de région, qu'ils vont aller vers d'autres lieux – et là, nous nous rapprochons directement du problème évoqué aujourd'hui – et que dans cet autre lieu, ils peuvent aussi se diffuser autour de la ville centre, dans la campagne, dans des villes moyennes. Ils vont vers un habitat plus diffus, sur lequel il y a certainement des choses à faire, certes. Il faut bien comprendre la logique et le sens de cet habitat plus diffus. Ce sens est d'abord social, sociétal ; c'est un sens de relations, et pas seulement de consommation négative et de pollution.

Quatre millions de Français ont changé de région en dix ans. Ce n'est pas si mal. Le Languedoc gagne 1 000 habitants par mois ; la région Provence – Alpes – Côte d'Azur en accueille 1 500, tandis que Paris perd 1 000 retraités par mois. Ce sont des sommes énormes ; ce sont des TGV entiers qui partent et qui reviennent à vide. C'est ainsi qu'il faut se le représenter. Il faut réfléchir aux objectifs que l'on se fixe. Vos objectifs à vous, quels sont-ils ? 200 000 habitants en dix ans ? Quel type de population ?

J'insiste bien sur le fait qu'avec cette mobilité de population, nous sommes dans une société de trajets résidentiels. Il faut savoir laisser partir les jeunes à un moment, pour qu'ils se forment dans les métiers pointus rares ; ils reviendront. Il faut jouer Erasmus, il faut jouer les séjours à l'étranger, il faut qu'ils aient des compétences rares acquises aux États-Unis ou en Angleterre. Ensuite, il faut se demander comment les faire revenir. Il faut comprendre cette mobilité, l'organiser, garder les liens, faire revenir et ne pas en avoir peur tout le temps. Dans ce

domaine, il y a beaucoup de changements à faire, et vous avez ici un atout important, car vous êtes une ville de la toile TGV, vous êtes une ville de l'espace touristique, vous êtes une ville qui a des atouts de nature exceptionnelle et vous êtes un territoire où, effectivement, vous avez des imaginaires différents : Saint-Nazaire, avec son monde ouvrier, son esthétique homogène, que l'on peut aimer ou non, est devenue une ville qui date, qui marque, qui a une certaine beauté, d'autant plus qu'elle a été très bien arrangée – je l'ai visitée hier soir et j'ai trouvé cela superbe, de nuit ; en plus, l'éclairage urbain est magnifique sur le chantier naval. Vous y avez la plage, vous avez la mer. Et puis il y a Nantes, ville qui symbolisera éternellement – en tout cas pour les Français, mais pas seulement pour eux – le lieu de l'Édit de Nantes, c'est-à-dire le lieu de la tolérance. L'on ne peut sortir de ce genre d'imaginaire. L'on est dedans. Et après tout, il vaut mieux avoir cet imaginaire que celui d'autres villes qui ont des images plus négatives, comme Sedan, par exemple.

Il nous faut donc regarder tous ces processus et comprendre qu'il faut les étudier, observer leur fonctionnement. Il faut que nous n'ayons pas seulement un regard écologique sur cette culture de la mobilité, en critiquant le fait que cela pollue. Bien entendu, cela consomme trop d'espace et il faut rationaliser cette mobilité, mais il faut comprendre qu'elle est une forme de liberté et qu'il faut commencer par la démocratiser.

Je pense que nous sommes dans une société où il faut réfléchir au capital spatial, tout comme il y a un capital culturel ou un capital financier. D'ailleurs, l'initiation au capital spatial peut se faire pour des gens qui n'ont pas un énorme capital culturel, voire pas de capital financier, mais il faut y être attentif, d'abord à l'école. Il serait temps que l'école devienne mobile. Regardons donc tous ces processus en eux-mêmes pour voir ce qui se passe.

Sachons aussi que les migrations dominantes dans le territoire sont au nombre de deux. Il y a ces millions de seniors, cette génération des 55-75 ans, qui sont en pleine forme – ils divorcent, ils font l'amour, ils voyagent –, dont 50% d'entre eux désirent déménager au moment de la prendre leur retraite. Ils veulent aller – lorsqu'ils peuvent le faire – soit dans leur région identitaire d'origine – ou la région dont ils disent provenir –, soit dans la région où ils ont pris leurs vacances. Par conséquent, il faut savoir les attirer, comprendre leurs attentes. Ils ne viennent pas comme à Cannes, dans les années 50, c'est-à-dire en attendant le cimetière : ils viennent vivre. Ils viennent donc dans des villes culturelles, dans des villes

dans lesquelles la recherche hospitalière est importante, dans des villes qui ont une image scientifique. Ils viennent bâtir une nouvelle jeunesse. Ils sont donc attirés par la vitalité, et pas uniquement par le soleil. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, Montpellier, par exemple, les attire plus que Cannes. Et Nantes également : c'est l'une de vos grandes richesses, d'attirer des seniors, y compris des étrangers. Cela aussi doit être pris en compte, il faut s'y préparer. La France est le pays le plus touristique au monde, comme l'a dit le Maire de La Baule, et nous serons le premier pays de retraite, parce que les retraités qui en ont les moyens se dirigent d'abord vers les régions où ils ont été en vacances, c'est-à-dire les régions qu'ils ont aimées, où ils se sont aimés. Ils ne vont peut-être pas exactement à l'endroit où ils ont séjourné ; ce peut être dans la petite ville voisine : ils se déplacent dans le territoire – il y a eu des études très bien faites à ce sujet –, et c'est également une ressource.

Ensuite, évidemment la deuxième ressource est d'attirer des jeunes. Les jeunes sont mobiles. Ainsi, en Paca, sur les 80 000 nouveaux venus annuels, il y en a 30 000 que l'on ne sait pas garder et une moitié constituée de jeunes couples. Le plus souvent, ce sont des jeunes qui ont un bon bagage technique. Ils descendent en Paca, l'un trouve un emploi. Le couple achète un terrain, une maison, ils ont un bébé. Le deuxième conjoint ne trouve pas d'emploi et ils partent. C'est-ce que l'on appelle le chômage d'arrivée. Il y a des politiques qui permettent de les garder, où l'on joue l'emploi du conjoint. C'est le cas de Toulouse, par exemple, qui est très en pointe sur ce sujet.

Ainsi, toute cette vitalité se surajoute à la société locale. En outre, une société qui est désirée par l'extérieur est plus facilement désirée de l'intérieur. Les jeunes d'un territoire, notamment, ont plus de facilités à rester dans un territoire qui est désiré par ailleurs que dans un territoire qui ne l'est pas. Il ne faut donc pas penser que lorsque l'on travaille sur toute cette population mobile et instable, l'on ne travaille que pour les autres. L'on travaille en réalité pour les deux, même si ensuite, il faut que les politiques sachent l'expliquer. Sinon, il leur est reproché de ne s'occuper que de ceux qui arrivent. Certes, ce n'est pas simple à gérer politiquement.

Troisième perspective de réflexion, pour finir : ce nouveau rapport au territoire, cette importance nouvelle du temps libre, cette privatisation des liens sociaux nous posent de nouvelles questions politiques : j'ai parlé de démocratisation du temps libre, du fait que l'on ne devait pas traiter les milieux populaires dans du

collectif d'hier, dont nous ne voulons plus : il n'y a pas plus de raisons qu'ils n'aient pas autant d'espace extérieur que les populations aisées. Nous avons donc ici un gros travail à faire. Mais il reste ensuite un autre travail qui consiste à se demander comment faire société ensemble, alors que nous sommes dans cette société de privatisation du lien social. C'est une question qui nous est effectivement posée ; sinon, nous allons vers une société de la fragmentation politique, dans laquelle nous sommes déjà. C'est tout ce qui est recherché dans les débats politiques actuels : comment refaire du "nous" ? Il ne s'agit pas du "nous" d'hier, mais du "nous" français, du "nous" national, du "nous" européen. Comment empiler des "nous" afin que cette mobilité ne mène pas à des peurs et à des terreurs ?

Dans cette société de mobilité, il y a évidemment de nouvelles polarités du développement et de nouveaux lieux attractifs. J'ai parlé tout à l'heure du logement, qui me semble en effet essentiel. Le cœur des réseaux sociaux aujourd'hui est le logement. C'est pour cette raison que les gens se battent pour avoir un jardin, pour avoir une pièce où l'on peut recevoir, pour avoir des meubles à roulettes dans les chambres des enfants pour pouvoir les pousser dans un coin et recevoir les parents. L'on voit bien toutes ces évolutions de l'organisation de l'intime, de la chambre des enfants, du logement. L'on observe également le rôle absolument déterminant du barbecue, qui est effectivement un des grands lieux sociaux de notre société ; ce n'est pas le repas où l'on reçoit sa belle-mère, mais c'est une "petite bouffe entre copains", avec une certaine égalité, car la femme n'est pas à la cuisine pendant que l'homme occupe l'espace de la parole. Nous sommes donc dans un autre mode de relations.

Cette question du logement et de cette démocratisation est donc décisive, d'autant plus que l'auto-production domestique permet aux milieux modestes d'être beaucoup moins en difficulté. Si l'on compare le niveau de vie de gens qui vivent dans une HLM et qui sont aidés et celui de gens qui sont parvenus à accéder à une petite propriété, qui bricolent le dimanche avec des copains, qui jardinent – 25% des fruits et légumes consommés sont produits dans les jardins –, l'on constate que l'auto-production domestique est un élément essentiel du rééquilibrage des niveaux de vie. Et ceci, non seulement en termes ludiques – l'on reçoit chez soi – mais aussi, plus simplement, en termes de qualité du logement, notamment parce que les milieux populaires savent se servir de leurs mains, savent produire du travail pour eux, à côté du travail salarié. Ne les fixons donc pas seulement sur le travail salarié.

La deuxième polarité se situe autour des régions touristiques. En effet, de plus en plus, les entreprises doivent suivre leurs salariés. Si l'on prend les travaux de Jean-Claude Bontron, l'on voit que c'est là où il y a le plus de résidences secondaires que l'on crée le plus d'entreprises, parce que les résidences secondaires sont la marque de la bourgeoisie de l'après-guerre. C'est dans ces endroits, qui sont a priori les plus attractifs du territoire – d'autant plus que l'on a créé des routes et de la viabilité –, que l'on a tendance à créer le plus d'entreprises – pas plus d'emplois, car ce sont souvent des micro-entreprises, mais plus d'entreprises. Il y a donc une synergie de la mise en tourisme et du développement économique. C'est le cas par exemple de Nice, de Montpellier, de Grenoble, voire de Toulouse, d'une certaine façon. C'est également l'un des enjeux de votre région et de votre ville, où l'on voit bien que la façade ouest, qui a su capter des valeurs d'authenticité, de rapport à la nature, que l'on trouve dans le marché du tourisme, doit les retrouver dans l'image, dans le récit de vos villes, de vos histoires, de vos liens sociaux. Et je dois dire, moi qui suis marseillais, que dans ce créneau, nous ne pouvons pas vous concurrencer, encore que nous ayons aussi nos formes d'authenticité, même si elles sont moins valorisées collectivement. Il y a donc manifestement une nouvelle évolution.

Cela signifie donc qu'il y a une nouvelle relation. Ce n'est pas le tourisme qui crée le développement, mais c'est le non-tourisme qui l'empêche. Ce n'est pas non plus le temps libre qui crée le développement, mais c'est un temps libre organisé, qui crée des bonheurs et des solidarités, et même de l'emploi. En effet, comme l'a dit Daniel Cohen, 40% des emplois sont des emplois d'entretien des corps. Voilà la grande invention de nos sociétés : éduquer, soigner, cultiver, divertir représente 40% de l'emploi, ces 40% qui étaient les pauvres paysans d'avant 1914. Ainsi, ce temps du corps, ce temps des cerveaux, ce temps des vies longues est créateur d'emplois. Si l'on ajoute à ces 40% les 10% d'emplois du sol, c'est-à-dire ceux qui tiennent le sol de la patrie, l'on peut dire que 50% des emplois sont des emplois d'entretien du corps physique des individus ou du corps collectif de la nation. Cela donne aussi une vision des processus relativement différente. Réfléchissons donc à cette introduction, à cette instrumentalisation du tourisme dans la mise en désir des territoires, mais sans être naïfs : ce n'est pas uniquement le tourisme qui crée le développement ; le tourisme est un des éléments de restructuration de l'image des territoires. Vous avez des atouts et des ressources. Cela signifie aussi que cette société de mobilité doit avoir des polarités, y

compris dans le territoire. Il doit y avoir des centres, des lieux évidents de centralité. Je pense que Nantes manque de centre ; c'est une ville qui a beaucoup de phénomènes de flux. Mais il y a des villes, comme Montpellier, où l'on peut directement identifier le centre : la place de la Comédie, où il y a les bars, où il n'y a pas de voitures. Chaque lieu a besoin d'une centralité, d'autant plus lorsque l'on est mobile, parce que le centre, c'est là où la ville parle à l'extérieur. En effet, quand vous entrez dans un territoire, vous entrez par le centre, et une fois que vous y êtes, vous pouvez aller là où vous voulez aller. Il s'agit de réorganiser un territoire. Pour ce territoire magique que vous avez entre La Baule, Saint-Nazaire et Nantes, il ne faut pas oublier les questions de centre : où parle-t-on avec l'extérieur ? Par où arrive-t-on de l'extérieur ?

Cette notion de centre est extrêmement importante, car votre objet est bien d'être une des métropoles en construction de la mondialisation. Et c'est l'articulation des deux qui se fait. Il y a bien sûr d'autres centralités, comme le sport – le football, entre autres –, la culture, ainsi que d'autres types de pratique. Il y a évidemment également la centralité des grandes entreprises à image forte : la Navale, Manitou. Pour moi en effet, Nantes c'était Manitou, parce que de là où j'habite, quand on pense Nantes, on pense Manitou : tout le monde sait ce que c'est. Il y a aussi la centralité du savoir, qui est le cœur de la modernité et du développement.

Enfin, je pense qu'il faut vous regarder dans tous ces enjeux ; à l'intérieur de la toile TGV, positionnez-vous toujours comme à deux heures de Paris, parce que vu du Japon, vu de Chine, ce qui compte c'est de savoir à combien de temps de Paris vous êtes. C'est pareil pour vous quand on vous parle du Japon : ce qui vous importe, pour vous repérer, c'est de savoir à combien de temps de Tokyo vous êtes. Pensons-nous toujours dans l'œil de l'autre pour trouver du développement.

Pour conclure, je reprendrai ce que j'ai dit au début ; relisons Pierre Veltz et Laurent Davezies de l'an dernier, regardons que vous êtes une métropole diverse, une métropole avec un niveau de revenus moyen – moyen plutôt supérieur. Vous êtes dans la toile TGV, vous avez une culture du consensus, vous avez de la diversité entre Nantes, Saint-Nazaire et La Baule. Essayez de valoriser plus le rural. Par ailleurs, en ce qui me concerne – même si j'entre sur un terrain sur lequel je ne devrais peut-être pas intervenir –, je pense que je mettrais La Rochelle dans votre aventure, car je suis toujours fasciné par Nantes et La Rochelle. N'oubliez pas que tout ceci a besoin de diversité, d'aspérité, de place

pour celui qui est différent. Parce qu'en effet, ceci est un peu votre faiblesse : vous êtes un monde tellement consensuel et tellement solidaire – même si c'est un atout – qu'il vous faut faire un effort dans le monde de demain pour être attractif de la diversité, de l'aspérité Ici, il y a certainement un angle de réflexion.

Je vais m'arrêter en disant que je ne plaide pas pour dire que le temps libre doit être la base du développement. Je plaide pour dire que le temps libre, en durée, est le premier temps des individus dans nos sociétés modernes, et cela ne fait qu'augmenter ; même si l'on ré-augmente un peu la durée du temps de travail : peut-être qu'un jour ce ne seront plus 67 000 heures mais 75 000. Mais comme un enfant qui naît aujourd'hui gagne 100 000 heures d'espérance de vie sur moi, s'il travaille 10 000 heures de plus dans sa vie, ce n'est pas très grave. Le problème est donc effectivement de revoir ces grands équilibres et de penser la durée de travail sur la vie, d'arrêter de discuter des 35 heures par semaine, car la question n'est pas là. En France, aujourd'hui, l'on travaille 12% des heures vécues, alors qu'aux États-Unis, l'on en travaille 16%.

L'essentiel, aujourd'hui, est donc de réfléchir à une nouvelle approche. Ensuite, l'on pourra s'occuper de la proximité, l'on pourra faire des cartes, car il n'y a pas de carte de temps libre. Le temps libre est disponible à l'hectare dans une ville ; ce qui fait qu'une petite fille de moins de trois ans va s'initier à la danse, c'est que le cours de danse est à moins de cinq minutes de chez elle. En revanche, les adolescents préfèrent sortir loin parce qu'ils n'ont pas besoin du regard des adultes. Une ville doit être totalement cartographiée en permanence pour le temps libre : quel est le nombre de personnes qui veulent aller à la plage ? À quel moment ? Comment va-t-on du centre de la ville jusqu'à la mer ? Jusqu'où vont le métro et le tram... Ce temps libre devient donc un aménageur du territoire, et il ne faut pas considérer qu'il n'est valable que pour les autres. L'on ne peut pas se développer que par le temps libre, mais l'on peut densifier une ville en hommes et en travail, notamment pour une ville pôle comme la vôtre, grâce à la qualité du temps libre et au fait que vous êtes une ville avec un fort potentiel écologique, avec un fort potentiel d'éco-développement. Il faut aussi que vous soyez une ville modèle dans toutes ces questions, une ville qui initie et qui apprend à enrichir la vie en qualité et en relations humaines. □

### **Philippe Dossal**

Belle densité du propos qu'il va nous falloir digérer. Nous avons déjà eu le plaisir d'écouter Jean Viard dans les groupes de travail. Nous allons maintenant passer à la vision d'un artiste, celle de Jean Rouaud. Je suis un peu mal placé pour le présenter, car j'ai le privilège de travailler avec lui. Jean Viard a parlé de la mise en récit, et je me souviens d'une réunion où Joël Batteux avait dit que l'on manquait de mise en récit de notre région, et notamment de l'estuaire. Nous avons donc demandé cette mise en récit à Jean Rouaud, qui nous a fait un film, qui est un parti pris : le sien. Ce film se termine par ces mots magnifiques : "L'estuaire est à inventer". □

### **> Projection du film de Jean Rouaud**

## François Ascher

Urbaniste, professeur à l'Institut français d'urbanisme

Bonjour. Il est un peu difficile d'enchaîner après ce film. Je me situais plutôt dans la suite de l'exposé de Jean Viard. Je vais donc tout de suite continuer avec la mobilité, même si je suis pris à contre-pied. Mon propos s'inscrit vraiment dans le prolongement des réflexions qu'il vous a proposées sur les grandes mutations de la société.

Comme tous les orateurs qui sont intervenus au début de cette séance l'ont dit, le projet métropolitain semble avancer. Je trouve réconfortant et intéressant de voir ce qui se passe, avec toute cette dynamique et cette seconde conférence métropolitaine.

Le premier point sur lequel je m'interroge est que si le projet avance du côté des élus et des techniciens, c'est-à-dire le projet politique et urbanistique, cela ne peut pas être qu'un projet de ce type. Cela ne peut pas non plus être simplement un outil de communication, même si cela doit évidemment l'être également, et ce n'est pas non plus une fiction comptable. L'on dit qu'il y a un million de personnes dans la métropole, mais en réalité, est-ce que ce territoire fonctionne sur la base d'un million d'habitants ? En effet, une métropole n'est pas une addition de populations. Ce n'est pas non plus une machine à obtenir des études ou à négocier avec feu la Datar pour avoir une grande région métropolitaine qui comprendrait Brest, Rennes, Angers...

Passée cette première étape, maintenant que c'est devenu un projet politique, urbanistique et d'aménagement, l'enjeu actuel est que cela devienne une réalité. C'est donc à propos de cela que je vais vous faire part d'un certain nombre de questions à partir de ce que je connais de cette dynamique métropolitaine.

Une métropole n'a d'intérêt que parce qu'aujourd'hui, du point de vue économique, social et culturel, c'est l'échelle urbaine qu'il faut atteindre pour un développement économique, social et culturel optimum. Ce n'est cependant pas une échelle mathématique, c'est-à-dire que cela ne se joue pas par rapport à un certain nombre d'habitants. En effet, une métropole, c'est avant tout un potentiel d'interactions sociales. Il est intéressant d'être un million, parce qu'à un million, nous avons plus de choses à faire, nous avons plus de possibilités et nous avons plus de spécialisations possibles.

C'est pour cette raison que ce qu'évoquait Jean Viard sur la mobilité me paraît absolument indispensable ; il s'agit vraiment du défi majeur de la métropolisation. Si l'on veut que le territoire fonctionne réellement à cette échelle d'un million de personnes, il faut que les gens, les choses, les idées et les informations puissent bouger dans tous les sens, à toutes les heures du jour et de la nuit ou presque, sur tous les plans et pour de nombreuses raisons. Je crois que la métropole Nantes Saint-Nazaire – La Baule est déjà assez exemplaire quant à l'effort qui a été fait de ce point de vue, et je pense que cela fait déjà un peu partie de son image de marque.

Je crois en revanche que l'enjeu est d'aller beaucoup plus loin dans cette intégration des territoires, c'est-à-dire dans le développement de ce potentiel de pouvoir se rendre d'un bout à l'autre de la métropole en permanence, que ce soit pour le loisir, la culture, la famille, le travail, les amis, ou quoi que ce soit.

Il y a évidemment différents moyens pour fabriquer de la "vraie" métropole, et pas simplement du projet, de l'outil de communication ou de la technicité urbaine. L'exemple suisse est très intéressant. En effet, les Suisses constituent un petit pays. Ils se sont donc fixé pour objectif de devenir une grande métropole, afin de pouvoir vivre et travailler à une échelle plus grande. Ils ont conçu – à l'époque, cela s'appelait "Suisse 2000", mais c'était à la fin des années 80 – un énorme programme d'infrastructures de transports, qui visait à permettre d'aller d'un point de la Suisse à l'autre en une journée. Cela a donné naissance à des infrastructures très particulières. Par exemple, l'enjeu n'était pas nécessairement d'aller plus vite de Zürich à Berne, mais de parvenir à synchroniser l'ensemble des trains et des bus. Ils ont ainsi construit des tunnels qui coûtaient très cher, simplement pour pouvoir gagner les cinq minutes qui permettraient de synchroniser tous les trains. Ainsi, aujourd'hui, un très grand nombre de trains arrivent quelques minutes avant chaque heure ou chaque demie heure et repartent quelques minutes plus tard. Les horaires des bus sont synchronisés avec ceux des trains. Il y a donc une intermodalité extraordinaire. Ils ont ainsi conçu les transports comme l'un des éléments clés d'un projet métropolitain.

Je pense qu'au fond, ce type d'expériences est à méditer. Dans ce cas, l'idée clef est que l'intermodalité et la synchronisation sont parfois plus importantes que la vitesse. De fait, il y a toutes sortes de manières de procéder à une intégration métropolitaine par les transports; l'intégration tarifaire, par exemple, comme dans la région Île-de-France, même si aujourd'hui, il y a un certain nombre de limites.

Il y a aussi les trains-trams ; et toutes sortes d'autres formes d'intermodalité et de coordination...

Je pense que l'un des grands enjeux en la matière, aujourd'hui, est d'avoir des autorités uniques de transport à la bonne échelle. L'idéal serait d'avoir une vraie centrale de mobilité, capable de coordonner et d'informer les usagers sur les possibilités de traverser la métropole de part en part à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, y compris le samedi et le dimanche, avec différents modes de transports, publics et privés. Mais cela suppose aussi d'inventer de nouveaux services publics, parce que pour aller d'une zone peu dense à une zone peu dense, il faut probablement un RER au milieu, mais cela ne suffit pas ; il faut donc vraiment penser aussi cette mobilité en fonction des conditions urbaines existantes. C'est un enjeu clé, et pour de nombreuses raisons.

Une notion me semble très importante par rapport à cette dynamique métropolitaine, si l'on veut qu'elle devienne une réalité concrète pour les gens : la notion de droit à la mobilité. Aujourd'hui, pour pouvoir accéder au logement, à une vie de famille de plus en plus compliquée, à l'éducation, à la culture et pratiquement à tous les autres droits, il est nécessaire de bouger, et de se déplacer bien au-delà du quartier où l'on habite, voire de sa commune. La mobilité, parce qu'elle est indispensable, devient un droit que l'on peut appeler "générique", c'est-à-dire qu'il commande les autres droits. Cela lui donne une importance très grande, car il ne s'agit pas simplement d'un droit – liberté, mais d'un droit – créance : les pouvoirs publics ont une responsabilité afin que tous les gens puissent bénéficier concrètement de ce droit. L'avenir de la métropole est lié à la réalité de ce droit.

Un autre enjeu important est celui du lien entre l'économie et le social. L'on a ainsi beaucoup parlé, ces derniers temps, de la "flexicurité". Il s'agit de ce modèle du Danemark où les gens sont très protégés, mais où ils ont en même temps une très grande mobilité professionnelle. Bien sûr, il y a le danger de n'avoir que l'aspect mobilité professionnelle et précarité. Mais ce qui est intéressant, c'est de penser aussi aux moyens concrets métropolitains pour parvenir à cette flexicurité, et à permettre notamment que des gens puissent changer de travail. Cela suppose qu'ils puissent autant que possible changer de travail sans changer de logement ou de vie de famille, parce que leur conjoint a un autre emploi ou que leurs enfants vont dans telle école, etc. Ainsi, lorsque nous nous efforçons de faire converger autant que possible l'économie et le social – et

de ce point de vue, le modèle de la flexicurité est quand même stimulant –, il faut insister sur les actions urbanistiques concrètes qui peuvent y contribuer. Je pense que la question de la mobilité est intéressante de ce point de vue également : la flexicurité nécessite une forte mobilité intramétropolitaine.

Il y a aussi la dimension de la métropole comme espace de production, parce que la possibilité de bouger dans tous les sens est aussi liée à l'idée que le territoire de la ville est devenu un espace de production. Auparavant, la production et la logistique productive se passaient principalement à l'intérieur même des entreprises et en particulier dans de très grands établissements. Aujourd'hui, une partie de ce qui se passait à l'intérieur de l'entreprise se passe dans la ville avec la sous-traitance, l'externalisation, etc. Il faut donc arriver à penser la ville comme un espace logistique. C'est vrai pour les entreprises comme pour les individus. Dans cette région, qui comporte beaucoup de sous-traitance, je crois que cette réflexion sur l'espace interne perçu comme un espace logistique est extrêmement importante. De fait, pour les habitants et les consommateurs eux-mêmes, la métropole est devenue un vaste espace logistique car ils s'y déplacent dans tous les sens aussi pour s'approvisionner (ou pour se faire livrer).

Ce qui est aussi intéressant, ce sont les raisons du déplacement. En effet, avec les nouvelles technologies de communication, on a l'impression qu'il y a beaucoup de choses qui peuvent se faire à distance. En réalité, le fait est que dans notre société de plus en plus complexe, qui comporte de plus en plus de technologies de communication, le contact, le face-à-face, la rencontre directe sont paradoxalement de plus en plus importants. D'ailleurs, c'est dans les endroits bien situés par rapport aux transports, que les prix des terrains grimpent le plus. Cela montre bien que les transports sont plus que jamais des éléments clés.

La rencontre constitue vraiment un grand enjeu métropolitain. Dans la grande ville l'un des éléments attractifs est précisément ce potentiel d'interactions et de rencontres. Il y a là une réflexion à faire sur l'avenir économique de ces régions métropolitaines. L'on a fonctionné pendant longtemps sur le principe des économies d'échelle : plus l'on faisait grand, moins cela coûtait cher. Aujourd'hui, ce modèle fonctionne plus ou moins bien selon les domaines. Nous sommes dans une économie de plus en plus ouverte et mondialisée, avec beaucoup d'imprévisibilité. Il faut donc pouvoir réagir, être flexible, changer. Il s'agit d'un vrai problème pour les entreprises, pour les gens eux-mêmes, mais aussi du point de vue de l'urbanisme. La planification doit pouvoir tenir compte des événements non prévus et

non prévisibles. Or les modes d'élaboration des Scot d'aujourd'hui, par exemple, ne sont pas toujours très compatibles avec cette idée. Pourtant, nous sommes dans une situation où il faut avoir des stratégies très fortes afin de pouvoir adapter les décisions face à des événements imprévisibles. Ce qui arrive à Airbus en est malheureusement une illustration. Autrement dit, si l'on a des Scot qui font simplement des additions programmatiques, mais qui n'établissent pas de priorités, de hiérarchies, de la stratégie, l'on n'arrivera pas à gérer ces situations. Ce contexte de mondialisation a donc pour conséquence que l'urbanisme et la planification spatiale doivent être de plus en plus stratégiques. Il faut donc que les enjeux et les objectifs prioritaires soient très clairs, afin que l'on puisse arbitrer au quotidien en fonction des circonstances le plus démocratiquement possible et avec un maximum de technicité.

Deuxième chose par rapport à ce contexte : nous sommes de moins en moins dans la routine et dans la répétition. Les grands enjeux de notre économie sont de faire face à l'imprévisible, de pouvoir s'adapter à des circonstances, à des sous-marchés, à des niches, à la diversification, à la segmentation... Nous avons besoin d'innover en permanence. Nous ne pouvons plus nous satisfaire, comme autrefois, de bonnes routines qui tournaient pendant longtemps. Aujourd'hui – et les gens qui s'occupent du fonctionnement du cerveau nous l'expliquent –, il faut arriver à "inhiber les automatismes" ; c'est-à-dire qu'il faut arriver à mettre de côté les réflexes et les habitudes afin de pouvoir créer et innover. Lorsque l'on a un problème à régler, l'on travaille, nous expliquent les neurophysiologistes, avec la partie frontale du cerveau. Puis, quand l'on commence à savoir faire les choses, on les passe à l'arrière. Cela consomme moins d'énergie et moins de place. Le problème est d'arriver à faire revenir les problèmes sur le devant du cerveau pour se donner cette capacité à réagir à l'imprévu ou à l'inhabituel. Ce que je veux dire par cette image d'inhibition des automatismes est que l'on ne peut pas prétendre simplement s'appuyer sur des "savoir faire". Nous sommes obligés d'inhiber un certain nombre d'automatismes et de certitudes. Cela nous oblige à raisonner un peu différemment par rapport à la question des acquis et de nos points forts. En effet, notre principal point fort est d'être capable de ne pas faire comme d'habitude dans un certain nombre de circonstances.

Il y a un autre point important par rapport à cette ambiance de recherche et d'innovation liée à la mondialisation, à l'ouverture ou à l'économie de la connaissance, c'est qu'il est nécessaire de trouver de nouvelles choses ; de faire de la recherche, car il devient extrêmement important de devenir créatif. Or, une bonne

partie de ce que l'on trouve concerne des choses que l'on ne cherchait pas. Vous connaissez par exemple l'histoire de la boîte de Fleming et de la découverte de la pénicilline avec un morceau de fromage qui moisit. Cela s'appelle la "sérendipité".

La sérendipité est la capacité de trouver des choses que l'on ne cherche pas. Ceci est extrêmement intéressant par rapport à une réflexion sur la ville et sur le potentiel métropolitain. Quand on a une organisation purement fonctionnelle, on trouve ce que l'on cherche. Mais aujourd'hui, l'enjeu est d'arriver à trouver ce que l'on ne cherche pas. Cela signifie par exemple de rencontrer des gens que l'on n'avait pas prévu de rencontrer ou de faire des choses que l'on n'avait pas prévu de faire ; voilà ce que la métropole doit pouvoir apporter, ce qui nécessite notamment des lieux métropolitains où l'on rencontre des gens que l'on n'a pas l'habitude de rencontrer.

Il y a eu beaucoup d'études réalisées sur les raisons de la victoire de la Silicon Valley sur Boston au moment des débuts de la micro-informatique. En fait, c'était pour ces raisons-là : c'est parce que finalement en Californie, des gens qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble se sont rencontrés et se sont donné des idées, alors que ceux qui étaient dans de grandes entreprises avec tous les équipements dont ils croyaient avoir besoin ont beaucoup moins innové. Je crois que c'est un grand enjeu de l'urbanisme aujourd'hui que de produire ces lieux de rencontre. De ce point de vue, la métropole a déjà un énorme acquis avec toute cette histoire de la culture et de l'événementiel qui vont dans ce sens, mais je crois qu'il faut approfondir davantage cette piste qui consiste à être capable de produire précisément des endroits de rencontre, d'échange et de tolérance. Laurent Théry me parlait de la force des clubs dans la métropole, et il est très intéressant de réfléchir sur la manière d'interconnecter les clubs ou de mettre en relation des gens qui n'auraient pas de raisons de se rencontrer autrement. C'est cela qui crée les conditions de la créativité. Par ailleurs, nous avons parlé tout à l'heure de la tolérance, et je pense effectivement qu'aujourd'hui la tolérance est non seulement reconfortante et prometteuse mais également économiquement.

Un autre point qui me semble très important à souligner, est la question de la concurrence et de la compétition. Nous parlons de la mondialisation, mais elle provoque quand même des dégâts. Elle naît en effet dans une situation de compétition entre les agglomérations interurbaines. Cela signifie qu'il ne faut pas simplement vouloir être attractif mais qu'il faut l'être plus que les autres.



Aujourd'hui, les villes qui réussissent ne sont pas des villes qui sont "bonnes" mais ce sont des villes qui sont "meilleures". Cela signifie qu'il ne faut pas simplement être bon mais qu'il faut être capable de "battre" les autres. J'utilise un vocabulaire un peu guerrier et un peu désagréable mais il s'agit, dans le cas présent, d'être réaliste. Évidemment, je ne peux pas résister à la métaphore footballistique : "il ne suffit pas de faire du bon jeu, il faut gagner". En effet, il ne faut pas être dans l'angélisme et l'autosatisfaction du "on est bon".

En ce qui concerne les projets avec Rennes, Brest ou Angers, je voudrais mieux comprendre, parce que je vois bien que cela peut être intéressant pour négocier avec les pouvoirs publics. Mais je m'interroge quand même : qu'est-ce que Nantes – Saint-Nazaire – la Baule peut vraiment y gagner ? Qu'est-il possible de faire avec ces villes qu'il serait impossible de faire sans elle ? Quelle force réelle peut-on trouver à ces esquisses de projets ? Qu'est-ce que cela risque de coûter ? Évidemment, je ne suis pas contre cette idée de coopération entre plusieurs agglomérations urbaines assez distantes les unes des autres mais est-ce que l'addition sur le papier des populations de ces villes peut être sources de richesses nouvelles, d'un partage des dépenses, de réelles complémentarités qui donneraient à l'ensemble une force compétitive plus grande que celle que la métropole Nantes Saint-Nazaire La Baule pourrait avoir seule ? Qu'est-ce que chacune des ces agglomération est disposée à ne pas avoir et à "emprunter" aux autres agglomérations ? C'est cela qu'il faut essayer de vérifier. Il faut se mettre dans cette attitude de la compétition, et mesurer à cette aune l'intérêt de faire des alliances avec des concurrents actuels.

Par ailleurs, il faut également faire ce que les marketeurs appellent le benchmarking, c'est-à-dire qu'il faut essayer de voir ce qui marche chez les concurrents et réfléchir ensuite à ce que l'on peut faire face à cela. Il faut donc être capable de produire des avantages différentiels.

Ceci est assez rassurant, d'une certaine manière, par rapport à la globalisation, parce que cela ne supprime pas les territoires, leurs identités et leurs spécificités. La globalisation fonctionne en effet parce que l'on a intérêt à échanger avec d'autres qui sont loin ; et s'il n'y avait pas des différences entre les territoires, il n'y aurait aucun intérêt à échanger à longue distance. Il faut donc produire de la différence dans divers domaines. Il y a une théorie très à la mode en ce moment, bien qu'elle soit un peu critiquée scientifiquement, qui est celle d'un sociologue américain qui s'appelle Richard Florida. Il parle d'une nouvelle classe créative.

Cette nouvelle classe créative part de l'observation qu'aujourd'hui un grand nombre de professionnels ne se contentent pas simplement d'avoir des savoir-faire très qualifiés, mais que leur métier est d'arriver à formuler les problèmes, à trouver des solutions et à créer. Ces gens existent à peu près dans tous les métiers et ils sont décisifs pour attirer les investisseurs et pour faire fonctionner des métropoles dynamiques. Ils sont dans des dispositions créatives d'ouverture, c'est-à-dire qu'ils ont une grosse demande culturelle. Aujourd'hui, l'on sent bien que la culture n'est pas simplement un besoin des habitants à l'échelle locale, mais que c'est aussi un élément de développement économique, parce qu'elle a une forte attractivité.

La question que l'on peut donc se poser est celle de savoir comment l'on peut jouer de la culture pour attirer cette classe créative. Évidemment, je vais faire des mécontents, parce que je suis un peu "blairiste", même si je ne le suis pas exagérément. Je vais opposer Londres et Paris. En effet, je pense qu'il y a des choses exceptionnelles à Paris, comme la Nuit Blanche ou encore comme Paris-plage, mais est-ce que cela fait venir les jeunes professionnels à Paris ? En revanche, la culture off, à Londres, est très attractive. En fait, ce que je voudrais dire est qu'aujourd'hui, il faut être capable de penser la culture de ces groupes sociaux créatifs. Il ne s'agit pas simplement de la culture institutionnelle et des grands équipements, mais de cette culture riche et vivante, capable d'attirer les jeunes professionnels qui vont là où il se passe "quelque chose".

Je pense que de ce point de vue, Nantes a déjà des atouts ; avoir des squats d'artistes est très important par exemple. J'ai eu récemment une étudiante qui vient de soutenir une thèse et qui a montré le rôle des squats d'artistes dans les dynamiques métropolitaines. C'est un relais, un réel stimulant pour la culture in. Je pense donc que vous avez des atouts culturels ; mais il faut savoir en jouer. Il ne faut pas verser trop dans l'institutionnalisation, mais bien se demander – ce n'est pas la seule définition des politiques culturelles, mais c'est un élément important – ce qui peut attirer cette frange de population, c'est-à-dire cette jeune classe créative, qui est un clé pour le développement aujourd'hui. Nous voyons bien d'ailleurs, avec ce qui se passe dans des villes comme Barcelone, que cela fonctionne sur le ressort de ces catégories-là. Cela pose bien entendu des problèmes sociaux par ailleurs, mais je pense que c'est un défi à prendre en compte.

Évidemment, la métropole a déjà un gros acquis en matière de culture, notamment du côté de la culture événementielle. En effet, ce savoir, cette maîtrise, cette

force de la culture des événements est un peu une spécificité locale : la semaine de ceci, le jour de cela... Il faut cependant réfléchir par rapport à cette jeune classe créative, pour déterminer si c'est cela qui est nécessaire pour l'attirer ou si l'on ne pourrait pas également faire d'autres choses.

Par ailleurs, il faut également systématiser cette culture et en faire un élément de stratégie. Je pense qu'il n'y a pas simplement un enjeu culturel, mais un enjeu de développement. Et, il faut référer la politique culturelle à cette stratégie de développement.

Toujours dans l'idée qu'il faut produire de la différence, il faut aussi marquer cette différence et la défendre, car c'est très important dans ce contexte de mondialisation. J'ai travaillé récemment sur la question de la nourriture qui s'internationalise beaucoup. Or se développe dans le domaine de l'agriculture quelque chose de très intéressant : il s'agit des terroirs et des appellations d'origine contrôlée. En effet, c'est un élément qui fait la différence dans le contexte de la globalisation. Ainsi, dans un premier temps, les producteurs de vin californiens jouaient sur les cépages, c'est-à-dire sur l'homogénéité et la production de masse. Or, ils sont aujourd'hui en train de réinventer des terroirs en Californie, parce que maintenant qu'il y a la concurrence chilienne ou de Nouvelle-Zélande, il faut produire de la spécificité et s'appuyer sur le territoire, afin de défendre des différences et de fabriquer de la marque avec son territoire. Or, il s'agit d'une idée intéressante pour la ville. Je viens d'ailleurs d'apprendre qu'il existe une entreprise qui fabrique des miels-béton. En effet, on peut mettre des ruches en milieu urbain, et le miel a des goûts différents selon les écosystèmes ou selon les gens qui y habitent. Un certain nombre d'entre vous connaissent ce miel. Je pense que c'est une idée intéressante, et qu'elle peut être étendue à d'autres productions que celles de l'agriculture : il faut produire de l'AOC métropolitaine, du "made in" qui permette de travailler sur les spécificités. J'ai remarqué que l'estuaire avait une place importante dans le projet, et peut-être qu'il peut faire partie de ce made in métropolitain.

Je voudrais encore évoquer deux derniers points. Tout d'abord, je voudrais aborder le thème de la qualité de la vie, dont nous avons tous beaucoup parlé jusqu'à présent. Je disais tout à l'heure qu'il faut essayer d'inhiber un certain nombre d'automatismes. Nous, les urbanistes, nous avons une tradition de progressisme, puisque l'urbanisme est globalement un projet progressiste en tant que tel. Mais il faut que nous nous posions plus précisément et sans trop d'a priori la

question : qu'est-ce que la qualité de la vie et de la ville pour les gens ? Il n'y a pas de modèle unique, bien sûr, et les demandes sont variées ; mais c'est bien cela le grand enjeu, aujourd'hui.

Pour une part des couches moyennes, la qualité de la vie, c'est la qualité de la centralité. L'Île de Nantes pourrait à terme correspondre assez largement à ce type de centralité. Cependant, il y a aussi toute une partie de la population pour qui ce n'est pas cela, la qualité de la ville. Ils n'ont en effet un usage de la centralité qui n'est qu'épisodique, c'est-à-dire au moment des soldes, de Noël, de quelques courses particulières. Pour eux, la qualité de la vie en ville est autre chose. Ils ont besoin et envie d'espace, de calme, de nature et de verdure, tout en gardant les avantages de la ville. Voilà ce qu'est la qualité de la vie urbaine pour une bonne partie de la population. Ils savent que le fait de quitter la ville dense ne va pas leur simplifier le quotidien, parce que l'éducation de leurs enfants en sera compliquée, mais pour eux, il y a d'autres exigences qui sont prioritaires. Il faut donc que nous les prenions en compte.

Comme le disait Jean Viard, vous avez un potentiel extraordinaire dans ce domaine. Vous avez en effet une énorme quantité d'espace qu'il ne faut pas gâcher sur le plan environnemental. Il ne s'agit pas de s'étaler n'importe comment, mais de mettre en valeur ce potentiel que vous offrez à ces couches moyennes et jeunes, qui font des enfants. En effet, pour eux, la qualité de la vie dépend de l'accès à la ville, qui doit être facile parce qu'ils en ont besoin de temps en temps. Mais elle dépend aussi de la possibilité d'avoir plus d'espace et plus de calme. Ils sont avec les autres au travail, ils choisissent leurs amis, mais ce n'est pas évident qu'ils aient envie d'avoir des relations avec leurs voisins. Ainsi, concrètement, par rapport à ces liens sociaux nouveaux, l'on voit de plus en plus de monde dans nos vies quotidiennes, mais l'on choisit de plus en plus les gens avec lesquels l'on a envie d'être en relation. D'ailleurs, il est de moins en moins fréquent que les voisins soient aussi des parents, des amis ou des collègues, et c'est lié à l'échelle métropolitaine. Ce que je veux dire par là, c'est qu'il y a réellement un enjeu en termes de qualité de vie, et il faut donc penser à ces groupes sociaux qui aspirent à des choses et qui ont des valeurs que les urbanistes ne partagent généralement pas. Cela pose des problèmes environnementaux, et il faut essayer de mener ce type de développement urbain de la façon "environnementalement" la plus correcte ; mais il faut également vraiment prendre cette demande en compte.

Je terminerai sur un autre point qui me semble tout aussi important : l'enjeu social. La qualité de la vie urbaine est aussi liée à la qualité de l'environnement social. Je viens de faire une série de voyages à l'étranger, dans d'autres continents, où je n'ai pas du tout parlé des problèmes que nous avons connus en France en novembre dernier, et quelque chose m'a frappé. Dans tous les pays, l'on m'a demandé ce que je pensais et comment j'analysais la "guerre civile" qui avait eu lieu en France l'année dernière. J'ai donc essayé de leur expliquer que les gens avaient brûlé leurs propres voitures, mais que ce n'était pas une guerre civile. Je leur ai également dit qu'il fallait analyser assez finement parce qu'il s'agissait d'une sorte d'appel à l'aide, malgré les formes inacceptables qu'il avait prises.

Mais pour que nous puissions mobiliser largement l'ensemble de la population et des élus sur cette lutte contre les inégalités et les ségrégations socio-spatiales, il faut que nous sortions la question sociale du domaine de la solidarité où elle est aujourd'hui le plus souvent cantonnée.

Autrefois, les HLM étaient nécessaires socialement et économiquement, pour les ouvriers et pour le développement de l'industrie. Aujourd'hui, les dynamiques métropolitaines ont à la fois besoin d'un énorme effort pour lutter contre ces inégalités pour des raisons d'engagement social, mais aussi parce qu'il s'agit d'un enjeu économique de compétitivité. L'image qu'ont laissée ces événements, notamment à l'étranger, mais aussi à l'intérieur de notre pays, est très négative, très "répulsive" et constitue un handicap dans la compétition interurbaine à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale.

Je m'arrêterai sur ce point, en remarquant simplement, par rapport aux phrases d'introduction que j'ai entendues – et cela, sans critiquer ces problématiques –, qu'il est très positif que la métropole devienne un "projet". Pour utiliser le langage politique classique, il faut que ce projet soit "partagé". Mais il faut aussi que les envies et les besoins des gens soient partagés par les urbanistes et fassent partie intégrante de ce projet.

### **Philippe Dossal**

Merci, monsieur Ascher. Voilà encore une intervention d'une grande densité. À la suite de ces interventions, la conférence laisse désormais place à trois ateliers, qui correspondent aux grands enjeux distingués par les groupes de travail qui ont travaillé tout au long de l'année pour préparer cette conférence. Il y a donc

trois grandes problématiques : "Ouvrir la métropole sur le monde", animé par Jean Haentjens, "Construire une éco-métropole", avec Jean Viard et animé par Laurent Théry, et "Conforter un modèle porteur de développement", animé par Michel Corset. □

# TROIS ATELIERS

## 54 A. Conforter un modèle porteur de développement

Intervenants :

Pascal Bavoux (Président Trajectoires Reflex)

Paul Cloutour (Chargé de mission, Nantes métropole)

Yves Gillet (Président directeur général de SCE)

Jacques Descusse (Président du Conseil de la Science)

Bruno Hug Delarauze (Président de la CCI de Saint-Nazaire)

Laurent Davezies (Économiste, professeur à l'Université Paris – Val de Marne)

Animateur : Michel Corset (Directeur général de la CCI de Nantes)

Rapporteur : David Polinière (Chargé d'études, Samoa)

## 58 B. Ouvrir la métropole sur le monde

Intervenants :

Jacques Tallut (Directeur général de la Cité internationale des congrès de Nantes)

Jean-Pierre Helfer (Directeur d'Audencia)

Jean-François Gendron (Président de la CCI de Nantes)

Conférencier : François Ascher (Professeur à l'Institut Français d'Urbanisme)

Animateur : Jean Haentjens (Délégué de la DDRN)

Rapporteur : Stéphanie Arnaud (Chargée de mission, Nantes Métropole)

## 63 C. Construire une éco-métropole

Intervenants :

Martine Staebler (Directrice du GIP Loire Estuaire)

Jean Blaise (Directeur du Lieu Unique)

Jean-François Guitton (Directeur général de la CARENE)

Philippe Bataille (Directeur de l'école d'Architecture de Nantes)

Ariella Masbounji (Architecte urbaniste, Ministère de l'Équipement DGUHC)

Conférencier : Jean Viard (Directeur de recherche CNRS CEVIPOF)

Animateur : Laurent Théry (Directeur général de la SAMOA)

Rapporteur : Jérémie Daussin-Charpentier (Chargée de mission, Nantes Métropole)

**Atelier A – Synthèse****Conforter un modèle porteur de développement****Intervenants :**

Pascal Bavoux (Président Trajectoires Reflex)

Paul Cloutour (Chargé de mission, Nantes métropole)

Yves Gillet (Président directeur général de SCE)

Jacques Descusse (Président du Conseil de la Science)

Bruno Hug Delarauze (Président de la CCI de Saint-Nazaire)

Laurent Davezies (Économiste, professeur à l'Université Paris – Val de Marne )

**Animateur :**

Michel Corsset (Directeur général de la CCI de Nantes)

**Rapporteur :**

David Polinière (Chargé d'études, Samoa)

La métropole est engagée dans un processus de développement. En témoignent, la progression de son taux de croissance de 0,5% dans les années 90 à 1,2% aujourd'hui, et la forte diminution de son taux de chômage sur la même période. Un développement particulièrement équilibré, qui s'appuie sur les trois moteurs économiques que sont ses bases productive, publique et résidentielle.

Si le modèle de développement de la métropole apparaît vertueux, il connaît néanmoins certains dysfonctionnements, que révèlent des taux de chômage importants au sein de certaines catégories de population (jeunes, femmes, population d'origine étrangère). Conforter le développement de ce territoire suppose de remédier à ces blocages et d'enrichir son dynamisme.

Car ce modèle vertueux ne fonctionne qu'à la condition d'être sans cesse enrichi :

- par le dynamisme affirmé de sa base industrielle, secteur économique en expansion dans un paysage national plutôt défavorable à l'industrie.
- par de nouvelles compétences : favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, promouvoir la formation tout au long de la vie pour développer les compétences sont essentiels au maintien de la dynamique de développement.
- d'espaces de dialogue et d'échange entre l'ensemble des acteurs du développement : milieux éducatif, économique, politique...
- de nouveaux secteurs d'activité et de compétences rares : la métropole doit être capable de développer des savoirs et des services rares qui consolideront l'investissement des entreprises et permettront au territoire de continuer à se renforcer.
- par sa capacité d'ouverture et de promotion à l'échelle européenne.

**Consolider la culture et la vocation industrielle de l'estuaire, dans le respect d'un développement durable de cet espace**

La spécificité du modèle économique de la métropole réside dans la force de son tissu industriel, lui-même particulièrement équilibré et dynamique. À la différence d'une France en voie de désindustrialisation, la Loire Atlantique a connu un développement de l'emploi industriel au cours des dix dernières années, marquées par un "militantisme" industriel important. 30% des entreprises industrielles du territoire ont ainsi moins de dix ans et les entreprises industrielles de moins de 250 employés représentent aujourd'hui plus de 70% des entreprises du secteur.

Aujourd'hui, la poursuite d'un développement équilibré de la métropole passe par le maintien de cette dynamique industrielle, créatrice de nouvelles entreprises mais respectueuse d'un développement durable, en particulier de l'estuaire.

**Mobiliser tous les acteurs pour renforcer la place de l'éducation et de l'enseignement supérieur**

Au-delà de son dynamisme économique, la bonne santé d'un territoire est intimement liée à celle de ses milieux éducatifs. Loin d'enfermer l'éducation à la

seule vocation de l'école, il s'agit de considérer que chacun a un rôle à jouer dans cette bonne santé éducative du territoire.

L'échange entre l'ensemble des acteurs, non seulement du système éducatif, mais également chercheurs, entrepreneurs, doit permettre de conforter l'ambition éducative de la métropole et de l'enrichir de nouvelles compétences nécessaires pour entretenir le dynamisme métropolitain.

À l'échelle de la métropole, les ressources du monde économique doivent ainsi contribuer à montrer un avenir aux plus jeunes, tandis que les milieux éducatifs peuvent proposer à tous de se former tout au long de la vie et de renforcer le socle de compétence de chacun.

À ce titre, une conférence métropolitaine de l'éducation affirmant la priorité éducative et regroupant l'ensemble des acteurs éducatifs doit constituer un temps fort du projet métropolitain.

Parallèlement, les établissements d'enseignement supérieur doivent contribuer à élever le niveau de compétences et favoriser le développement de compétences rares sans lesquelles une métropole ambitieuse ne pourra se développer. C'est par la vitalité de son système d'enseignement supérieur et la performance de sa recherche, que Nantes Saint-Nazaire pourra jouer sa carte dans la concurrence que se livrent les territoires pour attirer les compétences et les meilleurs chercheurs.

Cette ambition doit s'incarner par une politique de site, structurée autour du pôle de recherche d'enseignement supérieur (PRES).

### **Donner les moyens de mutualisation et de professionnalisation des réseaux**

Le territoire de la métropole connaît un grand nombre de compétences, de savoirs, qui restent cependant trop souvent éclatés. Il faut donc veiller à leur meilleure articulation, ce qui suppose d'améliorer le partage des connaissances, des compétences et des expériences. La capacité du territoire à rester en éveil et à conforter son dynamisme en dépend.

Aujourd'hui, la densité et la qualité des réseaux entrepreneuriaux, la culture mutualiste et coopérative des acteurs du territoire sont des traits distinctifs et des facteurs d'excellence de cette métropole. Néanmoins, au-delà de la seule habitude de

réfléchir ensemble, il faut renforcer la capacité à entreprendre ensemble en s'appuyant sur les réseaux professionnels existants et en privilégiant l'échange avec l'ensemble des acteurs du développement. La qualité des réseaux doit ainsi permettre de dépasser les frontières du monde économique et d'affirmer les liens avec les milieux sociaux, éducatifs et politiques.

Le développement de centres de ressources transversaux, la consolidation d'outils partagés, la multiplication des échanges entre acteurs de terrain permettra de profiter des richesses de chacun tout en décloisonnant les milieux économique, associatif, politique.

### **Renforcer la culture et l'ouverture internationales de la métropole**

La poursuite du développement métropolitain est fonction de la capacité du territoire et de ses acteurs économiques, scientifiques et éducatifs à prendre place sur la scène européenne et internationale. L'inscription dans des réseaux d'influence, la valorisation des atouts du territoire au-delà des frontières nationales, le renforcement de la capacité d'accueil participent de la meilleure visibilité de Nantes Saint-Nazaire à l'échelle internationale.

Ainsi, la structuration d'une politique d'enseignement supérieur autour du PRES doit être mis au service de l'ambition métropolitaine de pénétrer l'espace européen de la recherche et d'influer sur l'élaboration des politiques européennes en la matière ; la promotion d'entreprises fortement innovantes doit contribuer à affirmer le rayonnement de la métropole ; l'amélioration des conditions d'accueil de personnes étrangères doit favoriser l'arrivée sur le territoire métropolitain de compétences de haut niveau, qui compléteront les talents locaux. À cet égard, la création d'un lycée international, premier chantier du PRES marquera la capacité d'accueil du territoire vers les familles de cadres internationaux et favorisera l'émergence de compétences de haut niveau, nécessaire à la compétitivité du territoire. □

**Atelier B – Synthèse****Ouvrir la métropole sur le monde****Intervenants :**

Jacques Tallut (Directeur général de la Cité internationale des congrès de Nantes)

Jean-Pierre Helfer (Directeur d'Audencia)

Jean-François Gendron (Président de la CCI de Nantes)

**Conférencier :**

François Ascher (Professeur à l'Institut Français d'Urbanisme)

**Animateur :**

Jean Haentjens (Délégué de la DDRN)

**Rapporteur :**

Stéphanie Arnaud (Chargée de mission, Nantes Métropole)

**1. Constat : une visibilité internationale en retrait par rapport à l'attractivité de la métropole**

Trois constats ont été largement partagés :

– Au cours des quinze dernières années, un chemin considérable a été parcouru. Notre ouverture au monde a largement progressé, notamment au travers de nos filières d'enseignement supérieur, de notre politique culturelle, et de l'ouverture de nos entreprises à une concurrence mondiale.

– Pour autant, notre visibilité internationale n'est pas à la hauteur de notre attractivité nationale. Si la métropole arrive souvent en tête des classements français des villes où il fait bon vivre et entreprendre, elle reste encore peu identifiée à l'échelle européenne, comme une "place" disposant d'atouts spécifiques.

– Notre approche de l'ouverture au monde a changé. Il y a quinze ans, nous la pensions principalement en termes d'infrastructures (nouvel aéroport) et d'excellence économique. Depuis quelques années, nous nous intéressons aux composantes plus "diffuses" et culturelles de cette ouverture.

**2. Propositions**

Les principales propositions ont concerné ces dimensions transversales et culturelles de l'ouverture.

**2.1. Compléter le dispositif d'accueil**

Il est apparu nécessaire de consolider l'existant autour de quelques points qui constituent aujourd'hui des points faibles dans le dispositif.

**> Renforcer la qualité de notre accueil international**

La métropole a su développer une offre événementielle de qualité, spécifique et de dimension internationale. L'événementiel, c'est la rencontre, la partie émergée de l'iceberg, qui participe activement à la lisibilité et la visibilité d'un territoire.

Des efforts restent à faire pour renforcer la qualité et l'adéquation des conditions d'accueil, en particulier dans le domaine de l'hôtellerie d'envergure internationale : le territoire métropolitain dispose de quelques 770 chambres 4 étoiles, inégalement réparties entre Nantes et La Baule, quand il en faudrait environ 1 200 au total, équilibrées entre ces deux pôles.

**> Créer les conditions pour attirer de nouveaux talents.**

Dans le domaine de la formation et de la recherche, il y a identité totale entre rayonnement académique et rayonnement international. Un chantier important consiste donc à attirer les talents : faire venir des étudiants internationaux, attirer des professeurs et des chercheurs du monde entier. Cela passera par la qualité de l'accueil. Il s'agit de répondre aux attentes de ces nouveaux arrivants, en terme de conditions de travail (collaborateurs, rémunération...), de qualité de vie pour leurs familles (écoles pour les enfants, lycées internationaux, emploi pour le conjoint...) et de qualité des réseaux professionnels (inscription dans les réseaux nationaux ou internationaux) et personnels (activités de loisirs...)

**2.2. Créer et renforcer l'identité singulière de la métropole**

La métropole doit "faire la différence", en affirmant une identité propre et en "créant le coup de cœur". En somme, il s'agit de jouer la double carte de l'excellence et de la singularité.

De façon générale, il semble que l'attrait de Nantes (et par incidence celui de la métropole Nantes Saint-Nazaire) tient dans le fait que c'est une ville qui a (presque) tous les attributs d'une grande, et toutes les qualités d'une moyenne.

L'action événementielle développée depuis quelques années, la création d'initiatives phares, comme les "Machines de l'île", sont les premiers pas de la construction d'une identité propre à la métropole, identité à compléter et à renforcer.

La visibilité extérieure devra s'appuyer sur quelques "incontournables" tels que : des pôles de compétence internationalement connus, des personnes ou faits remarquables, des conférences internationales, des entreprises de dimension internationale (sièges d'entreprises mondiales ou entreprises exportatrices.)

Reste ensuite à construire "l'identité spécifique" de la métropole, autour de son territoire et de son image :

- valoriser la multipolarité particulière du territoire, construit non pas autour d'un seul pôle, mais sur plusieurs pôles complémentaires, dont Nantes, Saint-Nazaire et La Baule, dans une "nouvelle alliance des territoires", La Baule étant "la plage de la métropole", et Nantes "son centre urbain" ;
- personnaliser le territoire par une image : laquelle ? manifestation(s) ? production et exportation de produits représentatifs ? autres ?

### 2.3. Mutualiser nos ressources, moyens et actions et les coordonner dans un plan d'actions partagé

Si les initiatives sont nombreuses, elles souffrent d'être atomisées, dispersées, notamment parce qu'elles sont portées par différentes institutions. Vu de l'extérieur, notre message manque donc de cohérence.

Pour construire notre ouverture au monde et leur donner du sens, il nous faut élaborer une véritable méthode et une stratégie partagée des actions communes. Ce plan d'action, qui pourra s'appuyer sur la coordination de l'existant, et projeter les actions futures, pourrait porter sur :

- le développement des moyens de communication directs avec l'étranger,
- le développement de notre accueil d'acteurs internationaux,
- une communication commune vers l'extérieur sur l'attractivité de notre territoire,
- des actions pour favoriser collectivement les échanges à l'extérieur,
- la mise en place d'alliances stratégiques avec certains territoires,
- le développement de l'apprentissage de l'anglais et la connaissance de nos pays limitrophes,
- etc.

Sur les moyens, la proposition a été faite de créer un "Centre ressources métropolitain à l'international" (CERMI).

### 2.4. Représenter la métropole de façon cohérente et constante, la vendre à l'étranger

#### > Organiser notre participation aux réseaux internationaux

Un effort particulier est à faire dans la constance de notre participation aux réseaux internationaux. Aujourd'hui, notre représentation y est irrégulière, variable et ces réseaux sont pilotés par les Anglo-saxons. Gagner des places à l'international nécessitera donc que nous organisions notre présence, une présence régulière et constante.

#### > Être les ambassadeurs / vendeurs du territoire

Nous avons des savoir-faire, des compétences. Aujourd'hui, il nous faut aller les vendre à l'étranger, faire valoir notre excellence, dans la très longue durée et la régularité. Afin que nos "métropolitains voyageurs" puissent devenir les "ambassadeurs" de la métropole, un "kit de la métropole" pourrait être élaboré.

### 2-5. Développer notre "culture internationale" : aller vers les autres

#### > Favoriser la mobilité externe de la métropole et des Métropolitains

Ouvrir la métropole, c'est accueillir mais c'est aussi et surtout "aller vers les autres", se déplacer, être mobile. L'aéroport est un excellent moyen d'ouvrir la métropole sur le monde, mais cela ne suffit pas. L'ouverture internationale pose la question de la réciprocité. Allons nous facilement à l'étranger ?

En matière d'événementiel, une internationalisation réussie de la métropole devra s'appuyer sur une stratégie de promotion du territoire et de développement de produits / événements, qui participeront à son rayonnement sur la scène internationale. Ce sont là les deux missions qui ont été confiées au GIE Atlantic Events.

#### > Développer une culture internationale métropolitaine

Une métropole ouverte cela veut dire des Métropolitains ouverts sur le monde. Puisqu'à Nantes on n'est pas "dans les flux internationaux" il nous faut travailler sur les fondamentaux culturels, notamment en touchant les jeunes.



La maîtrise d'une langue étrangère est la base et cette maîtrise est aujourd'hui limitée à un trop petit cercle de professionnels.

Le réflexe international devra s'appuyer sur des opportunités telles que le développement des vols low costs ou le succès des Folles journées. Il doit nous pousser à multiplier les comparatifs (ou benchmarkings) avec d'autres villes, ou d'autres entreprises... □

## Atelier C – Synthèse

# Construire une éco-métropole

### Intervenants :

Martine Staebler (Directrice du GIP Loire Estuaire)

Jean Blaise (Directeur du Lieu Unique)

Jean-François Guitton (Directeur général de la CARENE)

Philippe Bataille (Directeur de l'école d'Architecture de Nantes)

Ariella Masbounji (Architecte urbaniste, Ministère de l'Équipement DGUHC)

### Conférencier :

Jean Viard (Directeur de recherche CNRS CEVIPOF)

### Animateur :

Laurent Théry (Directeur général de la SAMOA)

### Rapporteur :

Jérémie Daussin-Charpentier (Chargé de mission, Nantes Métropole)

## Contexte

Le développement équilibré de la métropole Nantes Saint-Nazaire est tributaire du rapport à son environnement naturel et particulièrement à l'eau. Cette relation se conjugue autour d'une façade atlantique, d'un fleuve majeur, de ses affluents, de marais et zones humides. Surtout, elle est symbolisée par un espace qui est encore aujourd'hui un lieu de vide et qui doit devenir demain la ligne de vie de l'éco-métropole : l'Estuaire.

Le constat majeur qui peut être fait aujourd'hui au sujet de l'Estuaire est sa faible appropriation par les habitants de la métropole : son accès est difficile, ses trésors méconnus.

Dans l’imaginaire collectif comme dans la réalité, cet espace apparaît encore largement centré sur sa vocation industrielle et n’apparaît pas comme l’enjeu d’un débat public au delà d’un cercle d’initiés. Or, si elle constitue un socle essentiel de son identité, de son fonctionnement et de son avenir, cette orientation mono fonctionnelle pose aujourd’hui question et trouve sans doute ses limites.

L’Estuaire est en effet un hybride complexe symbolisé par des nuances de salinité qui se déclinent subtilement de Nantes jusqu’à Saint-Nazaire. Mais aujourd’hui son équilibre ÉCO-logique comme ÉCO-nomique est menacé par une embolie qui prend le visage de l’envasement. À tel point qu’on pourrait se demander de manière un peu provocatrice s’il n’est pas devenu “l’Homme malade de la métropole”.

Dans une métropole à la densité encore faible, l’existence de cet espace intercalé entre les deux grandes agglomérations, constitue pourtant un atout encore largement inexploité pour le développement d’activités et d’usages notamment liés à l’augmentation des temps non travaillés à l’échelle de la société. À l’heure où l’incommensurable a tendance à s’effacer de nos paysages, le décor de l’estuaire offre bien cette possibilité d’un “exotisme de proximité”.

Dans cette optique, la légitimité d’une intervention associant l’ensemble des acteurs de la métropole, publics comme privés, et visant au rééquilibrage peut difficilement être contestée. Car, loin d’être un sanctuaire, il ne faut pas oublier que l’Estuaire est un espace naturel façonné par la main de l’homme. Encore faut-il déterminer dans quel sens agir.

Au delà de la problématique de l’estuaire, la métropole apparaît encore à la recherche d’un modèle propre d’urbanité relevant le défi d’un rapport privilégié à l’eau, aux espaces naturels et plus généralement à une extériorité conviviale sans en réserver le bénéfice à une minorité privilégiée.

## Enjeux

Parmi les nombreux enjeux soulevés lors de l’atelier on peut notamment retenir les suivants :

– L’estuaire est encore aujourd’hui un non-sujet pour la population de la métropole. Or son avenir est essentiel pour la construction d’une éco-métropole pour

tous. Comment dans ces conditions en faire un sujet de débat et demain l’objet d’un projet ?

– La plupart des acteurs de la société civile semblent aujourd’hui prêts à dépasser l’opposition schématique entre développement et protection de l’estuaire. Ainsi doit-on continuer à penser l’estuaire dans une logique de compétition entre activités exclusives les unes des autres ou bien jouer la complémentarité des usages ?

– Corrélativement, cette complémentarité n’est-elle pas le meilleur des atouts pour restaurer l’équilibre naturel de l’estuaire et assurer son devenir ?

– Faut-il faire de l’appropriation populaire, culturelle et touristique de l’estuaire une nécessité prescriptive de court terme ou s’attacher plutôt à la rendre possible et sur le long terme ?

– Faut-il focaliser la problématique de l’éco-métropole à l’espace de l’estuaire ?

– De manière complémentaire, si l’esprit éco-métropolitain doit essaimer dans l’ensemble du territoire, faut-il pour autant abolir toute limite entre espaces urbanisés et naturels ?

– Comment faire en sorte que l’éco-métropole ne devienne pas simplement un lieu objectivement exemplaire en terme de respect des normes environnementales mais également un endroit où les gens ont accès, quels que soient leur revenu, localisation ou origine, à un habitat qui offre un rapport à la nature (un dehors, du soleil, des jardins individuels ou collectifs, des barbecues, individuels ou collectifs) ?

## Orientations / Axes de projets

Parmi les nombreuses orientations soulevées par les participants lors de l’atelier on peut notamment retenir :

– L’idée de progresser dans la représentation physique (et donc mentale ou symbolique) de la métropole et notamment de l’estuaire. C’est à cette condition que l’on pourra travailler sur les paysages et les espaces. Cela pourrait se décliner

concrètement :

- > par une cartographie du territoire métropolitain (et de l'estuaire), de ses activités et de ses pratiques sociales.
- La nécessité d'inventer une dynamique de projets cohérente en terme de dessein pour le territoire métropolitain. Ceci constitue un vrai défi, car il s'agit d'un savoir-faire embryonnaire à cette échelle dans notre pays, et impliquerait :
  - > la mise en place d'un mode de conduite de projet adapté à cette échelle (respectant les périmètres de la légitimité électorale sans en être prisonnier et suscitant des mécanismes de démocratie participative de nature métropolitaine).
- L'opportunité de s'appuyer sur le projet culturel Estuaire 2007 pour susciter un débat, l'expression d'intérêts et de visions contradictoires sur cet espace. Au travers de cet exemple emblématique, se dessine la possibilité de bâtir un authentique projet métropolitain sur une tension constructive, des aspérités positives et non un consensus mou. Bref, il importe que l'estuaire (re)devienne un enjeu et participe à une identification. Pour prolonger cette dynamique est évoquée :
  - > L'idée de fonder dans l'avenir un projet culturel et patrimonial sur les forges de l'estuaire.
- La vision des projets culturels comme vecteurs potentiels de révélation du territoire au plus grand nombre et donc comme source voire moteur de développement d'autres usages.
- La conception de l'estuaire comme lieu potentiel du métissage absolu (entre espèces, espaces, savoir-faire, activités, personnes...) au sein de l'agglomération. À ce titre est notamment évoquée :
  - > Sa valorisation en tant que jardin multi-usages (botanique, agricole, zoologique, paysager, touristique) de la métropole avec le double avantage social de la proximité et de la gratuité d'accès. Il serait alors possible d'encourager l'installation d'activités (randonnées pédestres, tourisme de loisir, agrotourisme...) permettant :
    - > un entretien des zones humides,
    - > une autre forme de valorisation de l'espace,
    - > une source de développement complémentaire (tissus de PME, gisement d'emplois de services).

- La préoccupation de s'appuyer sur l'agriculture et les agriculteurs pour faire vivre l'estuaire et en assurer l'entretien. Est à ce titre évoquée :
  - > La réflexion à mener sur une utilisation optimale des outils législatifs, réglementaires, nationaux comme locaux, de maîtrise foncière pour réguler l'utilisation de l'espace
- L'idée que l'estuaire doit être "travaillé" en tant que centre géographique de l'éco-métropole et potentiel de long terme de celle-ci sans la considérer nécessairement comme son cœur. Autrement dit, il ne faut pas tout miser sur l'estuaire mais peut-être en recherchant son fonctionnement plus équilibré, de faire en sorte qu'il puisse devenir le cœur de l'éco métropole dans une cinquantaine d'années. Il en découlerait :
  - > La proposition de baser la valorisation de ce lieu sur l'envie, la proposition, la possibilité et non la contrainte, la norme ou le dogme. Il pourrait donc s'agir dans l'idéal de mener des projets ouvrant des espaces possibles à des pratiques ou des usages et de ne pas chercher à forcer l'appropriation. Agir par l'incitation davantage que par la prescription.
- La suggestion de construire l'éco-métropole en respectant l'idée de limite et d'échange entre milieux urbains et naturels (= introduire de la rupture). Cette réflexion pourrait notamment conduire :
  - > À utiliser la problématique des franchissements, des entrées de ville, etc..., pour symboliser ce passage entre des univers qui communiquent.
- La prise en compte des questions de mobilité avec l'idée de rendre possible l'interconnexion de l'ensemble des points du territoire de la métropole en 1 heure et leur accessibilité 24h/24 7j/7. Cela devrait notamment passer par :
  - > Une intervention sur l'estuaire pour en faciliter l'accessibilité et l'usage.
- La possibilité en matière d'urbanisme et d'habitat de faire de l'exemplarité ordinaire (modèle des Pays-Bas) plutôt que de se focaliser sur quelques projets emblématiques isolés. Cela pourrait passer par :
  - > L'introduction de principes éco-métropolitains pour toutes les gammes de logements (y compris sociaux) sans chercher à imposer un modèle aux habitants mais en tentant d'offrir des formes adaptées d'accès à la nature, à l'extérieur, à un espace privatif de convivialité.

> L'introduction d'un nouveau rapport à l'environnement dans les formes urbaines en intégrant la "sociologie du regard", c'est à dire en orientant les logements vers les espaces naturels, l'eau en premier lieu (ce qui est initié par les projets "Île de Nantes" et "Ville-Port"). □

# DEUX TABLES RONDES

## 70 Notre modèle de développement, un atout pour l'avenir ?

Intervenants :

Jean-Joseph Régent (Président du Conseil de Développement de Nantes Métropole)

Jean-François Gendron (Président de la CCI de Nantes)

Laurent Berger (Secrétaire de l'Union régionale CFDT)

Hélène Combe (Déléguée générale, Observatoire de la décision publique)

Thierry Forge (Directeur général de Hélios)

Expert : Laurent Davezies (Professeur en économie et développement territorial à l'Université Paris-Val de Marne)

## 85 Vivre ensemble un territoire partagé

Intervenants :

Martine Staebler (Directrice du GIP Loire Estuaire)

François Marendet (Directeur général du port autonome de Nantes Saint-Nazaire)

Jean-Claude Demaure (Universitaire honoraire)

Ariella Masbounji (Architecte urbaniste, Ministère de l'Équipement DGUHC)

Expert : Jean Viard (Directeur de recherche CNRS CEVIPOF)

## Première table ronde

# Notre modèle de développement, un atout pour l'avenir ?

### Intervenants :

Jean-Joseph Régent (Président du Conseil de Développement de Nantes Métropole)

Jean-François Gendron (Président de la CCI de Nantes)

Laurent Berger (Secrétaire de l'Union régionale CFDT)

Hélène Combe (Observatoire de la décision publique)

Thierry Forge (Directeur général de Hélios)

### Expert :

Laurent Davezies (Professeur en économie et développement territorial à l'Université Paris-Val de Marne)

## Philippe Dossal

Les images qui défilent en ce moment ont été réalisées par le cartographe Albert Jaubert, dans le cadre d'un travail commandé sur l'univers des possibles autour de l'estuaire. Ce sont donc à la fois des images réelles et en même temps des possibilités prises ailleurs. Une banque d'images lui a été fournie, à partir desquelles il a travaillé. Il s'est également inspiré d'une descente de l'estuaire en bateau que nous avons eu la chance de faire avec quelques-uns des groupes de travail.

Cet après-midi, avec les deux tables rondes, la mission est presque impossible : dans l'idéal, il faudrait que nous puissions restituer les travaux des groupes de travail qui ont planché pendant six mois sur les grandes problématiques de la métropole, que nous fassions également la restitution des ateliers de ce matin, et que nous donnions la parole à un certain nombre d'acteurs que nous avons

réunis et qui, pour certains, voire pour la plupart, n'ont pas participé à ces travaux préliminaires. C'est donc extrêmement difficile, mais cela va permettre à chacun d'être assez libre dans ses propos.

L'idée de cette conférence métropolitaine est d'ailleurs de réfléchir ensemble, de penser tout haut le devenir de cette métropole. Nous ne partirons pas avec des projets ficelés, mais avec des idées attrapées pendant cette journée.

Nous avons un beau témoin ici, Laurent Davezies, l'un des grands contributeurs de la conférence métropolitaine 2005 et qui a participé aux travaux ce matin. La question que l'on a envie de lui poser est s'il s'est passé des choses, selon lui, en un an, si la réflexion a avancé, et dans quel sens. Comment avez-vous ressenti cette matinée ?

## Laurent Davezies

Je l'ai un peu ressentie comme l'an dernier, mais un peu plus. Je ne sais pas si je peux parler au nom de mes camarades François Ascher et Jean Viard, mais si je dois parler en mon nom, je dois dire tout d'abord que nous sommes très honorés, nous universitaires, d'être associés, comme nous le sommes ici, aux réflexions pour la mise en place d'une stratégie de développement d'un territoire comme celui de Nantes Saint-Nazaire. Donc merci.

Ce n'est pas une affaire de politiciens et d'énarques. Nous parlons de l'université et nous écoutons l'université.

## Philippe Dossal

Cela étant, je crois que c'est réciproque et que la plupart des participants sont enchantés d'avoir des contributions théoriques qui leur permettent d'élever le niveau de leur réflexion.

## Laurent Davezies

Cela nous fait plaisir de nous sentir un peu plus utiles. Il y a eu une question à laquelle la réponse n'a pas été donnée très clairement ce matin, dans un atelier. Finalement, l'on voit qu'il y a un modèle de développement qui a pris beaucoup d'ampleur et sur lequel nous avons travaillé. Ce modèle est plutôt un modèle favorable, qui fonctionne bien, et qui se renforce depuis les années 2000-2005. J'ai même fait des vérifications, avant de venir, sur un certain nombre de variables comme le peuplement, l'emploi, même si à Saint-Nazaire, nous voyons bien qu'il y a des chocs assez répétitifs. En ce moment, nous sommes dans une phase

positive avec des commandes. Globalement, nous sommes quand même dans un territoire qui se porte plutôt bien, et cela a tendance à renforcer ce modèle dont nous avons discuté l'an dernier. La question posée était : est-ce que ce modèle est une fabrication de l'action publique ? Qui a fabriqué ce modèle ? La réponse n'a pas été donnée clairement. Cela m'a fait réfléchir. En effet, il est vrai que ce modèle est une fabrication collective de ce territoire. C'est évidemment une fabrication de l'action publique, mais c'est aussi une fabrication des ménages, des entreprises. C'est une fabrication globale d'un territoire, c'est une espèce de société. La question de l'action publique est la question de la gestion de ce patrimoine, de ce modèle.

Le sentiment que j'avais eu la dernière fois, que j'avais exprimé lors de la première conférence et que j'ai retrouvé ce matin, est effectivement le fait que ce modèle soit partagé. Ce n'est pas le modèle des uns ou des autres. C'est un modèle collectif, un modèle du public et du privé, un modèle des entreprises et des ménages, un modèle des syndicats et des associations. Je l'ai retrouvé encore plus fortement que l'année dernière.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de questions qui fâchent. D'ailleurs, certaines ont été évoquées, il y a des concurrences concernant le sol ou le développement industriel, par exemple. En effet, vouloir développer, sur le même territoire, du résidentiel et du productif pointu, cela peut poser des problèmes de toute nature. Nous avons évidemment des débats, des contradictions dans ce modèle. Globalement, mon sentiment – certains diront que c'est très inquiétant – est qu'il n'y a pas pire que le consensus. Dans le contexte dans lequel nous sommes là et que je pense connaître un peu, depuis le temps que j'y travaille, j'ai le sentiment que c'est un facteur extrêmement positif, comparé à ce que nous pouvons observer dans d'autres territoires, que je me garderai bien de nommer. Le sentiment que j'avais s'est renforcé. C'est le sentiment que ce modèle de développement, qui est plutôt en train de s'accroître positivement, est un modèle partagé.

#### **Philippe Dossal**

Il s'agit donc plutôt d'une bonne nouvelle.

Monsieur Régent, en tant que président du conseil de développement, vous avez assisté aux travaux de ce matin et suivi la démarche. Comment réagissez-vous à cette question générale : votre modèle de développement, un atout pour l'avenir ? Plus généralement, quel est votre sentiment suite aux travaux de ce matin ?

#### **Jean-Joseph Régent**

Je voudrais d'abord exprimer un sentiment, moi qui vois l'évolution de cette région sur une longue période. Je trouve que se retrouver à La Baule pour parler de la métropole, et donc intégrer par là tous ceux qui habitent ce que l'on appelle le "Cap 44", est un élément fort d'une cohésion partagée, indépendamment d'options politiques diverses. Je pense que c'est surtout cela qu'il faut retenir : il y a une cohérence dans la façon de vivre. En effet, il y a davantage une manière de vivre ensemble qu'un modèle, et cela tout simplement en raison de l'évolution. Nous sommes passés par des années extrêmement difficiles, les années 60. Ce sont les décisions de l'État qui nous ont permis de nous restructurer : le port autonome, en 1966 ; en 1967, la création des métropoles d'équilibre, c'est de là que nous venons : il y a quarante ans. C'est sur ce modèle-là que nous nous sommes développés. Il y a par ailleurs la décision de 1976 de créer Montoir, le nouveau port. Ce sont ces fortes impulsions, indépendamment de la création de l'université en 1962, qui ont construit la base.

Par ailleurs, en relais de l'État, il y a eu des forces autres – notamment les forces consulaires, par exemple, puisque j'en étais, dans les années 77. Cela tenait aussi à la mairie. C'est la rupture qu'il y a pu avoir, c'est-à-dire les projets formulés différemment, qui a redonné une capacité d'invention et d'innovation, ainsi qu'une dynamique. Cette dynamique a été reprise en particulier par Jean-Marc Ayrault, qui y a ajouté une dimension culturelle, qui aujourd'hui est une dimension à connotation très particulière et très heureuse.

Je pense que ce qu'il faut retenir, c'est que cette manière de vivre ensemble n'est pas un consensus. En fait, il y a des tensions et des convergences successives à l'intérieur de cet ensemble. Il est vrai que d'un point de vue de l'évolution de l'équilibre politique, notamment, il faut gérer ces tensions et essayer d'obtenir ces convergences. Les consensus sont sur les bases morales. Notre région est fortement imprégnée de la culture chrétienne.

#### **Philippe Dossal**

Culture catholique et modérée.

#### **Jean-Joseph Régent**

Certes, mais c'est important parce que nous nous rejoignons sur une façon de poser la façon de vivre.

**Philippe Dossal**

C'est le terreau sociologique. Vous parlez de l'action de l'État, mais c'est aussi le terreau sociologique qui est homogène, ici.

**Jean-Joseph Régent**

Oui, sur ce plan-là, je pense que c'est un point important. Mais à l'intérieur, les forces se bousculent et se heurtent parfois.

Par rapport à ce qui a été évoqué ce matin, c'est-à-dire la créativité qui vient justement d'une certaine violence d'expression des sentiments, à Nantes nous en sommes tout à fait capables. Sur ce plan, nous avons une ressource qui se voit d'ailleurs dans une réelle créativité sur le plan culturel.

Le problème que nous avons est que nous sommes partis sur un modèle qui était la métropole d'origine hexagonale, c'est-à-dire avec les références de l'Hexagone. Nantes Saint-Nazaire se comparait au Havre, à Marseille, à Lyon, etc. Aujourd'hui, nous sommes dans un contexte complètement différent. Nous sommes une métropole qui doit s'insérer dans un milieu européen ; ce ne sont pas les mêmes références. Pour être une métropole européenne, nous ne pouvons pas prendre les mêmes échelles.

**Philippe Dossal**

...ni les mêmes contraintes.

**Jean-Joseph Régent**

Ce qui me réjouit, c'est d'avoir entendu Jean-Marc Ayrault, ce matin, dans son propos introductif, bien souligner la nécessité de chercher les alliances, les associations, les coopérations, de façon à ce que, pour créer des points forts d'excellence, nous nous associions avec tout notre environnement ; bien entendu, en traitant les problèmes de territoire non pas à l'échelle du territoire napoléonien dans lequel nous sommes enserrés, mais véritablement à l'échelle de la production, de la création, des initiatives. Nous voyons par exemple le débat sur Nantes en Bretagne. Nantes est en Bretagne, historiquement ; moi qui suis breton, je ne vais pas dire le contraire.

En fait, je pense qu'il faut traiter ces questions par des problèmes d'alliance concrète sur des sujets qui sont vraiment des sujets de développement à l'heure actuelle, et qui nous intéressent tous. Nous sommes tous gagnants ensemble.

**Philippe Dossal**

Alliances, réseaux, échelle internationale... L'une des choses curieuses est que l'atelier 1, ce matin, a été consacré à "Conforter notre modèle de développement", et que les problématiques internationales, qui devaient être traitées en théorie par l'atelier 2, ont également été traitées dans l'atelier 1. C'est dire à quel point c'est une préoccupation.

En premier lieu, il y a malgré tout l'affaire des réseaux : comment peut-on parvenir à conforter les réseaux existants, que ce soit dans le domaine des entreprises, mais aussi dans l'articulation entre l'entreprise et l'éducation, où nous avons manifestement des faiblesses ? Je vais me tourner vers monsieur Gendron.

**Jean-François Gendron**

Vous parlez des réseaux, et il a été cité la notion de "vivre ensemble". Je crois que ce qui est aussi très fort dans ce département, c'est la notion de travailler ensemble, de faire ensemble, et cela aussi bien avec les collectivités ou les entreprises. Je crois que cet ensemble de réseau fonctionne relativement bien. Il n'y a pas de hasard : c'est ce qui contribue sans aucun doute à une partie de ce dynamisme local.

Je crois que nous sommes ici pour parler des nouveaux horizons de la métropole et d'atouts pour l'avenir. Pour parler de l'avenir, il faut se servir du présent et connaître le passé. Je ne peux pas m'empêcher de vous dire quelques éléments qui me paraissent importants pour l'avenir de ce monde dans lequel nous sommes. Je pense que – d'après ce que j'ai pu regarder en préparant tout cela – dans les vingt-cinq ans à venir, nous allons connaître une accélération des progrès de la science et des technologies qui va sans doute être beaucoup plus importante que ce que nous avons connu dans les vingt-cinq ans passés.

Je crois que l'on ne peut pas s'empêcher d'en tenir compte dans l'avenir de notre métropole. Par exemple, dans le domaine de l'infiniment petit, les nanotechnologies, dans les nouvelles énergies non polluantes, pour les nouveaux aliments génétiquement modifiés ou pas, pour la notion de cyberspace – même si nous sommes déjà très reliés à Internet, je pense que cela va encore s'accélérer –, pour tout ce qui relève du patrimoine génétique, avec la notion de clonage, pour le développement durable et l'espérance de vie, comme cela a été dit ce matin. Je crois que si nous voulons continuer de vivre ensemble dans cet espace métropolitain qui est le nôtre et que nous aimons, si nous voulons exister demain

à l'international, nous nous devons de prendre en compte ces exemples et ces progrès de la science dans les vingt-cinq ans à venir.

Je pense aussi qu'en faisant travailler notre intelligence collective comme nous le faisons aujourd'hui, nous pouvons, en nous appuyant sur le présent, nous rendre compte qu'un certain nombre de nos entreprises travaillent déjà aujourd'hui dans certains de ces domaines. Il faut donc sans doute en profiter et accélérer les choses pour ces entreprises qui travaillent dans ces domaines.

#### **Philippe Dossal**

Je me permets une parenthèse. Dans les groupes de travail – puisque l'on peut en restituer aussi une partie –, il a été question de nos forces. Nous avons une force dans le domaine de la recherche médicale, nous en avons une autre dans le domaine de l'agroalimentaire. À la croisée de ces deux univers évoqués par Jean Viard, n'a-t-on pas la possibilité de creuser une singularité propre à la métropole en termes d'industrie ?

#### **Jean-François Gendron**

Il faut absolument fédérer les énergies dans ces domaines précis où nous avons déjà soit des pôles de compétitivité, soit des pôles d'excellence qui commencent à se dessiner. Bien évidemment, l'économie est important – quand je dis l'économie, c'est aussi bien dans le domaine du tourisme que du service à la personne, que de l'industrie –, car il est tout de même le socle. Je crois que nous avons aussi un tissu économique riche de grands donneurs d'ordres, ainsi que de PME et PMI, qui forment un socle industriel et d'entrepreneurs qui est très fort.

Je me permets de parler, non seulement en tant que Chambre de commerce et d'industrie, mais aussi au sein des 3C44 : CCI, chambre de l'agriculture et chambre de métiers. En effet, les entrepreneurs existent dans tous ces domaines ; ils sont relativement actifs et déjà établis dans un certain nombre de réseaux dans cette région.

Ce terreau d'entrepreneurs a aussi une particularité : cet esprit d'entreprendre, cette qualité de relations entre les hommes et les femmes de cette région. Je crois qu'il y a vraiment une qualité de relation entre les entreprises, ce qui ne nous empêche pas d'être concurrents dans certains domaines. Il y a une qualité de relation qui n'est pas forcément si évidente que cela dans toutes les régions de France, c'est important pour nous.

Ceci étant dit, nous ne sommes pas ici pour nous congratuler, mais pour poser des questions pour l'avenir, parce qu'il faut que l'on puisse agir aujourd'hui et demain. Il a beaucoup été question de mobilité, ce matin, notamment dans les propos de nos intervenants. Pour moi, mobilité signifie bouger ; il y a une notion de dynamisme. Je pose une ou deux questions qui me paraissent importantes et qu'il faudra résoudre très rapidement, notamment pour les collectivités locales. La première concerne nos sous-traitants, qui sont très importants dans ce bassin d'emploi industriel de la métropole. Saurons-nous faire en sorte que nos sous-traitants soient moins dépendants d'un seul client, d'un seul donneur d'ordres, qu'ils soient capables de développer des produits propres ou de devenir des sous-traitants de rang 1 ? Comment procédons-nous pour faire en sorte que ces chefs d'entreprise, ces sous-traitants soient accompagnés pour voyager, se déplacer, être mobiles, partir à l'international, découvrir le monde ? Nous en avons justement parlé dans l'atelier 2, ce matin. L'un des intervenants de ce matin disait qu'il fallait faire voyager les jeunes et agir pour qu'ils puissent prendre des vacances. Je crois qu'il est aussi besoin de stimuler les chefs d'entreprise pour qu'ils lèvent un peu la tête du guidon et qu'ils partent à l'international. Le deuxième point qui me paraît important concerne la main-d'œuvre dans les entreprises. Nous avons en effet des entreprises dynamiques, dans ce territoire ; nous accueillons de nouvelles entreprises et nous voulons en accueillir d'autres demain. Saurons-nous fournir la main-d'œuvre nécessaire à ces entreprises d'aujourd'hui et de demain ? Nous avons, dans certains bassins d'emploi de ce département, un taux de chômage qui est proche de 5%, ce qui est plus ou moins considéré comme le plein emploi au niveau national. Comment faisons-nous pour accueillir de nouveaux salariés, de nouveaux collaborateurs pour faire en sorte qu'ils puissent trouver un toit, un jardin, un barbecue, et qu'ils soient mobiles ?

Je pense que ce sont des questions importantes qu'il faut absolument que l'on se pose dans ce genre de réunions.

#### **Philippe Dossal**

L'éducation, la formation sont naturellement de très grands chantiers à ouvrir. Nous avons commencé à l'évoquer dans les groupes de travail et le restituer ce matin, mais nous ne pourrions malheureusement pas le développer plus en avant aujourd'hui. En revanche, les préoccupations qui sont sorties très clairement et dont nous avons commencé à parler concrètement concernent l'international. Je me tourne



vers Thierry Forge. Vous êtes un chef d'entreprise arrivé dans la région il y a quelques années et vous avez pu constater les faiblesses de Nantes sur ce registre. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet et quelles sont les pistes ? En effet, l'objectif, cet après-midi, n'est pas uniquement de diagnostiquer, mais également de réfléchir à ce que l'on va pouvoir faire.

### **Thierry Forge**

Absolument. Je suis venu partager mon expérience, et après l'étape nécessitant des constats, je crois qu'il est intéressant de réfléchir aux pistes concrètes. En effet, si l'on parle de culture internationale, l'on sait que la culture est vraisemblablement la chose la plus longue à adresser, sur le moyen terme. Ceci dit, j'ai effectivement fait de l'international. Par le hasard, j'étais en poste à Nantes, j'ai eu envie de m'y ancrer et d'y reprendre une entreprise ; c'est-à-dire que je partage le défi de l'attractivité du territoire.

Néanmoins, il est vrai que j'ai été assez surpris de la difficulté que nous avons pu connaître, non pas dans les échanges internationaux, au sens de l'exportation – c'est un point qui est relativement bien adressé –, mais sur la culture au sens large. Je l'ai vécu à la fois dans un grand groupe, puisque j'ai dirigé une entité d'un groupe américain dans l'Ouest, et j'ai remarqué des choses qui ont été évoquées ce matin. J'ai fait venir le président de Xerox, mais il n'y avait pas d'hôtel quatre étoiles en centre-ville. C'est évidemment un détail de structure, mais ce n'est pas neutre. Dès lors, nous nous sommes arrangés pour qu'il reparte sur Paris en fin de soirée, alors que nous aurions peut-être pu organiser une soirée avec d'autres chefs d'entreprises à Nantes.

J'ai essayé, à l'époque, de muter deux fois des cadres américains et canadiens à Nantes sur des bases d'expatriation. Il y a un problème à ce niveau et vous en avez parlé ce matin, mais je renforce ce point concernant la notion de lycée international. Je voudrais juste dire deux choses sur le lycée, pour l'avoir vécu moi-même à l'étranger. Tout d'abord, c'est une faiblesse, de ne pas avoir de lycée international, car effectivement, cela peut être clairement une barrière pour des cadres qui ont environ entre 30 et 45 ans, ce qui est l'âge en général où l'on s'expatrie avec une famille et des enfants. Mais avoir un lycée international peut être aussi une force en ce sens que la ville qui en est dotée a en général une excellente réputation. Cela attire des cadres qui se disent qu'ils vont aller dans cette ville parce qu'au-delà de leur propre cursus professionnel, c'est bénéfique pour leur famille et pour leurs enfants. Je dirais donc qu'il y a un double effet

positif à ce type de structure, et c'est quelque chose qu'il faudrait savoir réaliser assez rapidement. Ceci concerne donc la partie "infrastructures".

### **Philippe Dossal**

Vous évoquez tout à l'heure l'exemple de faire venir un cadre du Québec ou du Canada, par exemple. En termes de droit du travail, vous ne saviez pas où vous adresser ici à Nantes.

C'est l'une des propositions qui a été évoquée sur la diapositive : faut-il un centre de ressources ici, à Nantes, pour permettre de diffuser ce genre d'informations, avoir un guichet unique pour faciliter les choses ?

### **Thierry Forge**

Lorsque l'on parle de cadres ou de salariés étrangers travaillant dans la métropole, il y a deux pistes. Il y a la piste très concrète et très connue des expatriés, qui concerne plutôt les grands groupes ; il faut plutôt avoir des sièges sociaux internationaux pour attirer ce type de cadres en mission. Ensuite, je constate, dans le groupe des PME dont je m'occupe, que nous sommes de plus en plus sollicités par des jeunes, des Madrilènes ou des Québécois, même si c'est plus rare. Ils ne sont pas du tout dans cette démarche d'expatriation, puisque cette opportunité ne concerne que les grands groupes. Ce sont des personnes qui se disent qu'ils passeraient bien deux ou trois ans à l'étranger, pour l'enrichissement culturel et professionnel. Effectivement, dans ce cas, il est peut-être plus facile d'adresser ce plan-là, puisque je pense que des PME ou des groupes qui embauchent assez facilement – parce que le fait est qu'économiquement, c'est beaucoup plus souple : vous n'avez pas à payer les frais d'expatriation d'un cadre et de sa famille – peuvent peut-être encourager des jeunes qui ont une expérience dans un pays et qui veulent la compléter dans un autre, à venir plutôt à Nantes qu'ailleurs.

Cela pose effectivement un certain nombre de problèmes, dès que l'on sort de l'Europe, et je pense en particulier aux Canadiens. Ce sont des problèmes qui sont très certainement gérables, mais pas facilement gérables pour des PME ; des problèmes de permis de travail par exemple. Il y a donc ici une vraie piste pour attirer des cadres étrangers de manière plus simple et plus souple.

### **Jean-François Gendron**

J'aimerais vous rappeler quand même que nous avons une organisation qui

s'appelle "Nantes Atlantique Welcome" qui est étonnante. Elle permet justement d'accueillir au mieux ces cadres étrangers qui arrivent, de faire en sorte qu'ils puissent trouver un logement, qu'ils puissent avoir des contacts avec d'autres le plus rapidement possible. Je ferme la parenthèse.

#### **Philippe Dossal**

D'où l'intérêt des réseaux et de communiquer les informations.

#### **Thierry Forge**

Ceci est sur la partie "infrastructures" pour recevoir ces cadres étrangers. Ensuite, en ce qui concerne la culture internationale, je pense que c'est quelque chose qui représente une étape de plus pour une métropole comme la nôtre. Ceci se fait avec le temps. Je pense qu'il faut une volonté de plusieurs acteurs, mais ce ne sont pas des mesures concrètes qui vont, demain matin, changer les choses. Néanmoins, nous pouvons agir par un certain nombre d'actions.

Il est clair que nous ne sommes pas sur une ville de congrès au sens de l'international, comme l'on peut avoir dans d'autres villes. Par exemple, j'étais à Birmingham récemment, et il s'agit d'une ville qui, un peu comme Nantes, est excentrée en Angleterre. Mais qui attire du monde toute l'année. Et de fait, des gens qui y résident.

En revanche, lorsque je vois par exemple le mot benchmarking, c'est quelque chose à partir de quoi l'on peut, aujourd'hui, assez facilement d'imaginer que des entreprises étrangères viennent visiter les nôtres, que nous allions visiter les leurs, et cela pas forcément dans le même secteur d'activité. Là où les Anglo-Saxons vont plus loin, ce n'est pas dans la comparaison branche à branche, puisque nous faisons assez bien cela dans nos organisations professionnelles. En effet, le benchmarking consiste, lorsque l'on a une société de services dans tel ou tel domaine, à aller voir une autre société de services dans un domaine complètement différent, pour prendre quelques meilleures pratiques.

Concernant cette culture, qu'il faut arriver à insuffler petit à petit, il faut aussi accepter certaines ouvertures. J'ai un exemple qui va certainement vous faire sourire : j'ai un certain nombre de fournisseurs, américains et hollandais, en l'occurrence, qui souhaitent établir des bases de Beta Test ou des produits pour des softs à Nantes. Ils demandent à venir rencontrer certains de mes confrères et moi-même, mais également un certain nombre de clients. En tant que presta-

taires de services, ils s'intéressent aux clients de nos clients. Monter un meeting, c'est relativement simple, mais le faire en anglais, cela devient réellement compliqué. J'ai vécu la même chose à Toulouse, il n'y a pas très longtemps, et il paraît évident que ce type de meeting se tient en anglais. Bien sûr, il y a beaucoup de cadres qui parlent anglais à Nantes, ce n'est pas le problème. Le problème est que culturellement, j'ai l'impression que nous avons un frein et que nous allons perdre un peu de notre identité. Ce que je souhaiterais, c'est que par des opérations de benchmarking, par des opérations de rapprochement international, nous puissions progressivement, à petits pas peut-être peu spectaculaires, mais concrets, dans le rapprochement des hommes et des entreprises, aller un peu plus vers cette culture internationale.

#### **Philippe Dossal**

En parlant des petits pas, j'ai un exemple qui a également été donné dans les groupes de travail : celui des taxis, à l'aéroport. Quand arrive d'un pays étranger un avion un peu tard en soirée, à partir de 22h30, on ne trouve plus aucun taxi à Nantes pour regagner le centre-ville. Cela fait partie des petits détails que l'on peut soigner sans trop de difficulté, en théorie.

Hélène Combe, il me semble que vous avez des idées autour de ce concept.

#### **Hélène Combe**

Avant d'entrer sur le sujet, je vais vous faire un clin d'œil, parce que si ce n'est pas moi qui le fais, je ne vois pas qui le fera. Ce clin d'œil, je le fais de la part de toutes les femmes de l'assemblée. La question était "Notre modèle de développement, un atout pour l'avenir ?" Si l'image de l'avenir est l'image de notre tribune de cette journée, alors la réponse est non. C'est le petit clin d'œil que je me devais de vous faire.

Pour revenir sur la question de l'international et faire le lien avec ce qui était évoqué ce matin par Jean-Marc Ayrault, aujourd'hui, la question posée est : "Quelle société voulons-nous ?" Je dirai, en l'occurrence : "À quel développement mondial voulons-nous participer ? Comment faire notre communauté mondiale, et avec quelles valeurs ?" C'est la question qui nous est posée en regardant l'ouverture vers le monde et en nous rendant par conséquent lisibles au monde.

Il me semble que par rapport à cela, la métropole Nantes Saint-Nazaire a des spécificités qu'elle doit revendiquer, parce qu'elle a une légitimité à les revendiquer. Elle a une spécificité par rapport à son histoire ; son histoire sombre sur le

commerce triangulaire, mais elle a tout de même une histoire. Elle a une filiation sur notre entreprenariat, qui est passé par des systèmes de mutualisation jusqu'à arriver à l'économie sociale et solidaire créée dans l'ouest, sur l'inventivité. Elle a des valeurs de tolérance, d'intelligence collective, de devoir de mémoire.

À côté de cela, nous avons dans le monde, autour de la question de la mondialisation économique, une réflexion et une action de plus en plus fortes, dans le sens de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, dans le sens de l'imagination, de l'innovation en commerce éthique, en produits éthiques, en services éthiques, en produits et en services de commerce équitable. Par rapport à cela, nous changeons d'échelle, puisque de petites initiatives, nous sommes arrivés à des réflexions de haut niveau sur ces questions-là. Il me semble que la métropole Nantes Saint-Nazaire peut être le pôle de compétences international du commerce éthique et équitable, c'est-à-dire le pôle d'ingénierie, de recherche, de formation, de vitrine, de rencontres internationales sur ces questions de responsabilité sociale et environnementale. L'on retrouvera tout ce qui se passe aujourd'hui autour des agences de notation qu'il faut suivre, qu'il faut adapter, etc., mais également tout ce qui se passe autour de l'innovation en matière de commerce éthique et équitable.

Nous avons pour cela un certain nombre d'atouts, avec l'Institut d'études avancées, avec des réseaux d'économie sociale et solidaire. À une autre échelle, puisqu'il s'agit là de micro-économie, il y a des réseaux consulaires qui ont commencé à se poser des questions sur ces sujets-là, des écoles qui travaillent sur ces questions ; mais nous avons également des filières : la filière bois, la filière agroalimentaire, qui sont au cœur de cette mondialisation d'une nouvelle façon de faire. La certification bois, au niveau mondial, est bien au cœur de ces réalités.

Il semble qu'il y ait une vraie légitimité à être dans cette participation à imaginer dans le monde qui se dessine, ce que l'on va appeler la révolution copernicienne de l'économie – ce n'est pas moi qui le dit, c'est Patrick Viveret, que beaucoup connaissent ; c'est-à-dire faire en sorte, de la même façon que Copernic a montré que l'univers ne tournait pas autour de la Terre, de montrer que le monde ne tourne pas autour de l'économie, mais que l'économie vient au service, en élément moteur, d'un projet de société que nous avons voulu construire.

Pour faire le lien avec les alliances stratégiques qui ont été évoquées ce matin, il me semble que si l'on regarde nos villes limitrophes, de l'autre côté de l'Atlantique – à savoir New York et Montréal –, nous avons effectivement des

villes limitrophes avec lesquelles faire alliance sur ces sujets-là ; des alliances par déclinaison, sur la question de l'économie et de la culture, puisque ce sont des villes qui savent associer, diversité culturelle – c'est-à-dire le savoir "vivre ensemble" – et création économique par la culture, puisque l'on a des vrais réseaux là-dessus.

Enfin, pour terminer, une petite phrase d'un livre de Jean Olivereau, qui disait en 2005 : "Face à une mondialisation parfois sauvage, dont les effets sociaux menacent aujourd'hui autant les pays du Tiers-Monde que la société bretonne, le renforcement d'une économie associant ouverture et solidarité, commerce et éthique, est sans doute une solution pour l'avenir de la Bretagne." Je vous propose que l'on fasse ce choix pour l'estuaire Loire-Bretagne.

#### **Philippe Dossal**

Merci, Hélène. Voilà une contribution avec des propositions très concrètes que l'on pourra verser aux actes de cette conférence et qui seront prises, je l'espère, ou en tout cas auxquels nos élus vont réfléchir.

Je me tourne vers notre dernier intervenant, Laurent Berger, qui est secrétaire de l'Union régionale CFDT. Ce n'est pas facile pour vous, car vous n'étiez pas là ce matin, mais malgré tout, que vous inspire tout cela ? Quels commentaires avez-vous à nous faire sur cette démarche ?

#### **Laurent Berger**

J'ai deux visions, en fait. Mon premier commentaire, je le fais en tant que Nazairien de cette métropole. Je suis persuadé que le Saint-Nazaire d'aujourd'hui a à voir avec la construction de la métropole. Je suis nazairien depuis longtemps, et lorsque je suis parti faire mes études à Nantes, j'ai eu l'impression d'aller ailleurs. Aujourd'hui, à Nantes, j'ai un peu l'impression d'être chez moi, tout en étant toujours nazairien. Je crois que le développement de la métropole dans son approche de proximité est perçu, pas suffisamment encore, mais c'est sécurisant.

La question que j'ai envie de poser est : comment peut-elle être porteuse d'ouverture ? Du coup, ma deuxième vision intervient. C'est ma vision de responsable syndical régional. Je m'interroge sur le rôle de la métropole Nantes Saint-Nazaire dans la région des Pays-de-la-Loire. Autrement dit, je pense que les régions doivent se développer par la complémentarité et la coopération entre les territoires et je suis persuadé que, dans ce cadre-là, la métropole Nantes Saint-

Nazaire a un rôle primordial à jouer. Elle a vocation à entraîner le réseau des villes de l'Ouest, tout en leur permettant de développer leurs atouts, mais elle a aussi un rôle de moteur de la région, et elle l'est parce qu'elle place l'homme au cœur de son développement et qu'elle a un fort potentiel humain et économique. Elle entraîne l'ensemble de la région au service de ses habitants. Si l'on prend quelques exemples de domaines sur lesquels il peut y avoir un travail, il y a déjà la compétitivité, la recherche, le développement, le maintien de l'industrie, la place des PME et leurs liens aux donneurs d'ordre – et il s'agit d'une question qui est centrale dans la métropole, mais également dans l'ensemble de la région –, la formation des jeunes, voire des moins jeunes, leur capacité à répondre aux besoins de l'industrie aujourd'hui – ce qui n'est quand même pas gagné d'avance –, l'éducation, la montée en compétences ainsi que la justice sociale et la cohésion sociale. Il y a notamment un besoin fort, dans la métropole – aussi dans l'ensemble de la région, mais dans la métropole particulièrement –, d'emplois de services à la personne. C'est un vrai défi pour demain. Si nous prenons tous ces exemples-là, auxquels nous pourrions rajouter l'environnement – puisque la qualité de l'environnement est quand même une des valeurs et un des modèles de développement de la métropole –, la métropole peut servir de modèle, mais la métropole peut aussi s'appuyer sur ce qui peut être fait plus largement dans la région.

Je crois fortement que ce modèle de développement doit être appliqué par la métropole pour ses habitants, mais aussi plus largement pour l'ensemble de la région Pays-de-la-Loire.

Je crois pouvoir dire aussi – pour reprendre ce qui a été dit par Laurent Davezies – que c'est effectivement un modèle collectif aujourd'hui, mais le rôle de la puissance publique est indispensable pour impulser ce modèle collectif – et je le vois bien dans le domaine syndical. En fait, j'ai presque envie de dire qu'il s'agit de l'élément premier.

#### **Philippe Dossal**

Il n'est d'ailleurs pas complètement innocent que la puissance publique soit ici présente en force aujourd'hui pour écouter toutes ces réflexions des uns et des autres. □

#### **Deuxième table ronde**

## **Vivre ensemble un territoire partagé**

#### **Intervenants :**

Martine Staebler (Directrice du GIP Loire Estuaire)

François Marendet (Directeur général du port autonome de Nantes Saint-Nazaire)

Jean-Claude Demaure (Universitaire honoraire)

Ariella Masboungi (Architecte urbaniste, Ministère de l'Équipement DGUHC)

#### **Expert :**

Jean Viard (Directeur de recherche CNRS CEVIPOF)

#### **Martine Staebler**

Il est toujours classique de dire que cela s'est très bien passé. À l'image de la métropole et de l'estuaire, l'atelier a été très riche. En sont ressortis six ou sept constats.

L'estuaire est un espace emblématique pour tous les habitants de la métropole, mais derrière, chacun met aussi son image de la métropole. Nous avons tous des désirs et des besoins qui peuvent être différents ; il n'empêche que c'est très emblématique. Un certain vocabulaire a été utilisé : c'est le "cœur", le "poumon", le "bras", la "jambe" ; finalement, c'est la ligne de vie. Même si nous n'arrivons pas, aujourd'hui, à définir toutes les géométries de cette ligne de vie, c'est la ligne de vie de la métropole, de l'éco-métropole à construire.

Deuxièmement, il est nécessaire de penser l'organisation de cette éco-métropole et de la représenter. Nous en revenons à la première question. Où est-ce que cela commence, où est-ce que cela finit, et comment le gérer ? Où sont les limites ? Où est la forme ? Comment travailler sur les limites et les rapports de cette limite, sur cette perméabilité entre nature et ville ? Un constat est partagé par tout le

monde : les activités industrielles, et bien entendu toute cette économie, sont l'un des leviers fondamentaux de cette éco-métropole.

#### **Philippe Dossal**

Voilà qui va faire plaisir à monsieur Marendet.

#### **Martine Staebler**

En effet, ainsi qu'à tous les économistes ; et à tout le monde, en fait. Il y a ce constat complètement unanimement partagé : l'économie est la base du développement, ainsi que tous les autres leviers qui ont pu être déterminés et discutés.

Il faut trouver des voies pour construire des formes désirables d'éco-métropole centrées sur l'idée d'exemplarité ordinaire, en valorisant les limites entre ville et nature. Vous voyez que l'on parle toujours de la forme de la ville, de cette limite, de cette géométrie. Quels sont les rapports ? Qu'est-ce qu'une éco-métropole ? Qu'est-ce que cette durabilité ? Madame Masbounji pourra, à ce propos, développer ce qu'elle nous a exposé ce matin, qui était passionnant.

Nous en arrivons à une autre notion : le "ou" et le "et". Bien entendu, auparavant, cela a toujours été le "ou" : l'économie, le portuaire OU l'environnement. Mais ceci est d'un siècle passé ; c'est terminé. Même les plus grands avocats du développement portuaire et les plus grands économistes disent que ce n'est pas comme cela que cela se passe. Aujourd'hui, ce n'est pas "ou", mais "et". Là dessus, il n'y a plus à rediscuter. C'est fini.

#### **Philippe Dossal**

C'est la manière de conjuguer les deux.

#### **Martine Staebler**

Cela se conjugue tout seul. Aujourd'hui, c'est une volonté de tout le monde, c'est le désir de chacun, c'est la volonté politique que cela se conjugue. Et cela se fait bien, et naturellement. De toute façon, les projets le construisent comme cela : c'est le fond de plan de l'éco-métropole. Cela se construit avec "et", à condition effectivement que ce "et" nécessite aussi un fonctionnement équilibré du fleuve. Ce fonctionnement équilibré du fleuve n'est pas uniquement pour le port, pour l'agriculture ou pour l'urbain, mais pour tout le monde. Aujourd'hui, tous les usages, tous les fonctionnements et tout l'avenir de la métropole ont besoin que cela fonctionne bien. C'est la ligne de vie.

Après ces deux notions qui ont été très fortes, les projets culturels. En fait, les projets culturels ne servent-ils pas à révéler le territoire ? N'est-ce pas le projet de Jean Blaise qui a permis que l'on débâte sur l'estuaire ? Mais qu'est-ce que l'estuaire ? Pourquoi Jean Blaise y va-t-il ? Qu'est-ce que cela vaut ? S'il y va, c'est que cela vaut quelque chose...

Nous commençons donc à regarder le territoire d'une manière différente parce que la société culturelle commence à s'y intéresser. Cela a été longuement développé. Mais en plus de révéler le territoire, cela permet aussi du développement d'autres usages, d'autres fonctions et du développement économique aussi, bien sûr, dans l'avenir.

Une notion très forte a été développée à la fin – et nous, les techniciens, en étions fort ravis, puisque nous travaillons depuis très longtemps sur cet estuaire : l'estuaire est potentiellement le lieu de métissage absolu – quelle merveilleuse phrase ! – entre espèces, entre espaces, entre savoir-faire, entre activités, entre personnes. Voilà où est l'accord ; et ce n'est pas un consensus mou. Nous allons tous dans le même sens. C'est le "et, et, et, plus, plus, plus".

#### **Philippe Dossal**

Martine, vous avez évoqué l'intervention d'Ariella Masbounji ce matin. Hier soir, c'était un univers que vous découvriez, en quelque sorte. Qu'est-ce que cela vous évoque ? Je vous ai entendu parler, lors des ateliers, de la Hollande, de choses qui sont en train de s'y faire. Pouvez-vous développer cette idée ?

#### **Ariella Masbounji**

Avant de parler de la Hollande, je voulais rappeler deux choses qui m'ont beaucoup impressionnée dans ce qui a été dit ce matin par Jean-Marc Ayrault : la Métropole doit être un projet. Cela me paraît absolument fondateur, et cela pose la question de ce que peut être un projet à l'échelle métropolitaine, sujet sur lesquels peu d'Européens ont travaillé, parce que notre excellence se fait dans les villes, plus particulièrement dans les centres-villes ; et je resserrerais encore sur quelques projets dans les villes. Par contre, travailler à l'échelle de la véritable ville, c'est-à-dire à l'échelle métropolitaine, et chez vous, plus spécialement sur l'échelle de l'estuaire, c'est un savoir-faire que nous n'avons pas. Les politiques n'ont pas posé cette question, ce n'était pas un enjeu. Nous avons ignoré que la ville européenne est devenue une ville territoire. Comme elle était interdite

elle n'existait pas et nous n'avons pas travaillé sur cette question, nous, les urbanistes, les architectes, les élus, les maîtres d'ouvrage, tous ensemble.

#### **Philippe Dossal**

Il me semble que le préfet a parlé ce matin de ville hanséatique, donc c'est quand même un chemin qui se fait.

#### **Ariella Masbounji**

Oui bien sûr, cela progresse dans les esprits ; mais de là à ce que l'on acquière un savoir-faire à la fois conceptuel et opérationnel, il y a un monde. Tout est à inventer. François Ascher nous a d'ailleurs appelés à imaginer, et nous en aurons bien besoin. Jean Viard a dit "espérer l'avenir". Cela me paraît effectivement essentiel, parce que si l'on n'a pas une vision positive et optimiste, nous n'y arriverons jamais, car les obstacles sont nombreux.

J'ai évoqué les expériences hollandaises lorsque nous avons parlé d'éco-métropole. Pour moi, le terme d'éco-métropole désigne l'écologie et l'économie, bien sûr, car l'une ne se fait pas contre l'autre. Nous avons d'ailleurs eu ce débat ce matin : l'on ne peut pas imaginer une ville durable qui ne soit pas une ville qui gagne et qui réussisse. En effet, une ville qui est en perte de vitesse n'est pas une ville durable.

Pour les Hollandais, le lien est très évident. Il s'agit d'abord d'une ville qui reconstruit son économie, qui se donne les moyens de préserver son patrimoine territorial et qui tente d'établir des rapports de qualité entre les nouveaux habitants, que ce soit les arrivants ou les agriculteurs. Cela fait effectivement partie du développement durable de l'éco-métropole, tout comme la qualité architecturale. En effet, un bâtiment peut être parfaitement sain au niveau des matériaux, mais mal répondre aux besoins des habitants ou être d'une esthétique qui va vieillir ; dans ce cas il n'est ni durable, ni écologique.

En particulier par rapport à ce que j'évoquais ce matin, en Hollande, l'on travaille sur la question de la limite très franche et claire avec la nature. Il faut effectivement remarquer que la Hollande est certainement le pays le plus dense d'Europe, mais c'est aussi, étrangement, celui où l'on a un sentiment de nature extraordinaire. C'est une nature artificielle, créée par l'homme, et que l'on soigne d'autant plus.

Une limite franche avec la nature est une urbanisation maîtrisée, mais pas

limitée. C'est une urbanisation qui peut s'organiser autour de poches agricoles, l'agriculture évoluant pour devenir productive. Ce sont également certaines formes urbaines qui établissent un rapport avec la nature, c'est-à-dire qui vont vers la nature, qui ne se ferment pas par rapport à elle et qui tentent par ailleurs de renouer avec cette notion portée par le paysagiste Bernard Lassus, ce désir d'incommensurable qui est le nôtre, et dont vous bénéficiez ici, parce que vous êtes une ville nature : vous avez des territoires naturels magnifiques. Comment les mettre en scène ? Jean Viard parlait du droit de regard, de l'habitat qui regarde la nature. En la matière, je crois que les Hollandais ont beaucoup de choses à nous dire.

Puisque j'ai la parole, je vais poursuivre un peu. Je voulais évoquer les deux ou trois points qui me paraissaient pouvoir être livrés dans ce débat. En effet, nous avons parlé de représentation. Ce projet de l'estuaire que vous avez est un projet volontariste, parce qu'il n'est pas naturel que la métropole se développe le long de l'estuaire. Pour ce faire, je crois qu'il serait intéressant de le représenter. Des travaux ont déjà été faits avec Albert Jaubert, mais il serait bien que l'on puisse voir comment est ce territoire, quelle est sa dimension, où sont les projets et comment l'on fait la ville entre les projets.

En effet, nous avons parlé des projets de Saint-Nazaire et des projets de Nantes, mais les projets ordinaires entre eux, qui fondent la banalité exemplaire, comment les représenter ? Comment peut-on mettre en place une dynamique de projet à l'instar de ce qui s'est fait dans l'Emscher Park ? Je montrais cette image de la transformation du patrimoine industriel en patrimoine non seulement culturel, mais également économique : les hauts fourneaux, les usines, qui deviennent des lieux de production, des lieux d'industrie, des musées du design où les industriels viennent acheter des brevets. Cela n'est pas simplement un lieu de contemplation, de mémoire nostalgique, mais un lieu vivant tourné vers l'avenir. Comment créer une dynamique de projet qui peut amener les élus à travailler ensemble pour donner chair à ce projet métropolitain ? Enfin, comment mettre en œuvre un tel projet ?

Nous sommes en effet en besoin de concepts, de savoir-faire, et il serait utile de mettre en place un dispositif de maîtrise d'ouvrage pour conduire des projets à cette échelle métropolitaine.

**Philippe Dossal**

C'est un chantier extraordinaire, qui s'ouvre seulement dans les têtes aujourd'hui. L'on peut se demander si tout cela ne fait peur au port qui, malgré tout, a été un peu le "gardien du temple", en tout cas de l'estuaire, pendant une cinquantaine d'années. Ici, monsieur Marendet va être en mesure de répondre. Voir tous ces projets dans votre terrain de jeu ne vous glace-t-il pas un peu, ou au contraire, est-ce que vous avez envie de conjuguer le territoire ?

**François Marendet**

J'avoue que je ne partage pas du tout la façon dont vous avez présenté la chose. Le port n'a jamais été le gardien du temple. Je ne considère pas que le port soit le gardien du temple. Certes, il existe un port autonome, mais il n'est qu'un outil, qu'une structure. Le port a trois bilans, en fait. Il s'est constitué progressivement pour les besoins de l'économie locale. Quand on regarde toute l'histoire de Nantes et de ses ports, ainsi que celle des autres ports de l'estuaire, l'on constate qu'il y a toujours eu des ports, qu'il y a toujours eu une activité économique sur le port. Il s'avère qu'en 1966, une décision de l'État a créé un port autonome, qui a pu effectivement, dans certains cas, préserver un certain nombre de choses. Finalement, cela a été une bonne chose, dans un certain sens, puisque l'on a pu céder 1 600 ha au Conservatoire du littoral.

Cependant, le port est un outil économique au profit du territoire et du développement de celui-ci. Lorsque l'on veut une métropole qui se développe vers l'international, le port participe aux échanges mondiaux. L'on veut également participer aux échanges européens, d'où le fort soutien des collectivités sur certains projets du port. Nous voulons participer aux échanges mondiaux, et nous répondons à cela.

Il y a aussi une histoire extrêmement forte de la métropole, qui est une histoire industrielle, avec une culture ouvrière derrière ainsi qu'une culture sociale, qui ont marqué l'estuaire – et qui continuent d'ailleurs à le faire. Nous ne sommes donc absolument pas en opposition avec tout ce qui se passe, bien au contraire.

J'ajouterai qu'il faut que les gens se réapproprient ce qu'est un port, ce qu'est leur port. Il y a également certaines idées reçues qu'il faut absolument abattre. Lorsque l'on dit, par exemple, que l'activité se déplace vers l'aval, c'est vrai et faux en même temps. Il y a un grand pôle énergétique certes, mais lorsque vous en faites abstraction, il reste, à Nantes, un port avec une forte filière économique, qui représente 25% de tout le reste, hors énergétique. Et c'est un port qui se

développe. Il y a des changements et des évolutions géographiques, et nous participons énormément, avec Nantes métropole, à cette reconversion qui est en train de se faire. Je suis également très heureux quand je vois qu'il y a une station du tramway appelée "Gare maritime", qui reprend véritablement son nom avec le développement et l'usage du fleuve pour ce type d'activités.

Je crois qu'il faut donc arrêter de dire que le port est totalement autonome, par rapport au reste. C'est un outil qui appartient à l'ensemble et qui contribue à l'activité de l'ensemble. Il n'y a pas de raisons de nous opposer à cette préservation de l'estuaire. Nous essayons de le faire le plus intelligemment possible. Il faut arrêter de revenir sans arrêt sur un certain passé où la "culture écologique" n'était pas aussi forte que maintenant.

Il est vrai que lorsque l'on regarde les anciens plans d'aménagement qui existaient sur l'estuaire de la Loire – j'en ai d'ailleurs retrouvé un récemment, qui n'avait pas été fait par le port, mais par un organisme d'aménagement du territoire qui existait dans les années 80 –, à Paimboeuf, Donges, etc., il y avait des darses partout. Nous n'en sommes évidemment pas là, et heureusement, dans un sens. Cependant, il ne faut pas non plus empêcher le port de se développer, surtout si l'on veut que la métropole participe au développement international. Il se développe sur un territoire qui est fragile et protégé, et c'est effectivement dans cet axe que nous devons tous travailler.

**Philippe Dossal**

Nous allons continuer avec Jean-Claude Demaure. Monsieur Demaure, vous connaissez bien l'estuaire. Aujourd'hui, nous sommes plutôt dans des dispositions psychologiques qui font que l'on a vraiment l'impression d'être à un tournant historique, c'est-à-dire que l'on va pouvoir travailler ensemble. Comment ressentez-vous les choses ?

**Jean-Claude Demaure**

La première surprise heureuse que j'ai eue ce matin, c'est la découverte du nom du concept sur lequel nous travaillons : l'éco-métropole. Cela me rappelle – et je l'ai signalé tout à l'heure dans un atelier – l'éco-développement d'Ignacy Sachs dans les années 75-80, c'est-à-dire un développement réellement équilibré et où l'on ne considère plus l'environnement comme le faire-valoir du développement, de l'économie ou l'accompagnement. Je suis intimement persuadé, et c'est quasiment une obsession, qu'aujourd'hui – et nous l'avons bien vu, ce matin,

dans les débats –, les facteurs environnementaux sont des facteurs de développement en soi. Ce ne sont pas uniquement des facteurs de développement qui peuvent accompagner d'autres. Notamment, dans cette vaste zone humide intermédiaire, entre Nantes et Saint-Nazaire – il y a environ entre 15 000 et 20 000 ha de zone humide – c'est une zone de nature agricole aménagée ; c'est de la nature qui a été gagnée par l'homme, grâce à des travaux considérables, depuis plusieurs siècles, sur des vasières, par des chenaux, des appontements, des quais et des cales, etc. C'est une nature qui nécessite un accompagnement. Cependant, cette nature aménagée – que je compare un peu à la montagne à vache, puisque c'est une montagne à 1 000 m d'altitude, comme on la trouve un peu partout en France – présente des caractères de biodiversité assez exceptionnels. Je me suis d'ailleurs félicité en entendant Joël Batteux rappeler que cette biodiversité était un des grands atouts de cet espace métropolitain. C'est le cœur de l'estuaire géographiquement, même s'il n'est pas nécessairement le cœur battant, sur le plan de l'animation en politique.

Il y a par exemple onze types d'habitat correspondant à la directive européenne de 1992 dans cet estuaire, ainsi que neuf espèces de la directive "oiseaux", qui sont prioritaires. Il n'y a pas d'habitats prioritaires partout, puisqu'il y a des départements en France qui n'en ont aucun. Ici, nous en avons onze, uniquement sur cet espace.

Ce que je regrette en revanche, c'est que ce que connaissent les sachants, les universitaires, les chercheurs, les naturalistes, etc., n'est pas connu du public, parce qu'en fait, cet estuaire reste à découvrir. Cet estuaire, ces estuaires – puisque l'estuaire des géographes n'est pas l'estuaire des biologistes, ni celui des pêcheurs ou des portuaires, même si nous avons intérêt à nous croiser – ne sont toujours pas cartographiés aujourd'hui, et cela me surprend toujours.

Si vous voulez couvrir Nantes – Saint-Nazaire ou Nantes – La Baule au 25 millièmè, il vous faut quatre ou cinq cartes. La carte au 25 millièmè est la carte de base des gens qui travaillent sur le terrain. Après, l'on peut descendre plus bas : au millièmè. Mais il n'y a que le Port autonome de Nantes Saint-Nazaire qui, il y a déjà plus de dix ans, a élaboré une carte en recto verso de l'ensemble de son territoire. Il était relativement logique de la faire. Cette carte va de Nantes jusqu'à Pornichet, pratiquement, et sur les deux rives. Mais la carte au 25 millièmè n'existe pas. Il y avait des cartes au 50 millièmè, autrefois, mais elles n'allaient pas tout à fait de Nantes jusqu'à Saint-Nazaire, c'est-à-dire qu'elles couvraient

quand même le cœur. Elles ont un peu disparu du marché. Pourquoi la métropole ne commanderait-elle pas à l'IGN une carte de l'estuaire ? Il serait en effet utile de pouvoir se procurer ce premier outil de découverte pour savoir où l'on est.

Il faudrait ensuite accompagner ces découvertes. Je crois qu'à l'occasion de l'initiative de Jean Blaise de 2007, il y aura des navettes, qui, je l'espère, se développeront. J'ai participé avec beaucoup d'autres à la découverte de l'estuaire, depuis dix ans, avec des bateaux à passagers, avec la Compagnie maritime de navigation. Il faudrait concrétiser ce désir de découverte de cet estuaire, qui est étonnant. C'est une vraie passion. Les gens reviennent estomaqués car ils n'imaginaient pas qu'il puisse y avoir un lieu pareil si près de chez eux. Il faut faire de la pédagogie, de l'accompagnement, ce qui peut aussi créer de l'activité, notamment dans ces grandes zones humides, qui sont la plupart du temps des prairies accessibles à pied, en vélo ou à cheval. Mais les gens n'y vont pas tous seuls, parce que c'est une nature qu'ils ne connaissent pas, qu'ils ne savent pas où aller, puisqu'il n'y a pas de carte ; et en outre, les gens ne savent pas forcément comprendre le paysage : un paysage, cela s'interprète.

On peut aussi bien découvrir les outils industriels : je rappelais ce matin le choc que peut représenter le fait d'être face à la centrale de Cordemais au bout du chemin des Clarisses, dans les îles de la Maréchale. C'est une découverte. Ils se demandent s'il s'agit d'une énorme sculpture de Buren ou si c'est un outil industriel, et comment cela fonctionne. J'ai eu des échos assez étonnants ; les gens pensent que c'est une centrale hydraulique parce que c'est au bord de l'eau, par exemple.

En fait, il y a une méconnaissance structurelle de cet estuaire. Je pense que si l'on veut convaincre et faire adhérer les habitants de cette future métropole à cet espace, à sa logique de fonctionnement et à son avenir, il est nécessaire de nous y employer tous, chacun avec ses propres outils, mais aussi ensemble, en réseau. Il faut faire en sorte que les gens découvrent ce patrimoine naturel, culturel, industriel, économique et urbain, qui est exceptionnel.

### **Philippe Dossal**

Jean Viard va conclure. Cet estuaire, espace à découvrir, peut-il être aussi un espace des possibles pour tous les urbains de Nantes et de Saint-Nazaire ? Nous avons parlé ce matin de la mobilité des jeunes, de ces jeunes gens des quartiers qui ne peuvent pas se mobiliser. Cet estuaire ne représente-t-il pas un trésor qui est à nos portes que l'on ne sait pas par quel bout prendre ?



**Jean Viard**

Je ferai deux remarques. Tout d'abord, une remarque sur la discussion qui vient d'avoir lieu : la mondialisation est une affaire de bateaux, car la mondialisation se fait par des bateaux qui se déplacent tout autour de la planète. C'est un élément qu'il ne faut pas oublier car ce n'est pas du tout la fin des ports, ce qui est important dans une ville portuaire.

Deuxièmement, la France a un atout énorme, qui est d'avoir beaucoup de place par habitant, et la métropole Nantes Saint-Nazaire encore davantage. Vous avez par exemple de l'espace dans l'estuaire, en bord de mer, de nature, de rural, d'urbain, des villes avec de la place ; c'est un atout gigantesque. Il suffit d'ailleurs de se promener sur la planète pour s'en rendre compte. Il y a des pays d'Europe et du monde qui rêvent de cela. C'est également pour cette raison que les gens ont tendance à venir chez nous : parce qu'il y a de la place.

Tout cela sont des atouts. Le problème est de savoir comment faire de ces atouts un système d'emblème, c'est-à-dire s'en servir dans le cadre de la construction d'une identité collective ? Dans le mot "identité", il y a "identique", ce qui est un peu négatif, parce que cela implique qu'il n'y a pas de mouvement. Cependant, il y a aussi, dans cette expression, la notion d'héritage ; un héritage historique, un héritage politique et un héritage du travail. Et l'on y ajoute, de plus en plus, un nouvel héritage : celui de la nature ; la nature que l'homme a produite. En effet, l'homme n'a pas tout à fait inventé la Loire, mais il a quand même beaucoup produit ce territoire. Ne soyons pas naïfs : la nature est objet produit par l'homme, et il n'y a pas de nature sans le travail de l'homme, ou il n'y en a plus. Ou alors, nous allons vers des zones désertifiées, déstructurées. Tout cela constitue du travail humain.

Votre idée d'éco-métropole est assez bonne, car les autres utilisent autre chose. Certes, des choses un peu semblables ont été réalisées dans la Ruhr, par exemple. Cette idée est cependant intéressante, car votre première concurrence est Toulouse, Montpellier, Nice, Bordeaux, qui commence à bouger, Lille, qui est en démarrage, puisque la région est tellement lourde en souffrance qu'il y a encore du chemin à faire, mais cela bouge. Vous entrez dans cette course, et vous y entrez avec des atouts.

Le problème est de savoir comment les gens vont vraiment partager ce territoire. À ce sujet, je suis d'accord avec ce qu'a dit François Ascher ce matin : une métropole, ce n'est pas un million de gens statistiques, mais c'est un million de

gens qui se croisent. Ils ne se croisent pas forcément dans les lieux culturels ; ils se rencontrent plus souvent dans les matchs de football, devant la télévision, dans des endroits un peu animés le soir, etc. C'est tout cela, la culture. Évidemment, elle inclut aussi l'œuvre, la diffusion culturelle et l'apprentissage du patrimoine.

Le problème que vous voudriez résoudre, c'est de faire en sorte que tout le monde soit à moins d'une heure des uns et des autres, dans la métropole, et que cela pollue le moins possible, les deux étant combinés. J'ai beaucoup aimé cette idée, d'ailleurs. Dans cette question, il y a la notion de territoire naturel : comment l'apprendre aux enfants ? Comment ceux qui veulent y aller peuvent-ils y accéder ? Il y a des gens qui n'ont pas envie d'y aller parce qu'ils ont horreur de se baigner, de la même manière qu'il y a des gens qui ont horreur du ski ou de la nature et qui préfèrent le béton et le goudron. Aimer la nature n'est pas une obligation, mais c'est un droit démocratique de pouvoir y accéder.

Vous avez donc un haut lieu. Ce que je vous ai dit plusieurs fois, et qui me fait sourire, c'est que vous mettez votre estuaire complètement au centre. Cela me fait un peu penser à la Camargue, qui est une région magnifique, mais dont la ville, en revanche, Arles, s'enfoncé, parce que ce n'est pas la Camargue qui fait du business à Arles. Arles a un énorme problème de business. Par ailleurs, le patrimoine a d'autres enjeux.

Je pense finalement que c'est un peu la même chose pour vous. Pour moi, votre estuaire est le Central Park de 2100. Dans un siècle, vous serez deux millions, si vous avez su protéger cet espace, que vous en avez fait un lieu de travail, avec des usines. Pour ma part, les usines ne me gênent pas. Les usines de Fos-sur-Mer, par exemple, sont sur la plage la plus fréquentée de Paca ; l'eau y est la plus propre, et l'on regarde la sidérurgie de Fos en se baignant. Les filles font du monokini et la sidérurgie sort ses torchères. Il ne faut pas avoir une vision complètement séparée des pratiques...

**Philippe Dossal**

Merci. Martine, vous pouvez nous dire un mot sur les questions d'accessibilité de ce territoire. Va-t-il être accessible, à un moment donné ?

**Martine Staebler**

Je ne sais pas si ce territoire est accessible, mais en tout cas, il est méconnu, confidentiel, et il faut aller le chercher. C'est une découverte qu'il faut faire. Je pense bien sûr qu'il faut évidemment démocratiser cet accès, mais il est vrai que l'on est dans un territoire un peu mystérieux, qui représente cependant une grande valeur.

**Philippe Dossal**

Ainsi, si j'ai bien compris Jean Viard, il nous reste 94 conférences métropolitaines avant d'arriver à nos objectifs. Pour autant, nous allons maintenant laisser la place aux politiques, qui vont réagir à l'ensemble des travaux de cette journée. □

# TABLE RONDE DE CONCLUSION

Intervenants :

Yves Métaireau (Maire de La Baule-Escoublac, président de Cap Atlantique)

Jean-Claude Le Gall (Président de la Communauté de Communes Loire et Sillon)

Patrick Mareschal (Président du Conseil général de Loire-Atlantique)

Jean-Marc Ayrault (Président de Nantes Métropole et du Syndicat mixte du SCOT de la métropole Nantes Saint-Nazaire)

Claude Ménager (Président de la Communauté de Communes Erdre et Gesvres)

Jacques Auxiette (Président du Conseil régional des Pays de la Loire)

Joël Batteux (Président de la Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire)

Marcel Huou (Vice-président de la Communauté de Communes Cœur d'Estuaire)

Animateur :

Stéphane Courgeon (Journaliste)

## Table ronde de conclusion

### Intervenants :

Yves Métaireau (Maire de La Baule-Escoublac, président de Cap Atlantique)

Jean-Claude Le Gall (Président de la Communauté de Communes Loire et Sillon)

Patrick Mareschal (Président du Conseil général de Loire-Atlantique)

Jean-Marc Ayrault (Président de Nantes Métropole et du Syndicat mixte du SCOT de la métropole Nantes Saint-Nazaire)

Claude Ménager (Président de la Communauté de Communes Erdre et Gesvres)

Jacques Auxiette (Président du Conseil régional des Pays de la Loire)

Joël Batteux (Président de la Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire)

Marcel Huou (Vice-président de la Communauté de Communes Cœur d'Estuaire)

### Animateur :

Stéphane Courgeon (Journaliste)

### Stéphane Courgeon

Le but de cette table ronde est d'essayer de dégager quelques grands axes de développement possible de cette métropole, sans être exhaustifs, car je ne crois pas que ce soit le but, et je ne pense d'ailleurs pas que ce soit souhaitable.

Avant de dégager les pistes et ces grands axes, je voudrais avoir le ressenti sur cette journée, de votre part à tous.

### Yves Métaireau

Je crois que toute cette journée a été particulièrement enrichissante pour mieux redéfinir ce que nous pouvions ressentir, les uns et les autres, de Nantes métropole, Nantes Saint-Nazaire. Il faut quand même bien voir qu'il ne s'agit pas d'une

structure administrative supplémentaire. Je crois que nous entrons dans une nouvelle époque, peut-être une sorte de démocratie évoluée ; en même temps, l'on identifiera mieux un secteur à travers des noms de ville qu'à travers des noms de structure, notamment pour l'étranger. Je pense que le fait de dire "Nantes Saint-Nazaire La Baule", ainsi que les autres communes, évidemment, cela parle bien à l'étranger et aux structures nationales ou internationales, parce que tout le monde sait où cela se situe. Je crois que c'est peut-être une façon d'identifier cette grande métropole qui voit le jour, un plus élargie vers l'ouest, aujourd'hui.

### Stéphane Courgeon

Est-ce que vous pensez que cette métropole se tourne aujourd'hui suffisamment vers La Baule ?

### Yves Métaireau

Incontestablement, puisque vous y êtes, ce qui est un signe fort...

Peut-être qu'à travers des projets concrets, et en particulier un développement du tourisme, notamment du tourisme d'affaires, sur lequel nous avons mis l'accent ce matin, qui est un projet très concret, La Baule apportera son expérience et son savoir-faire, dans un domaine qui n'était peut-être pas spontanément le domaine vers lequel était tournée jusqu'ici la métropole Nantes Saint-Nazaire. Je crois que c'est l'addition de ces valeurs qui va aussi lui donner peut-être une ouverture supplémentaire au niveau international.

### Stéphane Courgeon

Merci. Passons maintenant la parole à votre voisin, le vice-président de la Communauté de communes Cœur d'estuaire. Vous étiez ce matin dans l'atelier 2 consacré à l'ouverture vers l'international. Vous êtes l'intercommunalité la plus petite de la métropole Nantes Saint-Nazaire, avec 11 000 habitants. Lorsque vous entendez parler, comme dans le cadre des ateliers, d'ouverture sur l'international, comment vous sentez-vous en tant que Communauté de communes Cœur d'estuaire, la plus petite ? Est-ce que vous vous sentez concerné par le sujet ? Si oui, en quoi ?

### Marcel Huou

Je pense que cette journée témoigne de l'importance de ce projet par rapport aux limites géographiques des structures ; c'est un projet collectif, commun, et

les limites géographiques de nos différentes structures intercommunales importent peu. C'est pour nous une réelle prise de conscience d'adhérer à ce projet commun et d'œuvrer dans ce sens-là. En effet, nous savons très bien que nous ne conserverons pas seuls l'attractivité de nos territoires. Les débats ont donc été d'une très grande qualité, et nous ne pouvons qu'être fiers d'y être associés, bien sûr.

#### **Stéphane Courgeon**

Jean-Claude Le Gall, comment vous situez-vous, sur ces territoires médians entre Nantes et Saint-Nazaire ?

#### **Jean-Claude Le Gall**

Tout d'abord, je crois qu'il faut rappeler que cela fait déjà quatre ans que nous travaillons sur ce dossier, que nous sommes habitués à travailler ensemble. Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a quatre ans, chaque commune œuvrait toute seule, sans aucune aide. Nous avons, sur le territoire Loire et Sillon, dont le chef lieu de canton est Savenay, une commune qui s'appelle Lavau-sur-Loire et qui comporte 600 habitants. Que peuvent-ils faire seuls dans le contexte métropolitain actuel ?

Aujourd'hui, nous avons travaillé tous ensemble, et ce travail en commun, par le recul qu'il suppose, nous a permis à tous de grandir sur l'évolution de notre propre territoire au plus proche, c'est-à-dire la commune, mais également sur le territoire de la Communauté de communes Loire et Sillon. De ce fait, cela nous a permis de mieux nous situer dans cette métropole Nantes Saint-Nazaire. Que ce serait-il passé si nous n'avions pas accepté de participer à cette métropole ? Le Scot n'existerait pas. Il fallait une continuité de territoire, et nous sommes aujourd'hui très heureux d'avoir contribué à l'existence d'un Scot métropolitain bénéfique pour tous.

#### **Stéphane Courgeon**

Quelles paroles avez-vous entendues qui vous ont particulièrement marqué, aujourd'hui ? Quelles idées allez-vous retenir ?

#### **Jean-Claude Le Gall**

Il y a tellement d'idées que nous avons retenues déjà au fil du temps qu'en choisir une spécifiquement est difficile. Je crois que ce que je retiendrai particu-

lièrement est cette évolution des mentalités des élus communaux et communautaires et cette volonté farouche de vouloir travailler ensemble.

#### **Stéphane Courgeon**

La parole est à Patrick Mareschal. Avant d'entrer dans les détails de proposition d'axes de développement, quelle est votre réaction, en quelques mots, sur cette journée et sur ce que vous avez entendu jusqu'à présent ?

#### **Patrick Mareschal**

Ma première réaction est que cette rencontre semble aujourd'hui naturelle. En effet, un grand nombre d'acteurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle sont présents, attentifs, participatifs à cette rencontre.

Si je dis cela, c'est parce qu'ayant le privilège non exclusif d'être un peu ancien dans ces réflexions, je constate qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Je voulais rappeler un moment déjà lointain du début des années 70, où s'était constitué un groupe de chefs d'entreprises industrielles, essentiellement, qui s'appelaient le Gédimo, c'est-à-dire le Groupe d'études pour le développement industriel de la métropole de l'Ouest. Ce groupe ne pouvait pas se réunir ailleurs qu'entre les deux, c'est-à-dire à La Ferme – je crois d'ailleurs que le restaurant existe toujours –, parce qu'il était impensable, pour les uns et pour les autres, que la réunion puisse se tenir soit à Nantes, soit à Saint-Nazaire. Je pense qu'il y a donc du chemin parcouru, et la principale leçon que je retiens est que cette rencontre existe, qu'elle paraît naturelle à tout le monde et que tout le monde souhaite y apporter sa pierre.

#### **Stéphane Courgeon**

Nous déjeunerons donc l'année prochaine à La Ferme en souvenir, même si nous serons peut-être un peu nombreux. Jean-Marc Ayraut, pouvez-vous nous livrer également une réaction sur la journée, avant d'aller un peu plus loin ?

#### **Jean-Marc Ayraut**

L'essentiel, pour moi, est que cette rencontre ait lieu. Elle a eu lieu l'année dernière et nous l'avons fait précéder d'autres rencontres, dont une avait eu lieu à Saint-Nazaire, une autre à Nantes, etc. Mais l'année dernière, la rencontre avait le même format que cette année, un peu plus élargi encore cette année, et le fait que l'on ait pu tenir à nouveau cette réunion avec des contributions extérieures

nous montre bien qu'il s'agit d'un fait politique en tant que tel. Le fait qu'elle ait lieu et que l'on y apprenne encore quelque chose me paraît par ailleurs important. Nous progressons ensemble, et il n'y a pas besoin d'aller à La Ferme, puisque nous allons à Nantes, à Saint-Nazaire, nous sommes accueillis à La Baule. Je pense que cela aussi est très symbolique.

Il y a évidemment encore beaucoup de chemin à faire. Mais le principal enseignement que je tire est quand même que cette rencontre ait eu lieu et qu'il s'y est dit beaucoup de choses intéressantes. La réunion a été très riche, même si je pense qu'il y a encore beaucoup à travailler ; ce sera la suite de cet échange.

#### **Claude Ménager**

Je pense que l'on a beaucoup parlé de Nantes, de Saint-Nazaire et de La Baule, mais il y a aussi, comme l'a dit Jean-Claude Le Gall, les territoires intermédiaires, qui comptent beaucoup pour l'évolution du Scot et qui entrent pour beaucoup dans le travail qui est fait actuellement. Je pense que ce travail est positif ; la journée est là pour en témoigner. C'est un travail qui est fait en commun entre les élus et entre les techniciens, et je pense que sans cette entente, nous n'avancerions pas.

La communauté de communes d'Erdre et Gesvres est sur un territoire qui est en vue, actuellement. Tous seuls, il nous serait difficile d'avancer et de faire face à ce qui sera demain, sans doute, l'emplacement d'une activité est très important. La Ferme n'est pas loin, nous pourrions nous y retrouver, et nous ne serons pas loin du projet en question.

#### **Stéphane Courgeon**

Jacques Auxiette, vous avez peut-être aussi une réflexion à faire ?

#### **Jacques Auxiette**

Je n'ai pas participé ce matin, mais mes collaborateurs m'ont fait quelques comptes-rendus et j'ai également regardé le compte-rendu des tables rondes de tout à l'heure. En tant que président d'un pays qui est à la fois le territoire d'une charte de développement, mais aussi d'un Scot, je voudrais souligner et saluer l'intelligence collective des responsables et des élus qui sont ici présents, pour avoir dépassé leurs limites territoriales – et ceci a été exprimé par le président du Conseil général de Loire-Atlantique – et pour aboutir à une réflexion aussi large, aussi profonde et aussi nécessaire, avec le double aspect que nous avons perçu : j'enfonces des portes ouvertes, mais tout le monde voit bien aujourd'hui, que l'on

soit à la tête d'une grande ville ou d'une plus petite commune, que l'on ne peut pas résoudre les problèmes des habitants du territoire dont on a la responsabilité sur le seul territoire administratif et politique sur lequel on est élu. C'est quand même la réalité que manifeste votre organisation sur le schéma de cohérence territoriale, avec toutes les interactions qui ont été exprimées.

Mais ce qui est apparu aussi, c'est que l'on a mêlé dans la discussion territoire de proximité, satisfaction des besoins de proximité, du développement territorial, en intégrant aussi cette réflexion dans la dimension de la mondialisation. Autrement dit, l'on voit bien qu'il y a là une réflexion à la fois liée aux besoins de proximité, mais aussi liée aux nécessités du développement mondial, que seul un espace de cette nature, avec les potentialités qu'il recueille, peut permettre. C'est-ce que je retiens essentiellement, mais j'espère avoir l'occasion tout à l'heure de donner quelques petites réponses, parce que l'on est interpellé sur un certain nombre de sujets. Je crois qu'à travers ce que j'ai entendu, les politiques que nous essayons de développer au niveau du Conseil régional doivent correspondre à ces besoins du territoire, et notamment aux besoins du territoire métropolitain.

#### **Stéphane Courgeon**

Nous allons effectivement entrer dans les grands axes à développer tout à l'heure. Joël Batteux, est-ce que, à la suite de cette journée, vous êtes convaincu que la dynamique métropolitaine est véritablement une réalité ?

#### **Joël Batteux**

Je voudrais faire plusieurs observations. Tout d'abord, la conscience métropolitaine, l'esprit métropolitain, ont progressé de manière fulgurante en quelques années. Cependant, en contrepartie, nous avons encore beaucoup de progrès à faire pour que notre métropole soit repérée, identifiée et révélée de l'extérieur, même pour les citoyens à l'intérieur. Aujourd'hui, l'esprit métropolitain est largement partagé par la plupart des responsables, comme Jean-Marc Ayrault en faisait la remarque tout à l'heure. Mais il n'est pas certain qu'il n'y ait pas des efforts à faire pour que tous les citoyens en soient aussi conscients.

Deuxièmement, j'ai remarqué que les deux conférenciers, au lieu de parler de "votre métropole", nous ont chaque fois parlé de "votre ville". Ariella Masboungi l'a relayé tout à l'heure en disant : vous êtes en train de faire une ville dans une forme que nous ne connaissons pas jusqu'à présent, mais dont, à mon avis, les

principales fonctions vont rester identiques, à commencer par la fonction de représentation à laquelle je tiens beaucoup depuis longtemps, la fonction de centralité.

### **Stéphane Courgeon**

Vous voulez parler d'une ville Nantes Saint-Nazaire ?

### **Joël Batteux**

Il y a une ville de Nantes qui est bien identifiée et elle a des quartiers qui sont parfaitement identifiés, de même pour Saint-Nazaire. Chantenay, Rezé, Saint-Herblain, vus de l'extérieur, c'est le territoire de Nantes. Il nous faut qualifier, rendre cette métropole repérable. Il nous faut chercher un centre.

Pour ma part, je suis plus optimiste que Jean Viard, parce que je pense que le centre de cette métropole est l'estuaire. Je pense qu'il deviendra le centre plus vite qu'en 2100, à condition que l'on ait vraiment conscience de son importance. En effet, comme les villes, les métropoles ont une raison d'être. Or, la raison d'être de notre métropole est l'estuaire. S'il n'y avait pas l'estuaire, il n'y aurait ni Nantes, ni Saint-Nazaire et nous ne parlerions probablement pas aujourd'hui de métropole. Ainsi, la raison d'être de la métropole est l'estuaire, et c'est la raison pour laquelle j'applaudis des deux mains l'initiative qui a été prise, à la suite de Jean Blaise, sur cette opération "Estuaire 2007". Il faut qualifier cette métropole, la rendre repérable au niveau français, européen et au-delà, si possible.

Je vois quand même des axes de progrès. Notre métropole n'est pas très bien localisée, d'autant moins que l'on parle à la fois de la métropole Nantes Saint-Nazaire et de métropole Loire-Océan. Ce n'est pas très clair, et cela risque de nous coûter. Je suggère donc que l'on parle de la métropole Nantes Saint-Nazaire et qu'ensuite, l'on parle des différentes ceintures, comme dans la région parisienne : la première ceinture, la deuxième, la troisième, etc. Ce serait quand même sans doute plus lisible.

Enfin, il y a un risque : une métropole doit rayonner sur 360 degrés. Je vois un risque de mono-orientation, ou tout au moins d'orientation trop privilégiée de la métropole vers le nord et le nord-ouest. J'ai été très sensible à la proposition de monsieur Viard de s'ouvrir sur La Rochelle. En ce qui me concerne, j'irais même plus loin : jusqu'à Tours, de manière à ce que cette métropole rayonne effectivement sur 360 degrés.

### **Stéphane Courgeon**

Patrick Mareschal, j'ai deux questions. Tout d'abord, les limites de ce territoire mériteraient-elles d'être un peu élargies, selon les thématiques traitées ?

### **Patrick Mareschal**

Je crois que le problème est qu'il ne faut pas de limites. En effet, je pense qu'un territoire de projets est sans cesse évolutif en fonction des projets. Font partie de la métropole ceux qui ont conscience d'avoir des enjeux communs et ceux qui veulent avoir des projets ensemble. Ce territoire va bouger encore. C'est pourquoi il ne faut pas l'enserrer dans des limites prédéfinies. Bien sûr, les communes existent, bien sûr, les intercommunalités ont leur territoire, bien sûr, le Scot a un périmètre officiel, administratif et reconnu par décret ou arrêté. Mais la métropole est autre chose ; c'est un territoire de projets, qui ne nécessite pas d'avoir des limites. De ce point de vue, je voudrais dire, puisque je circule un peu en dehors de la zone strictement estuarienne, que des territoires comme ceux de Nozay ou de Blain souhaitent participer à la réflexion, à tel point qu'ils viennent de décider d'adhérer à l'agence d'études urbaines de l'agglomération nantaise.

Ceci étant, il arrive que, lorsque l'on parle de la métropole dans le nord du département – comme cette semaine, lors d'une rencontre, où j'informais les gens de la tenue de cette conférence –, les gens nous répondent qu'ils n'en font pas partie. En réalité, ils en font partie puisqu'ils travaillent ici, parce qu'ils se déplacent, parce que tout ce qui s'y passe peut les intéresser. Y a-t-il un dehors et dedans ? Je ne crois pas. Il y a sans doute encore un peu un "haut" et un "bas". Les décideurs sont plus conscients de ces questions, et ce qui est certain, c'est qu'il faut le faire partager à l'ensemble des citoyens.

### **Stéphane Courgeon**

Est-ce que vous n'avez pas l'impression, en tant que conseiller général de Loire-Atlantique, que les habitants du département vivent la métropole sans le savoir ? Est-ce qu'ils se sentent métropolitains, selon vous ?

### **Patrick Mareschal**

En fait, je ne pense pas qu'ils se posent franchement la question en ces termes-là. Ils se demandent plutôt combien de temps il leur faut attendre pour entrer dans la ville de Nantes ou de Saint-Nazaire, de quels transports ils disposent pour aller à l'hôpital ou pour que leurs enfants puissent aller à l'université... Je pense que de ce point de vue, la conscience d'un territoire relativement interpénétré, sans

frontières fixes, est réelle. Je pense qu'il faut le prendre cela en compte.

### **Stéphane Courgeon**

Comment peut-on faire en sorte qu'ils se sentent plus métropolitains ?

### **Patrick Mareschal**

C'est à nous de faire le travail, c'est pour cela que je souhaite qu'il n'y ait pas de limites précises. Il faut que tous ceux qui ont des projets en commun puissent les faire partager, c'est-à-dire que les différentes collectivités qui les représentent y participent.

Par ailleurs, une des problématiques qui me paraît se poser aujourd'hui est que même si nous avons encore de l'espace – nous ne sommes pas encore pris à la gorge, puisque la densité de la Loire-Atlantique est peut-être de 180 habitants / km<sup>2</sup>, alors que pour la Hollande, que nous évoquions tout à l'heure, c'est autour de 400 habitants –, la question du partage d'un espace limité et, pour partie, à préserver, se pose néanmoins. Ce ne peut être que l'ensemble des acteurs qui peuvent réfléchir à la meilleure façon de répondre aux attentes des habitants sans gaspiller l'espace. C'est pour cela qu'il faut que cette réflexion soit approfondie et permanente.

### **Stéphane Courgeon**

Jacques Auxiette, en tant que président de la Région à laquelle appartient la métropole, comment concevez-vous ce territoire et sur quoi, selon vous, se fonde avant tout ce territoire de la métropole Nantes Saint-Nazaire ?

### **Jacques Auxiette**

Dans les discours que nous sommes si souvent amenés à faire, j'essaie de synthétiser en disant qu'en ce qui concerne la région des Pays-de-la-Loire, ce qui la représente le mieux est l'estuaire. Quand on dit l'estuaire, comme l'a dit Joël Batteux, c'est évidemment cet effet métropolitain qui traduit la réalité administrative, politique et les projets qui sont liés à ce territoire – j'en ajoute un peu, puisqu'il faut que je regarde non seulement à l'ouest, mais aussi à l'est : à l'autre bout il y a Fontevreau, et je fais cet équilibre qui n'est pas un exercice de corde raide, mais qui est une réalité à la fois géographique et symbolique, à la fois par rapport à l'histoire et par rapport aux enjeux.

Je ne vais peut-être pas tout à fait répondre à votre question – j'ai vu tout à l'heure

les interrogations qui étaient exprimées dans les deux premières tables rondes –, mais vous verrez tout à l'heure, à travers des propositions concrètes, comment l'on peut déjà apporter un certain nombre de réponses. La notion de bureau de représentation à Bruxelles a été évoquée ; il ne faudrait surtout pas en créer un autre, car il y en a déjà un avec les trois régions. Il est à votre disposition. Monsieur le maire de La Baule est venu ; il faut utiliser les structures existantes et non pas réinventer des choses qui existent.

Le deuxième élément concerne la dimension d'ouverture aux relations internationales. Je crois que l'on a en donné quelques exemples récents. Il ne s'agit pas, pour la Région, d'inventer une politique d'ouverture internationale, mais il faut que la Région s'appuie sur ce que font les territoires. Et si les territoires, et en particulier Nantes, sont allés à Qingdao, c'est parce qu'il y avait des contacts entre la ville de Nantes et Qingdao et avec la Chine. Autrement dit, nous avons là cette dimension d'ouverture internationale.

Sur le lycée international – voire sur la cité internationale, qui est un projet dont nous avons déjà discuté, qui correspond effectivement à une nécessité –, le terrain est à peu près trouvé sur l'Île de Nantes. Nous en sommes aujourd'hui à la réflexion sur la coordination avec les besoins en lycées et en cités scolaires sur l'agglomération nantaise. Cela amène d'ailleurs aussi les collèges, avec une réflexion avec le Conseil général. Je pense que d'ici la fin de l'année – c'est en tout cas l'objectif que nous nous sommes fixé –, nous aurons une réponse précise à cela. J'ajouterai qu'autour de cet établissement – mais je ne veux pas m'immiscer dans les responsabilités de la métropole, y compris avec les chambres consulaires –, nous pouvons aussi accueillir certaines fonctions internationales, notamment les différents consulats qui sont présents ici. Cela permettrait d'avoir un lieu d'identification et d'ouverture internationale pour l'ensemble de la métropole et de la région.

Bien entendu, sur les questions métropolitaines, la dimension de déplacement est quand même essentielle. La Région y exerce une compétence limitée sur les transports ferroviaires et le système cadencé. Nous venons de commander quelques trains et qui pourront éventuellement conforter cette dimension dans des délais rapides.

Il y a, bien sûr, la formation : vous avez également évoqué la notion de vocation industrielle. Nous avons fait la rentrée dans les établissements, essentiellement dans les lycées professionnels et dans les centres de formation d'apprentis –

nous avons ouvert la Maison de l'apprentissage à Saint-Nazaire – pour bien affirmer que la dimension ou la vocation industrielle de l'estuaire, de la métropole, mais aussi, plus largement, de la région, est une réalité qui nous concerne. Et nous mettons en œuvre un certain nombre de moyens pour le faire.

Je termine par une autre proposition concrète. Nous avons sorti une petite fiche pour montrer combien la Région investit à travers les contrats territoriaux qui concernent l'ensemble des territoires représentés ici, mais dans une réflexion séparée, autonome, sans doute parfois un peu complémentaire dans les besoins que vous avez exprimés. Cette somme s'élève à 42,3 M d'euros pour la période des trois ans.

Alors, je ne sais pas si c'est une fausse bonne idée, mais j'ai entendu "territoire de projets" par exemple. Si vous, qui êtes responsables, ici – c'est une interrogation, mais ce ne sont ni Bruxelles, ni Bercy qui décident à notre place –, vous estimez que pour accompagner cette démarche, il y a besoin d'avoir, au-delà des études et des réflexions, l'identification d'un certain nombre de projets partagés, qui se répartissent bien évidemment sur le territoire que vous représentez, et qui est le label que vous aurez défini, c'est-à-dire le label métropolitain – et je crois qu'il faut aller vers une démarche de cette nature –, le Conseil régional est prêt à vous accompagner dans une démarche qui reste à préciser, pour participer financièrement à cette nécessité d'avoir une métropole pour la région, mais également pour le Grand Ouest en général. Cela peut se faire sous une forme de contractualisation sur des projets précis, que vous aurez vous-mêmes décidés. Cela n'est pas forcément exclusif d'une relation plus fine avec les territoires représentés ici.

Voilà ce que j'ai perçu comme étant un élément permettant d'avancer dans une étape supplémentaire de votre réflexion et de la traduire par des réalisations que vous aurez décidées ensemble.

#### **Stéphane Courgeon**

Cette métropole Nantes Saint-Nazaire est assez unique sur le territoire de la région. Est-ce qu'elle n'a pas une valeur d'exemplarité pour d'autres territoires de la région, dans sa construction ?

#### **Jacques Auxiette**

Je crois que ce n'est pas le même niveau. Ce que je n'ai pas dit en la matière, parce que je n'ai pas voulu l'évoquer – et je vais prendre l'exemple modeste qui est celui dont je m'occupe un peu, non sans mal, et vous devez d'ailleurs le vivre vous-mêmes, mes collègues –, est la légitimité politique des élus, au-delà de la réflexion partagée entre vous, avec les consensus nécessaires pour cela. Quand l'on se pose la question – qui est celle d'un Scot – de savoir quelle stratégie avoir en matière d'habitat, d'implantation ou de développement, n'est-ce pas l'essence même de ce qui doit résulter d'un projet politique, au sens normal du terme, c'est-à-dire légitimé par le suffrage universel, sur des questions de cette nature ?

Je n'en fais pas une condition, mais je me pose la question, dans l'exercice de mes responsabilités, non pas de président de Région, mais de président d'un pays qui s'occupe d'un Scot, de la légitimité qui est la mienne en tant qu'ancien maire de La-Roche-sur-Yon, pour travailler dans ce domaine-là. Cela rejoint un peu la réflexion que vous avez formulée sur la place de la "population", des citoyens, de la démocratie, finalement, dans ces enjeux essentiels du développement du territoire. En effet, si toute la réflexion se fait dans des enceintes de cette nature, il est évident que l'on vide une partie de la responsabilité même des territoires de proximité sur lesquels nous sommes élus. C'est une interrogation ; ce n'est pas simple à gérer.

Je terminerai en disant qu'il ne faut pas non plus que la métropole Nantes Saint-Nazaire ne s'occupe que d'elle-même. Elle a une nécessité – et je le salue comme étant un élément essentiel – de se tourner vers l'ouest – et l'on a parlé de ces frontières de Montréal et New York –, mais il faut aussi qu'elle se tourne vers le plateau continental, à la fois dans la région, au nord et au sud. La fonction même de cette grande métropole de l'Ouest est de pouvoir rayonner et de s'intéresser – ce qu'elle fait – à son environnement. Je donne un chiffre : entre Nantes et Angers, il y a un million cinq cents mille voyageurs dans les TER par an ; entre La Roche-sur-Yon et Nantes, il y a un million de voyages par an. Cela montre que l'effet métropolitain existe : inutile de faire un grand discours.

Il faut donc – et c'est aussi la responsabilité du Conseil régional, bien sûr – non seulement afficher clairement l'intérêt que trouvent les territoires à cette métropole. Je l'ai fait bien avant d'être président de Région, au sein du Conseil régional ; j'étais vendéen, donc je n'étais pas suspecté de privilégier la métropole



Nantes Saint-Nazaire : j'ai toujours affirmé et constaté que la Vendée, notamment, profitait du développement de la métropole Nantes Saint-Nazaire dans ce que l'on appelle le rayonnement vendéen. Ce rayonnement n'est évidemment pas tombé du ciel, car il est aussi lié à son environnement.

Pour éviter des fausses concurrences entre Angers, Le Mans, et peut-être un peu Laval et La-Roche-sur-Yon, qui sont à un autre niveau dans l'armature urbaine, les relations doivent être traitées. Par exemple, il était indispensable qu'en matière d'enseignement supérieur, la coordination des établissements qui se sont développés à Nantes – que ce soient les universités ou les grandes écoles –, puisse se faire. C'était sans doute l'une des conditions du développement du secteur universitaire et de la recherche sur l'agglomération, sur la région, sur la métropole, mais il faut que l'on puisse articuler avec la réalité régionale et la réalité interrégionale. Le hasard a fait que j'ai rencontré l'un des responsables du CNRS, au début de la semaine, chargé du développement universitaire et de la recherche. Il considère que nous nous devons – et les collectivités ont là une responsabilité – de faire évoluer les structures de la recherche et de l'université dans la région, pour que, tout en confortant la dimension métropolitaine de ce secteur, nous puissions intégrer et profiter de ce qui existait déjà, c'est-à-dire des collaborations sur les matériaux, sur la santé et autres, qui dépassent la dimension métropolitaine. Autrement dit, sur un certain nombre de secteurs, la métropole ne se suffit pas non plus à elle-même.

### **Stéphane Courgeon**

Tout à l'heure, vous avez soulevé la question de la participation des citoyens et du moyen de faire en sorte qu'ils se sentent concernés. À ce propos, Jean-Marc Ayrault, je voudrais peut-être reprendre un peu ce que vous disiez l'année dernière. En effet, j'ai la copie de votre discours de l'an dernier : "Il faut donner une dimension citoyenne au débat public. Soyons imaginatifs et créatifs. Avec plus d'un million d'habitants, il n'est pas facile d'organiser ce débat public, mais il faut le faire, et en trouvant des systèmes modernes. Il ne faut pas que cela reste entre nous. Quand il y a un trop grand décalage entre ceux qui ont la chance de pouvoir disposer d'informations et les citoyens, qui ont autant d'intelligence que nous pour comprendre les choses, il se creuse un fossé énorme de compréhension. À ce moment-là, quand il est temps de prendre des décisions et de faire des choix, cela ne marche pas. Il y a des explications. Nous sommes tous responsables de cela." Alors, un an après ?

### **Jean-Marc Ayrault**

Un peu plus d'un après, je le pense toujours, parce que nous lançons des concepts, des idées, des démarches et nous avons aussi des projets. Nous venons d'en parler ici. De plus, il est vrai que si l'on veut que cela fonctionne, il faut que nous trouvions des solutions pour associer davantage le cercle de ceux qui vont se sentir concernés et qui eux-mêmes sont aussi des acteurs de ce projet que j'ai appelé ce matin "projet partagé". Cela n'est pas facile. Nous avons tous des expériences dans nos communes ou dans les collectivités. C'est-ce que l'on appelle la démocratie participative. Nous testons, nous expérimentons, nous enrichissons, nous évaluons ; mais il est vrai qu'à l'échelle du territoire métropolitain, qui est vaste, qui n'a pas de frontières et qui est pourtant notre avenir, cette question se pose. Je l'avais posée l'année dernière et elle se pose encore. Cette réunion a montré, à l'évidence, qu'il y avait un progrès à chaque étape entre les élus, les responsables économiques, sociaux ou culturels, et cela est très positif. Cependant, l'un des journaux qui a couvert cette réunion d'aujourd'hui a interrogé quelques citoyens. Évidemment, ce n'est pas un sondage et ce n'est pas vraiment représentatif, mais cela donne la tendance suivante : les habitants de notre territoire peuvent vivre tous les jours la métropole, et ils la vivent d'ailleurs, puisqu'ils vont d'un lieu à l'autre, qu'ils travaillent ici mais habitent là et consomment ailleurs, qu'ils ont des pratiques culturelles et des relations amicales ou sociales. Jean Viard a très bien expliqué tout cela. François Ascher aussi, qui a parlé de la question de la mobilité comme élément essentiel du développement durable. Je pense qu'en effet, il y a un décalage entre ce que nous pouvons dire, penser et que je crois juste, avec ce que pensent les citoyens.

Pourquoi ai-je parlé de "projet partagé" ? François Ascher a réagi en se demandant s'il ne s'agissait que d'un projet partagé entre les élus et les décideurs économiques et sociaux. Pour ma part, je pensais également aux citoyens. Comment faire ? Je n'ai pas la formule magique. Nous avons une expérience que Jacques Auxiette connaît bien aussi, puisqu'elle a été pratiquée au Gart, le Groupement des autorités responsables des transports publics, qui avait tenu son congrès à Nantes, il y a trois ans. Le Gart nous avait restitué les travaux d'un panel de citoyens qui avaient travaillé dans un atelier : "les ateliers des déplacements". Ces travaux avaient été réalisés à l'échelle nationale avec des personnes qui avaient accepté de jouer le jeu à partir de leur propre expérience, de leur propre pratique des déplacements – voiture, transports publics, TER ou autres modes de transport. Ces citoyens se sont demandé comment tenir compte des contraintes nouvelles,

comment continuer à se déplacer et quelles étaient les pratiques nouvelles, les réponses nouvelles, les propositions, les préconisations et les interpellations à l'égard des décideurs publics.

Cela avait été présenté au congrès du Gart et cela avait été passionnant. À partir de là, j'ai pris l'initiative de demander au cabinet qui avait organisé cet atelier, de le faire sur Nantes. Nous l'avons fait sur le territoire de Nantes métropole, c'est-à-dire sur l'agglomération nantaise, la communauté urbaine de Nantes. Sur la base du volontariat, des personnes ayant des pratiques diverses, n'habitant pas la même commune, se sont mises ensemble. Nous leur avons d'abord apporté beaucoup d'informations, ils s'en sont saisis et ils sont allés en chercher eux-mêmes. Ils ont eu des débats entre eux sur leurs propres pratiques et ils ont ensuite réfléchi, bien au-delà d'eux-mêmes, sur l'évolution de la ville dans les années qui viennent, et sur la façon dont nous pourrions aborder ces questions. Ils ont par la suite fait part de propositions de modification de leurs propres pratiques, mais aussi de celles des décideurs publics. Cette expérience a été extrêmement intéressante.

Dès lors, je me dis une chose ; que ce soit sur ce sujet ou sur d'autres, pourquoi ne pas réfléchir ensemble à mettre en place les ateliers de la métropole ? Cela pourrait se faire en plusieurs vagues, mais je pense que c'est important qu'à un moment, toute cette information soit diffusée. Cette information est de plus en plus riche. Je constate – et je crois que Patrick Mareschal l'a rappelé encore tout à l'heure – que les intercommunalités qui ne sont pas forcément dans les Scot que nous représentons ont demandé à adhérer, par exemple, à l'agence d'urbanisme, et cela, qu'elles soient au sud de la Loire ou au nord de la Loire. Je trouve cela extrêmement positif, parce que ces élus vont recevoir énormément d'informations. Ils vont regarder un peu plus loin, mettre en perspective leur propre action et ils verront bien que l'on doit de plus en plus davantage travailler ensemble si l'on veut préparer l'avenir. Je pense cependant que cela ne doit pas être que l'affaire des élus, même si c'est extrêmement important, mais aussi des habitants eux-mêmes, qui sont les premiers concernés.

Je terminerai juste par un retour sur ce que j'ai dit ce matin au sujet de l'éco-métropole. Je voudrais être bien clair sur ce terme, qui a d'ailleurs été débattu dans la table ronde précédente. Pour moi, l'éco-métropole s'établit à partir du constat de nos atouts – notamment la qualité environnementale, avec encore des choses à améliorer pour préserver l'estuaire, qui est fragile et

complexe. En même temps, c'est un atout pour l'avenir, mais ce n'est pas la croissance zéro. Il ne faut pas qu'il y ait de malentendu. Je sais qu'il y a eu des questions à ce sujet dans les ateliers. Mais nous ne pouvons pas faire de l'estuaire un musée. Ce n'est pas parce que nous allons faire une action culturelle sur l'estuaire qu'il s'agit pour autant de transformer les usines et les établissements qui existent, en musées. Ce n'est pas du tout cela. C'est parce que dans les vingt ans qui viennent, si nous ne jouons pas la carte environnementale comme un plus économique et social, nous perdrons notre influence et nous reviendrons en arrière, parce que l'on ne voudra plus vivre ou travailler chez nous. Il faut avoir envie d'y vivre, et cela a d'ailleurs aussi été dit ce matin. Nous avons plutôt une bonne qualité de vie, que ce soit de La Baule jusqu'aux frontières du territoire ligérien. Mais il ne s'agit pas simplement de rester entre nous et de ne plus rien bouger ; il faut continuer à se développer, gagner des habitants, gagner des emplois, mais en intégrant cela, non pas comme une contrainte, mais comme un plus et comme une chance.

#### **Stéphane Courgeon**

Merci à tous. Il est réconfortant de vous entendre parler tous à l'unisson et ces propositions concrètes sont intéressantes. Merci beaucoup. C'est la fin de cette conférence métropolitaine, rendez-vous l'année prochaine sans doute. Nous l'espérons. □

# LISTE DES PARTICIPANTS

## A

<b>ALBERT Franck</b>	Nantes Métropole <i>Chargé de communication</i>
<b>ALLAIN Philippe</b>	CAP Atlantique <i>Directeur général des services</i>
<b>ALLAIN François</b>	Mairie de Campbon <i>Maire</i>
<b>ALLARD Daniel</b>	CCLS <i>Maire</i>
<b>ALLEGRET Hélène</b>	CARENE <i>Directrice de l'habitat</i>
<b>ALLIO Gérard</b>	CCI Saint-Nazaire <i>Vice-président</i>
<b>ANGOMARD Soizick</b>	SAMOA <i>Directeur adjoint</i>
<b>ARCHAMBEAUD Hugues</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Directeur de l'aménagement et du développement</i>
<b>ARDOIS Patrick</b>	Double Mixte <i>Directeur</i>
<b>ARNAUD Stéphanie</b>	Nantes Métropole <i>Chargée de mission</i>
<b>ARNAULD des LIONS Nacera</b>	Nantes Métropole <i>Attachée de presse</i>
<b>ASCHER François</b>	Institut français d'urbanisme <i>Professeur</i>
<b>AUDIC Philippe</b>	EDF – Services Nantes Atlantic <i>Délégué régional</i>
<b>AUNETTE Bernard</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Conseiller général</i>
<b>AUXIETTE Jacques</b>	Région des Pays de la Loire <i>Président</i>
<b>AYRAULT Jean-Marc</b>	Mairie de Nantes <i>Président de Nantes Métropole et du Syndicat mixte du SCOT de la métropole Nantes Saint-Nazaire</i>

## B

<b>BABICKY Michel</b>	Chambre des métiers et de l'artisanat <i>Responsable du service développement des entreprises et des tertiaires</i>
<b>BAHIRAEI N'DADDOU SOUMAYA</b>	Nantes Métropole <i>Chargée de mission développement économique</i>
<b>BAHUREL Michel</b>	Mairie de Paimbœuf <i>Maire</i>
<b>BALDUCCHI Jean-François</b>	Atlanpole <i>Directeur général</i>
<b>BARADEAU Mathieu</b>	Ville de Nantes <i>Directeur de la communication</i>

## Liste des participants

<b>BARON Gaëlle</b>	Nantes Métropole <i>Chargée de mission</i>
<b>BATAILLE Philippe</b>	École d'architecture de Nantes <i>Directeur</i>
<b>BATTEUX Joël</b>	Mairie de Saint-Nazaire <i>Président de la CARENE</i>
<b>BAUDRAIS Jean-Claude</b>	CAP Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>BAVOUX Pascal</b>	Trajectoires Reflex <i>Président</i>
<b>BEDOK Hadrien</b>	Nantes Métropole <i>Collaborateur d'élus</i>
<b>BEJOT Matthieu</b>	Ville de La Baule <i>Directeur de la communication</i>
<b>BENATRE Marie-Annick</b>	<i>Collaboratrice d'élus</i>
<b>BERGER Laurent</b>	Union Régionale CFDT <i>Secrétaire</i>
<b>BERNARD Anne-Cécile</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Chargée de mission aménagement du territoire</i>
<b>BERTHIAU Maurice</b>	Nantes Métropole <i>Développement économique international</i>
<b>BESSIN Olivier</b>	Nantes Métropole <i>Mission aménagement du territoire</i>
<b>BEUCHER Alain</b>	Réseau sécurité naissance <i>Président</i>
<b>BIGUET Christian</b>	Mairie de Lavau-sur-Loire <i>Adjoint au maire</i>
<b>BILLAUDEAU Paul</b>	Cité des congrès Nantes-Métropole <i>Directeur adjoint</i>
<b>BINET Nicolas</b>	SAMOA <i>Directeur adjoint</i>
<b>BLAISE Jean</b>	Le Lieu Unique <i>Directeur</i>
<b>BOCHER Hervé</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>BOESWILLWALD Alain</b>	SEMITAN <i>Directeur général</i>
<b>BOIS Stéphane</b>	Syndicat mixte du SCOT <i>Chef de projet</i>
<b>BOISSON Jacques</b>	Mairie de la Chapelle-des-Marais <i>Maire</i>
<b>BOISTUAUD Daniel</b>	CCRB <i>Maire de La Chevallerie</i>
<b>BOLO Pascal</b>	Ville de Nantes <i>Cabinet du maire</i>
<b>BONNIN Jean-Louis</b>	Ville de Nantes <i>Cabinet du maire</i>

<b>BONTEMPS Gilles</b>	Nantes Métropole <i>Collaborateur d'élus</i>
<b>BOUCAULT Bernard</b>	Région des Pays de la Loire <i>Préfet de Loire-Atlantique et de la Région des Pays de la Loire</i>
<b>BOUCLET Séverine</b>	CARENE <i>Chargée de mission</i>
<b>BOUILLE Marie-Odile</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Vice-présidente</i>
<b>BOYER-LECHAT Stéphanie</b>	CAP Atlantique <i>Directrice de la communication</i>
<b>BRAUN Laurian</b>	Ville de Nantes <i>Collaboratrice du maire</i>
<b>BRETECHER Claude</b>	Sautron <i>Maire</i>
<b>BREYSSE Alain</b>	NGE <i>Directeur général</i>
<b>BRIAND Maryse</b>	Mairie d'Herbignac <i>DGS</i>
<b>BRICAUD Claude</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Conseiller général</i>
<b>BUQUEN Eric</b>	Région des Pays de la Loire <i>Chargé de mission</i>
<b>BURNET Michelle</b>	CARENE <i>Direction de l'aménagement</i>
<b>BUSNEL Michel-François</b>	Nantes Métropole <i>Directeur général adjoint</i>
<b>C</b>	
<b>CADIO Jean-Luc</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Trésorier adjoint</i>
<b>CAILLE Denis</b>	Nantes Métropole <i>Directeur du développement économique et international</i>
<b>CALIPPE Yves</b>	CGT Le Mans <i>Responsable de la commission aménagement du territoire</i>
<b>CANTIN Loïc</b>	Club immobilier Nantes-Atlantique <i>Président</i>
<b>CARO Olivier</b>	SAMOA <i>Directeur adjoint</i>
<b>CERCLERON Louis</b>	Notre-Dame-des-Landes <i>Maire</i>
<b>CERCLIER Raymond</b>	Ville de Savenay <i>Vice-président CCLS</i>
<b>CESTOR Octave</b>	Nantes Métropole <i>Conseiller communautaire</i>

<b>CHABOUD Roland</b>	Caisse des dépôts <i>Directeur régional</i>
<b>CHANLON Marc</b>	CCRB <i>Directeur des services</i>
<b>CHARLES Jean-Luc</b>	Mairie de Nantes <i>Directeur de cabinet</i>
<b>CHARUEL Christian</b>	Syndicat mixte d'études de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes <i>Directeur</i>
<b>CHATELLIER Daniel</b>	CCEG <i>Conseiller communautaire</i>
<b>CHAUCESSE Jean-Noël</b>	Chambre d'agriculture de Loire-Atlant. <i>Directeur du territoire et de l'environnement</i>
<b>CHAUVIER Patrick</b>	Mairie de Lavau-sur-Loire <i>Conseiller municipal</i>
<b>CHAUVIN Yves</b>	Vertou <i>Conseiller communautaire</i>
<b>CHERREY Aline</b>	Ville de Nantes <i>Responsable du service archives</i>
<b>CHIRON Pascale</b>	Ville de Nantes <i>Conseiller communautaire</i>
<b>CHOLET Aziliz</b>	CARENE <i>Collaboratrice d'élus</i>
<b>CLEMENT Bénédicte</b>	Ville de Saint-Nazaire <i>Chef de projet PLU</i>
<b>CLOUET Jean-Pierre</b>	Chambre d'agriculture de Loire-Atlant. <i>Membre du bureau</i>
<b>CLOUTOUR Paul</b>	Nantes Métropole <i>Chargé de mission</i>
<b>COMBE Héléne</b>	Observatoire de la décision publique <i>Déléguée générale</i>
<b>CORMERAIS-DUPRE Patricia</b>	Nantes métropole <i>Collaboratrice d'élus</i>
<b>CORSET Michel</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Directeur</i>
<b>COURGEON Stéphane</b>	<i>Journaliste</i>
<b>COUSIN Maurice</b>	AURAN <i>Architecte urbaniste</i>
<b>COUTAND Guillaume</b>	CCEG <i>Technicien</i>
<b>CUSSONNEAU Gilles</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Délégué</i>
<b>D</b>	
<b>DAGAULT Chantal</b>	SGAR – Pays de la Loire <i>Chargée de mission politiques urbaines</i>

<b>DANIEL Yves</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>DANIEL Gaëlle</b>	CARENE <i>Chef de projets</i>
<b>DANTEC Ronan</b>	Mairie de Nantes <i>Adjoint au maire</i>
<b>DARD Patricia</b>	Nantes Métropole <i>Chargée d'études</i>
<b>DAUSSIN-CHARPANTIER Jérémie</b>	Nantes Métropole <i>Adjoint du DGA</i>
<b>DAVEZIES Laurent</b>	Université Paris Val-de-Marne <i>Professeur</i>
<b>DAVID Jean-Paul</b>	Mairie de Rezé <i>Conseiller Municipal</i>
<b>DAVID Roger</b>	CARENE <i>Vice-président</i>
<b>DAVID Michel</b>	Conseil de développement <i>Membre</i>
<b>DAVID Michel</b>	Fédération des amis de l'Erdre <i>Membre</i>
<b>DE CARGOUE Saïda</b>	Syndicat mixte du SCOT <i>Adjoint</i>
<b>DE RUGY François</b>	Nantes Métropole <i>Vice-président</i>
<b>DE VILLODON Matthieu</b>	Nexity
<b>DECHOUPPES Philippe</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Responsable développement local</i>
<b>DEJEU Michel</b>	CARENE <i>Conseiller communautaire</i>
<b>DEJOIE Laurent</b>	Vertou <i>Maire</i>
<b>DELAHAIE Hubert</b>	CARENE <i>Conseiller communautaire</i>
<b>DELALANDE Claire</b>	CARENE <i>Conseillère communautaire</i>
<b>DEL RUE Grégoire</b>	FONDES <i>Directeur</i>
<b>DEMAURE Jean-Claude</b>	<i>Universitaire honoraire</i>
<b>DEMORTIER Pierre</b>	CARENE <i>Directeur général adjoint</i>
<b>DENIAUD Bernard</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>1<sup>er</sup> Vice-président</i>
<b>DENIGOT Gilles</b>	CARENE <i>Conseiller communautaire</i>
<b>DESBOIS Jean-Baptiste</b>	Nantes culture et patrimoine <i>Directeur général</i>

<b>DESCUSSE Jacques</b>	Conseil de la Science <i>Président</i>
<b>DESMARIE Jean-Pierre</b>	Conseil de dévelop. de la CARENE <i>Président</i>
<b>DEVANNE Jean-Marc</b>	Office de tourisme de Nantes <i>Directeur</i>
<b>DEVISMES Laurent</b>	École d'architecture de Nantes <i>Responsable scientifique</i>
<b>DOSSAL Philippe</b>	<i>Journaliste</i>
<b>DOUAULT Patrick</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>DOUBLET Marc</b>	CARENE <i>Service habitat</i>
<b>DROUET Michel</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>DROUET Christophe</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>DUCREST Marion</b>	DDRN <i>Chargée d'étude environnement et social</i>
<b>DUFOUR Yann</b>	CARENE <i>Directeur général adjoint des Grands services urbains</i>
<b>DUMONT-ROTY Jean</b>	DDE de Loire-Atlantique <i>Réfèrent territorial</i>
<b>E</b>	
<b>EBURDY Denis</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Directeur général adjoint</i>
<b>ESNAULT Claudine</b>	CCI <i>Vice-présidente et déléguée au tourisme</i>
<b>ESTIVAL Gérard</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Vice-président</i>
<b>EVIN Claude</b>	CARENE <i>Conseiller communautaire</i>
<b>F</b>	
<b>FAURE Jeannine</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>FERCHAUX Gaëtan</b>	Ville de Pornichet <i>Cabinet du Maire</i>
<b>FILLION Catherine</b>	CAP Atlantique <i>Chargé d'études urbanisme</i>
<b>FLOCH Jacques</b>	AURAN <i>Président</i>
<b>FORGE Thierry</b>	Hélio <i>Directeur général</i>
<b>FORGEAU Patrick</b>	Cabinet mairie de Nantes <i>Cabinet du Maire</i>

<b>FOUGERAT Jean-Pierre</b>	Mairie de Couëron <i>Maire</i>
<b>FOURNIER Henry</b>	Conseil de dével. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>FOURNY Joël</b>	Chambre des métiers et de l'artisanat <i>Trésoier adjoint</i>
<b>FREIXINOS Jean-Noël</b>	Région des Pays de la Loire <i>Cabinet du Président</i>
<b>G</b>	
<b>GALDIN Pierre-Jean</b>	École des Beaux-arts de Nantes <i>Directeur</i>
<b>GALLIOT Gilbert</b>	La Chapelle-sur-Erdre <i>Élu</i>
<b>GARBY Gilles</b>	Écopole <i>Président</i>
<b>GARCIA Alain</b>	Mairie de Casson – CCEG <i>Conseiller municipal</i>
<b>GARCIA Josette</b>	Nantes Métropole <i>Développement durable et espaces naturels</i>
<b>GARNIER Bernard</b>	CARENE <i>Vice-président</i>
<b>GARNIER Dominique</b>	CCEG <i>Directeur général</i>
<b>GAUTIER Charles</b>	Mairie de Saint-Herblain <i>Sénateur-maire</i>
<b>GEFFROY Joël</b>	CC Cœur d'estuaire <i>Vice-président</i>
<b>GENDRON Jean-François</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Président</i>
<b>GERARD Jean-Charles</b>	DRE Pays de la Loire <i>Chef du service aménagement</i>
<b>GERARD Alain</b>	CC Loire et Sillon <i>Conseiller communautaire</i>
<b>GESSANT Cécile</b>	Mairie de Sautron <i>1<sup>er</sup> adjoint</i>
<b>GIBOUREAU Christian</b>	Loire-Océan Développement <i>Directeur</i>
<b>GILLET Yves</b>	SCE <i>Président directeur général</i>
<b>GIOVANNONI Vincent</b>	DRAC <i>Conseiller</i>
<b>GIRARDEAU Jacques</b>	Université de Nantes <i>Vice-président du Conseil scientifique</i>
<b>GOISET Jean</b>	CCEG <i>Vice-président</i>

<b>GRAVELAINE Frédérique</b>	SAMOA <i>Journaliste</i>
<b>GROSSIN Hervé</b>	Conseil de dével. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>GROVALET Philippe</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>GUEGUEN Claudine</b>	CARENE <i>Service transports urbains</i>
<b>GUERIN Christian</b>	Région Pays de la Loire <i>Directeur</i>
<b>GUERINEAU Valérie</b>	Nantes Métropole <i>Mission aménagement du territoire</i>
<b>GUERINEAU Emmanuel</b>	Mairie de Nantes <i>Cabinet du maire</i>
<b>GUETNY Noël</b>	Ville de Saint-Nazaire <i>Directeur général des services</i>
<b>GUIBERT Louise</b>	Nantes Métropole <i>Conseillère communautaire</i>
<b>GUIDET Thierry</b>	Place Publique <i>Journaliste</i>
<b>GUIHARD Laurent</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Chargé de mission</i>
<b>GUIHARD Daniel</b>	CAP Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>GUIHENEUF Claire</b>	DDRN <i>Chargée de mission</i>
<b>GUILLARD Maryline</b>	Nantes Métropole <i>Directrice Mission développement durable et espaces naturels</i>
<b>GUILLOTIN Philippe</b>	AURAN <i>Directeur d'études</i>
<b>GUIN Yannick</b>	Ville de Nantes <i>Adjoint au Maire</i>
<b>GUITTON Jean-François</b>	CARENE <i>Directeur général</i>
<b>GUSTIN Pierre</b>	CHU de Nantes <i>Directeur général</i>
<b>GUYARD Jean-Claude</b>	Conseil de dével. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>GUYONVAC'H</b>	DDE <i>Chargée d'études</i>
<b>H</b>	
<b>HAENTJENS Jean</b>	DDRN <i>Délégué</i>
<b>HAGIMONT Jean-Marc</b>	La Chapelle-sur-Erdre <i>1<sup>er</sup> adjoint</i>

<b>HEBRARD Jean-Pascal</b>	AURAN <i>Chargé de mission</i>
<b>HELFER Jean-Pierre</b>	Audencia <i>Directeur général</i>
<b>HUARD Jean-Paul</b>	Nantes Métropole <i>Chargé de mission</i>
<b>HUG DELARAUZE Bruno</b>	CCI de Saint-Nazaire <i>Président</i>
<b>HUILIZEN Jean-Marc</b>	CCI Nantes <i>Membre du bureau CCI</i>
<b>HUOU Marcel</b>	CC Cœur d'Estuaire <i>Vice-président</i>
<b>J</b>	
<b>JACQUET Laurent</b>	CCEG <i>Responsable service économique</i>
<b>JACQUET Marc</b>	DDE <i>Directeur délégué</i>
<b>JAMES Christian</b>	CARENE <i>Élu</i>
<b>JAUBERT Albert</b>	<i>Graphiste</i>
<b>JEAN Philippe</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Directeur du développement des entreprises</i>
<b>JULLIEN Bruno</b>	AURAN <i>Directeur d'études et des projets</i>
<b>JUSTY Marc</b>	CARENE <i>Maire de Saint-Joachim</i>
<b>K</b>	
<b>KERROC'H Jean-François</b>	Atlantic Events <i>Directeur</i>
<b>KOMARNICKI Claude</b>	DDRN <i>Chargé d'études</i>
<b>L</b>	
<b>LABAT Stéphanie</b>	SAMOA <i>Directeur adjoint</i>
<b>LABBE Patrick</b>	Nantes Métropole <i>Directeur mission énergie</i>
<b>LAMBERT Jacques</b>	CARENE <i>Vice-président</i>
<b>LAMOUREUX Denis</b>	CCI Saint-Nazaire <i>Vice-président</i>
<b>LANNOU Jacques</b>	Sous-préfecture d'Ancenis <i>Sous-préfet</i>
<b>LANNUZEL Raymond</b>	Nantes Métropole <i>Vice-président</i>

<b>LARGILLIERE Danielle</b>	Mairie de Nantes <i>Conseillère municipale</i>
<b>LARGY Thibault</b>	CAP Atlantique <i>Directeur</i>
<b>LAUMONIER Henri</b>	CCI Saint-Nazaire <i>Directeur général</i>
<b>LAVILLE-FOURNIER Alain</b>	DRE Pays de la Loire <i>Directeur adjoint</i>
<b>LE CORNEC Christian</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Directeur général</i>
<b>LE CORRE Jean-Louis</b>	CARENE <i>Maire, vice-président du CG44 et vice-président de CARENE</i>
<b>LE CUNFF Gildas</b>	Nantes Métropole <i>Collaborateur d'élus</i>
<b>LE DRENN Jean-Luc</b>	Mairie d'Indre <i>Maire</i>
<b>LE FUR Gabriel</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Chargé de mission</i>
<b>LE GALL Jean-Claude</b>	CC Loire et Sillon <i>Président</i>
<b>LE QUENVEN Danielle</b>	La Chapelle-Launay <i>Maire</i>
<b>LE TOUZE Marion</b>	Double Mixte <i>Chef de projets</i>
<b>LEBEAUPIN Yannick</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Conseillère générale</i>
<b>LEBRETON Hervé</b>	Mairie de Couëron <i>Adjoint</i>
<b>LEDUC Bruno</b>	CARENE <i>Responsable de la communication</i>
<b>LEFEVRE Gérard</b>	AURAN <i>Directeur d'études et des projets</i>
<b>LEGRIS Matthieu</b>	Nexity <i>Développeur</i>
<b>LEJAY Bertrand</b>	Conseil de dével. de la CARENE <i>Membre</i>
<b>LELIEVRE Bernard</b>	Mairie de Missillac <i>Maire</i>
<b>LEMARTINET Franck</b>	SONADEV <i>Directeur</i>
<b>LEMASLE Jean-Pierre</b>	Nantes Métropole <i>Vice-président</i>
<b>LERAY Sébastien</b>	Ville de Nantes <i>Responsable protocole</i>
<b>LESAFFRE Tony</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Secrétaire</i>

<b>LESTIEN Françoise</b>	CARENE <i>Vice-présidente</i>
<b>LESTIENNE Amélie</b>	ÉCOSSOLIES <i>Secrétaire générale</i>
<b>LETELLIER Philippe</b>	DDE <i>Directeur</i>
<b>LEVEILLER Annie</b>	ÉCOSSOLIES <i>Co-présidente</i>
<b>LIEFFROY Philippe</b>	Nexity <i>Directeur général</i>
<b>LOQUET Michel</b>	Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique <i>Président</i>
<b>LUCAS Jean-Philippe</b>	Presse Océan <i>Journaliste</i>
<b>M</b>	
<b>MAHÉ Stanislas</b>	SAMOA <i>Chargé de mission</i>
<b>MAHÉ Philippe</b>	Nantes Métropole <i>Directeur général des services</i>
<b>MAILLET Mélanie</b>	Atlantic Events <i>Chargée de communication</i>
<b>MALINGE Philippe</b>	Mairie de Nantes <i>Chargée de mission Europe</i>
<b>MARENDET François</b>	Port Autonome de Nantes Saint-Nazaire <i>Directeur général</i>
<b>MARESCHAL Patrick</b>	Conseil Général de Loire-Atlantique <i>Président</i>
<b>MAREST Philippe</b>	Nantes Métropole <i>Directeur général des services urbains</i>
<b>MAROT Bernard</b>	CC Loire et Sillon <i>Conseiller communautaire</i>
<b>MARTEAU Laëtitia</b>	Double Mixte <i>Chef de projets</i>
<b>MARTEL Jean-Paul</b>	Conseil Général de Loire-Atlantique <i>Chargé de mission du vice-président</i>
<b>MARTI André</b>	Nantes Métropole <i>Conseiller</i>
<b>MARY Emmanuel</b>	Escal'Atlantic <i>Directeur</i>
<b>MASBOUNGI Ariella</b>	DGUHU <i>Architecte-urbaniste</i>
<b>MASSON Pierre</b>	Nantes Métropole <i>Conseiller communautaire</i>
<b>MASSOT Jocelyne</b>	CAP Atlantique <i>Directrice</i>

<b>MAUDUIT Gérard</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>MAZZORANA Alexandre</b>	Nantes Métropole <i>Vice-président</i>
<b>MELUC Dominique</b>	CCEG <i>Vice-président</i>
<b>MENAGE Anne</b>	CAP Atlantique <i>Architecte-urbaniste</i>
<b>MENAGER Claude</b>	CCEG <i>Président</i>
<b>MESLE-CAROLE Anthony</b>	Nantes Métropole <i>Chargé de mission DGS</i>
<b>MESNARD André-Hubert</b>	Nantes Métropole <i>Conseiller</i>
<b>METAIREAU Yves</b>	CAP Atlantique <i>Maire de La Baule</i>
<b>METAIS Laëtitia</b>	CARENE <i>Responsable administrative</i>
<b>MICHAUT Fabrice</b>	SPIE <i>Directeur du développement commercial collectivité</i>
<b>MICHEL-DAVID Jeanette</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>MILARET Xavier</b>	DDE <i>Chargé de mission</i>
<b>MOISIERE Bernard</b>	CC Cœur d'Estuaire <i>Président</i>
<b>MOISON Paul</b>	Commune Heric <i>Adjoint</i>
<b>MOLEY JOSSE Laurence</b>	DDRN <i>Chargée d'études</i>
<b>MORANDEAU Vincent</b>	Nantes Métropole <i>Chargé de mission</i>
<b>MOREAU Charles</b>	Parc naturel régional de Brière <i>Président</i>
<b>MOREAU Jean-Pierre</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Vice-président</i>
<b>MOREL Jacques</b>	Nantes Métropole <i>Directeur général adjoint</i>
<b>MORENO Laurent</b>	AURAN <i>Chef de projets</i>
<b>MORINIERE Christian</b>	Radio Côte-d'Amour <i>Président</i>
<b>MORINO Marie</b>	CARENE <i>Chargé de mission</i>
<b>MOURS Bertrand</b>	Espaceil <i>Directeur promotion</i>

<b>N</b>	
<b>NEUILLY Jean</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>NICOLAS Cécile</b>	Nantes Métropole <i>Chef de cabinet adjoint</i>
<b>O</b>	
<b>OGER Martine</b>	Nantes Métropole <i>Mission aménagement du territoire</i>
<b>OLLIVAUD Françoise</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Chargée d'études</i>
<b>ORTHOLAN Elisabeth</b>	Nantes Métropole <i>Développement durable et espaces naturels</i>
<b>OURLIAC Jean-Paul</b>	DRE Pays de la Loire <i>Directeur régional</i>
<b>OUVRARD Véronique</b>	AURAN <i>Infographiste</i>
<b>P</b>	
<b>PADOVANI Fabienne</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Conseillère générale</i>
<b>PAILLOUX Jean-Yves</b>	AURAN <i>Directeur</i>
<b>PAILLOUX Patrick</b>	AURAN <i>Chargé d'études</i>
<b>PAQUELET Carole</b>	Nantes Métropole <i>Chargée de communication</i>
<b>PARODI Pierre-François</b>	Nantes culture et patrimoine <i>Directeur général adjoint</i>
<b>PARSI François</b>	CC Loire et Sillon <i>Directeur</i>
<b>PAULAY René</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>PAUTREL Masha</b>	Laboratoire d'économie – Univ. de Nantes <i>Doctorante</i>
<b>PENY Alain</b>	Commune de Besné <i>Maire</i>
<b>PERDRIX Elodie</b>	CARENE <i>Stagiaire</i>
<b>PERREAU Philippe</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Vice-président</i>
<b>PESSU Marc</b>	CC Cœur d'Estuaire <i>Directeur général des services</i>
<b>PEZERON Jean-Jacques</b>	Le Temple-de-Bretagne <i>Adjoint au maire</i>
<b>POIBEAU Pierre</b>	Mairie de Couëron <i>Adjoint</i>

<b>POLINIERE David</b>	SAMOA <i>Chargé d'études</i>
<b>PORTAIS Gérard</b>	Mairie de Fay-de-Bretagne <i>Maire</i>
<b>POTIRON Didier</b>	Mairie de Savenay <i>Adjoint au Maire</i>
<b>POUPARD Maud</b>	SGAR – Pays de la Loire <i>Chargée d'études</i>
<b>POUSSEUR Jean-Marie</b>	Ville de Nantes <i>Adjoint urbaniste</i>
<b>PRIOU Christophe</b>	CAP Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>PROVOST Eric</b>	CARENE <i>Directeur des actions économiques</i>
<b>PRUD'HOMME Bernard</b>	GIP Loire Estuaire
<b>PUYRAZAT Catherine</b>	DDE <i>Service aménagement et habitat</i>
<b>Q</b>	
<b>QUENEAU Yves</b>	Mairie <i>Adjoint</i>
<b>QUIMBERT Michel</b>	Port Autonome de Nantes Saint-Nazaire <i>Président du conseil d'administration</i>
<b>R</b>	
<b>RADENAC Mireille</b>	Ville de Saint-Nazaire <i>Service urbanisme</i>
<b>RAIMBOURG Dominique</b>	Ville de Nantes <i>Adjoint au maire</i>
<b>RAIMONDEAU Eric</b>	Nantes Métropole <i>Reponsable développement urbain</i>
<b>RAPETTI Danielle</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>RATAUD Sandra</b>	Ville de Nantes <i>Chargée de communication</i>
<b>RAVIN Stéphane</b>	<i>Étudiant en architecture</i>
<b>REBULARD Mathilde</b>	CARENE <i>Chargée de mission</i>
<b>REGENT Jean-Joseph</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Président</i>
<b>REMAUD Bernard</b>	GIP Atlantech <i>Président</i>
<b>RETAILLEAU Louis</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>RETIERE Gilles</b>	Nantes Métropole <i>Vice-président et maire de Rezé</i>

<b>RIALLAND Yannick</b>	CC Loire et Sillon <i>Vice-présidente</i>
<b>RICA Michel</b>	Nantes Métropole <i>Conseiller communautaire</i>
<b>RICHARD Benoît</b>	Ville de Carquefou <i>Responsable urbanisme et cadre de vie</i>
<b>RICHARD Benoît</b>	Ville de Carquefou <i>Directeur du service urbanisme</i>
<b>RIMBERT Patrick</b>	Nantes Métropole <i>Vice-président</i>
<b>RIMBERT Patrick</b>	Cité des congrès Nantes-Métropole <i>Président</i>
<b>RIOT Etienne</b>	<i>Assistant parlementaire</i>
<b>RIVIERE Jean-Yves</b>	Savenay <i>Conseiller municipal</i>
<b>ROBERT Patrick</b>	Nantes Métropole Développement <i>Directeur général</i>
<b>ROBERT Alain</b>	Conseil général de Loire-Atlantique <i>Vice-président</i>
<b>ROBERT Josiane</b>	Mairie de Pornichet <i>Adjoint au maire</i>
<b>ROBIN Yves</b>	CC d'Erdre et de Gesvres <i>Conseiller</i>
<b>ROCABOY Olivier</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Directeur de cabinet</i>
<b>ROLLAND Yann</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Élu</i>
<b>ROLLAND Johana</b>	Ville de Nantes <i>Conseillère technique</i>
<b>ROMAND Jean-Yves</b>	CARENE <i>Conseiller communautaire</i>
<b>ROUAUD Jean</b>	Écrivain
<b>ROUE Michèle</b>	<b>CARENE</b> <i>Conseillère communautaire</i>
<b>ROUGERON Gaëlle</b>	ACEL <i>Secrétaire générale</i>
<b>ROUSSEAU Claude</b>	Mairie <i>Maire</i>
<b>S</b>	
<b>SALOMON Lise-Armelle</b>	CARENE <i>Juriste</i>
<b>SARAMITO Sophie</b>	Région des Pays de la Loire <i>Conseillère régionale</i>
<b>SAULNIER Christian</b>	CARENE <i>Vice-président</i>

<b>SAUNIER Marie</b>	La Machine <i>Administratrice</i>
<b>SAUPIN Guillaume</b>	CARENE <i>Chef de cabinet</i>
<b>SAUVAGEOT-GUIBERT Aurélie</b>	Région des Pays de la Loire <i>Stagiaire</i>
<b>SAUVOUREL Alain</b>	CODELA <i>Directeur général</i>
<b>SIMON Brigitte</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>SIMONNET Isabelle</b>	Ville de Nantes <i>Attachée de presse</i>
<b>SORIN Géraldine</b>	Nantes Métropole <i>Chargée des affaires européennes</i>
<b>SOTTIN Jean-Yves</b>	DDRN <i>Urbaniste</i>
<b>SOUCHARD Grégoire</b>	SNCF <i>Directeur du développement</i>
<b>STAEBLER Martine</b>	GIP Loire Estuaire <i>Directrice</i>
<b>STEPHAN Cécilia</b>	ESTUARUM <i>Députée générale</i>
<b>T</b>	
<b>TALBOURDEL Jean-Michel</b>	CARENE <i>Vice-président</i>
<b>TALLIO Jean-François</b>	Nantes Métropole <i>Collaborateur groupe Vert Nantes métropole</i>
<b>TALLUT Jacques</b>	Cité des congrès Nantes-Métropole <i>Directeur général</i>
<b>TAMEZA André</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Directeur</i>
<b>TASSEEL Jean-Marie</b>	CARENE <i>Directeur de cabinet</i>
<b>TERRIEN Andrée</b>	ECOSSOLIES <i>Présidente</i>
<b>TEXIER-GOURRAT Valérie</b>	CARENE <i>Chargée d'opération urbanisme</i>
<b>THERY Laurent</b>	SAMOA <i>Directeur général</i>
<b>THIBAUD Hervé</b>	CCI Nantes Saint-Nazaire <i>Délégué</i>
<b>THIERRY Arnaud</b>	Nantes Métropole Développement <i>Chef de mission entreprises</i>
<b>THOMAS Pierre</b>	Université de Nantes <i>Conseiller du président</i>

<b>THULLIER Angélique</b>	DDE <i>Chargée d'études</i>
<b>TIJOU Jean-Luc</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Directeur</i>
<b>TOURRET Paul</b>	ISEMAR <i>Directeur</i>
<b>TRAIMONDEAU Eric</b>	Nantes Métropole <i>Chef de service développement urbain</i>
<b>TREGET Jacqueline</b>	Ville de Saint-Nazaire <i>Adjointe à l'éducation et à l'enfance</i>
<b>TRET Louis-Pierre</b>	Nantes Métropole <i>Directeur urbanisme</i>
<b>TRILLARD André</b>	CC du canton de Saint-Gildas-des-Bois <i>Président</i>
<b>V</b>	
<b>VALLAURI Jean-Marc</b>	ENITIAA <i>Directeur</i>
<b>VALLIER Frédéric</b>	Nantes Métropole <i>Cabinet du président</i>
<b>VASSE Frédéric</b>	Nantes Métropole <i>Responsable de la communication</i>
<b>VIARD Jean</b>	CNRS CEVIPOF <i>Directeur de recherche</i>
<b>VICTOIRE Claire</b>	DDRN <i>Chargée d'études</i>
<b>VIDAL Annick</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Membre</i>
<b>VINCE Yann</b>	Mairie de Rezé <i>Adjoint</i>
<b>VIOLLAND Thierry</b>	Nantes Métropole <i>Conseiller du président</i>
<b>VITRE Gabriel</b>	Conseil de dévelop. de Nantes Métropole <i>Directeur</i>

# Scot.métropole

Syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale de la métropole **Nantes Saint-Nazaire**

Publié par :  
le Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire  
(Coordination : Stéphane Bois)

Juin 2007

Transcription des actes : Résumémo – Nantes  
Maquette : [www.animaproductions.com](http://www.animaproductions.com)